DIMANCHE 21-LUNDI 22 DÉCEMBRE 1986

Les deux faces de M. Gorbatchev

Dix jours après la mort en prison d'Anatoli Martchenko, l'un des plus grands prisonniers de conscience soviétiques, Andrei Sakherov. symbole de la dissidence, retrouve la liberté d'habiter à Moscou. Qu's donc en tête M. Gorbetchev ? A première vue, sa politique à l'égard des militants des droits de l'homme est contradictoire.

Il y a eu des gestes spectaculaires. Des prisonniers călèbres, Chtcheransky, Oriov, ont été mis dans un avion et expulsés. Dans la même temps, le KGB poursuit ses activités habituelles – menaces, chantage, arresta-

menaces, chantage, arrestations — contre ceux qui pensent autrement et le disent. On persiste à envoyer dans des camps de travail des vieillards de plus de quatre-vingts ans, à condamner à des années de prison pour quelques écrits, parfois d'ailleurs imaginaires.

Des détenus politiques purgent d'interminables peines. Qui se souvient encore du Lituanien Gajaiskas, qui en ast à sa trentecinquième année de camp ? Du mineur Klebanov qui svait au, dans les années 70, l'impudence de vouloir fonder un syndicat libre ? Du psychiatre Koriaguine, qui voulait défendre l'honneur de sa profession et dénoncer les internements abusifs ? De l'Ukrainien Terela, du journaliste Skotchok, dont on a perdu la trace depuis qu'il a été happé par le système des hôpitaux psychiatriques apécieux ?

V. Gorbatchev sst-il l'homme qui libère et expulse ou celui qui condamne et maintient en détention ? En dépit d'apparences déroutantes sa politique semble servir un objectif bien déterminé : en finir avec la dissidence, plus exacte n avec co de dommageable pour son image et l'efficacité de sa politique étrangère. Pour cela, il faut régler les cas les plus voyants faire les gestes qui peuvent avoir le plus d'impact à l'Ouest, libérer per exemple Irina Ratouchinskaya, cette jeune poétessa dont la visage émouvant était apparu dans tous les journaux occiden-

Mais il faut sussi empêcher toute relève, étouffer dans l'œuf toute velléité de suivre l'exemple des ex-prisonniers expulsés. On peut le faire par les méthodes les plus brutales, en province, ou plus douces, dans la capitale.

En même temps, on même la contre-attaque, on propose sans sourciller de réunir à Moscou une conférence sur les droits de l'homme. On récupère, même cyniquement, à grand renfort de haut-parleurs et d'ensembles rock, la discrète manifestation au cours de laquelle, chaque année le 10 décembre, une poignée de Moscovites s'obstinent à lever un instant leur chapeau devant la statue de Pouchkine.

Quand on leur pariait « droits de l'homme ». les prédécesseurs de M. Gorbatchev répondaient « grossière ingérence dans les affaires intérieures », quitte à jeter eux sussi du lest de temps à autre, à ier quelques libérations. Les méthodes de l'actuel secrétaire général sont un peu plus álaborées, L'Occident peut en tirer parti au bénéfice d'hommes et de femmes qui paient de leur personne. Mais sans oublier que Sakharov comme Martchenko n'ont pas seulement voulu lutter contre la prison mais pour la

liberté. (Lire nos informations page 4.)

Accord à la conférence de l'OPEP

Le prix du pétrole est fixé à 18 dollars le baril

Un an presque jour pour jour après avoir lâché toute discipline de production, déclenchant un effondrement des cours sans précédent, l'OPEP a enterré définitivement, le samedi 20 décembre, la guerre des prix du pétrole.

Les treize ministres réunis depuis dix jours ont décidé non seulement de plasonner leur production asin d'apurer le marché, mais aussi de revenir au système de prix sixes, abandonné depuis un an. A partir du le janvier prochain, le prix de résérence du pétrole brut ne sera plus le cours du marché libre, mais un prix-pivot de 18 dollars, calculé par rapport à un panier de sept bruts dissernis.

L'Irak a refusé de se plier à la discipline de production, malgré les pressions de l'Arabie saoudite.

GENÈVE de notre envoyée spéciale

La décision de Genève, si elle est appliquée, devrait avoir un impact considérable sur le marché énergétique. L'OPEP, échaudée par le contre-choc pétrolier, revient en fait au système qui pendant quatre ans, jusqu'en décembre 1985, lui avait permis de stabiliser le marché et de maintenir les prix tant bien que mai aux environs de 30 dollars. L'organisation tente de redevenir un vrai cartel. «C'est une conférence qui fera date dans l'histoire pétrollère», notait un membre du secrétariat de l'organisation.

Pour tous les pays producteurs de pétrole, ce résultat constitue incontestablement un succès. Pressentant l'accord, le marché international s'est déjà raffermi r à la discipline de producl'Arabie saoudite.

de presque 2 dollars par baril en dix jours. « Vendredi soir à la clôture du marché de New-York, les cours atteignaient 16,55 dollars par baril, contre 14,60 dollars avant l'ouverture de la conférence. « Les prix du brut devraient, selon le président de l'OPEP, atteindre 18 dollars dans

aux pays de l'OPEP quelques milliards de dollars de revenus supplémentaires.

Cet accord fera sans doute grincer les dents des pays consonmateurs, qui, comme la France, verront leur facture pétrolière s'alourdir de nouveau d'un cinquième environ, perdant ainsi une partie des bénélices du contre-

les deux ou trois semaines à venir.

Ce raffermissement ferait gagner

choc pétrolier.

VÉRONEQUE MAURUS.

(Lire la suite page 13.)

L'aménagement du temps de travail

Le gouvernement brave M. Mitterrand et les syndicats

Alors que les mouvements de grève se poursuivaient dans les transports publics, le gouvernement a bravé les syndicats en faisant adopter son projet sur l'aménagement du temps de travail, le samedi 20 décembre, par l'Assemblée nationale, sous forme d'amendement à un texte portant diverses dispositions d'ordre social. Il devait être présenté le même jour au Sénat.

A Figeac, M. Mitterrand, qui avait refusé de signer l'ordonnance, n'a pas commenté la procédure parlementaire choisie par le gouvernement: « La loi, a-t-il dit, c'est une relation entre le Parlement et le gouvernement. Je ne suis pas dans ce circuit-là. » Pour la première fois depuis le 16 mars, une manifestation avait été organisée par la CGT sur le passage du chef de l'Etat.





Lire pages 5 et 6 les articles de THIERRY BRÉHIER, PATRICK JARREAU et MICHEL NOBLECOURT.

Plusieurs morts au cours des émeutes d'Alma-Ata

Les «dérapages» de la russification

La télévision de Moscou a rendu compte, le vendredi 19 décembre, de la visite à Alma-Ata d'un membre du Politburo, mais sans faire aucune allusion aux émeutes qui se sont produites dans cette ville, et que les médias soviétiques avaient tous évoquées le matin

Ces événements, dont il est confirmé qu'ils ont provoqué plusieurs morts, illustrent les « dérapages » constatés dans la politique de la nouvelle direction soviétique depuis m an environ en matière de nationalités.

par Michel Tatu

23 PLACE VENDÔME. PARIS

42.60.30.90

Pencient les fêtes, les boutiques Carties

« Lorsque apparaît sur nos écrans un représentant de l'Asie centrale ou de la Transcaucasie, il s'agit en général d'un type provincial épais, parlant avec un horrible accent, portant la papakha [le boanet de fourrure des Orientaux] ou une stupide casquette démodée. Il travaille le plus souvent dans la sphère du commerce. Dans un texte humoristique, si l'on peut dire, paru dans notre estimée Literatournaïa Gazeta, un auteur a même essayé de cam-

per une sorte de moyenne arithmétique entre l'habitant d'Asie centrale et le Transcaucosien. » Ce cri du cœur de l'écrivain

Ce cri du cœur de l'écrivain arménien Petrosian Vardgues contre certaines simplifications du cinéma soviétique n'avait été, en juin dernier, qu'une des nombreuses protestations émises à la tribune du congrès des écrivains de l'URSS sur le problème plus général des minorités nationales et du sort réservé à leurs cultures. D'autres avaient dénoncé la centralisation, à Moscou, de toutes les décisions concernant les éditions en langue nationale, la «tendance menaçante à la réduction

de la population d'origine locale» dans certaines républiques (il s'agissait en l'occurrence de la Lettonie, mais la formule est tout aussi valable pour le Kazakhstan), les menaces pesant sur les langues, etc. Compte tenu de ce qui vient de se passer à Alma-Ata, ces appels avaient valeur d'avertissements. Il est

clair qu'ils n'ont pes été entendus.

Car la politique suivie en matière de nationalités semble avoir quelque peu dérapé avec la nouvelle direction mise en place en 1985.

(Lire la suite page 4.)

La pollution du Rhin

La Suisse remboursera à la France les dégâts « incontestables ».

PAGE 8

Les manifestations à Athènes

Le mouvement de grève des lycéens s'étend.
PAGE 16

La guerre du Liban Les combats ont repris à Tripoli.

PAGE 16

Les projets de l'UNEF-ID

Le syndicat étudiant espère renforcer son influence. PAGE 8

Les meilleurs disques classiques

Une sélection des enregistrements lyriques, symphoniques, baroques...

PAGES 9 et 10

Bourse de New-York

Quand là «Chicago Connection» fait trembler Wall Street

PAGE 13

Le Monde

RÉGIONS

Année noire pour les casinos.

 A Amiens, la préhistoire s'expose.
 PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 16

L'Egypte ancienne, Galilée, Verdi, Picasso, l'espace...

Quand les spécialistes pensent aux amateurs

Une nouvelle collection, qui ne ressemble à aucune autre, vient de faire son apparition dans les librairies, après une très longue gestation: «Découvertes Gallimard». Il s'agit d'une série de monographies encyclopédiques sur papier glacé et en format de poche, écrites par des spécialistes, somptueusement illustrées, qui ont l'ambition d'aborder tous les domaines de la connaissance, de traiter en profondeur tous les thèmes de réunir les collaborateurs les plus prestigieux, d'être « la plus belle collection de poche du monde ».

Les douze premiers titres ont paru, et l'entreprise apparaît déjà comme une réussite. L'Egypte oubliée, la conquête de l'espace, Picasso, Verdi, Galilée, la Longue marche, Alexandre Dumas, sont parmi les premiers sujets.

"Il fallatt être un audidacte
pour une telle entreprise. C'était
mon rève d'éditeur...", Pierre
Marchand, quarante-sept ans, qui
a édité plus d'un millier de titres
depuis qu'il a créé le secteur
Gallimard-Jeunesse, il y a quatorze ans, est fier de son œuvre,
mais épuisé, comme après une

En bon Breton passionné de mer, il a tendance à comparer « Découvertes » à l'arrivée de la Course du Rhum; il est, avec son équipe, l'inventeur de cette collection de livres d'art documentaires, qui devrait comprendre deux à trois cents titres destinés aussi bien aux adultes qu'aux adolescents, à partir de douze ans.

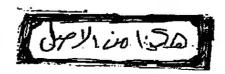
En effet, le grand projet concocté de longue date par Gallimard-Jeunesse a sauté les générations, battant comme aux

cartes les tranches d'âge pour devenir, à la demande des libraires, des représentants et des responsables de la maison Gallimard, une collection à part (d'âge) entière. Primitivement appelée « Découverte junior » (pour faire suite aux deux collections pour les petits : « Découverte Benjamin » et « Découverte Benjamin » et « Découverte Cadet »), la collection nouvelle porte, comme un label, le nom de la prestigieuse maison de la rue Sébastien-Bottin.

« J'ai l'impression que j'ai grandi, explique Pierre Marchand. Il y avait Gallimard-lepetit et Gallimard-le-grand. Le fait que cela s'appelle « Découverte-Gallimard », c'est la reconnaissance par la grande maison. La fusion en quelque sorte. Désormais, on va jouer dans la même cour...»

NICOLE ZAND.
(Lire la suite page 7.)

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER: Algérie. 3 DA: Marco, 5 dr.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM: Autriche, 20 ech.: Selgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER: Algérie. 3 DA: Marco, 5 dr.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM: Autriche, 20 ech.: Selgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Cote-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Cote-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Cote-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Cote-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Cote-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Cote-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Cote-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Cote-d'Ivoire, 420 F CFA; Denemark, 9 kr.; Espegne, 170 pes.; G.-B., 58 p.; Cote-d'Ivoire, 420



Dates

مكان الامل

RENDEZ-VOUS

Lundi 22 décembre. Tunis: reprise des travaux de la ligue arabe sur la situation des camps palestiniens au Liban. Mardi 23 décembre.

Mogadiscio : élection présidentielle en Somalie. Mercredi 24 décembre. Rome : célébration de l'office de Noël par le pape Jean-Paul II.

Vendredi 26 décembre. Pékin : visite de MM. Lionel Jospin et Pierre Joxe (jusqu'au 5 janvier 1987).

Le Monde

Télex MONDPAR 650572 F Tél.: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Principaux associés de la société : Société civile Les Rédacteurs du *Monde* », Les Rédacteurs un monure -,
 Société anonyme
 des lecteurs du Monde.
 Le Monde-Entreprises,
 MM. André Fontaine, gérant,
 et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS Tél: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71



Reproduction interdite de tous articles

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037 Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS Tél. : (1) 42-47-98-72 6 mois 9 mais 12 mais

FRANCE 4F 672 F 954 F 1 200 F TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 1F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ETRANGER (par messageries)*
L = BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F
IL = SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F Par voie africame: tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisoires: aos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 480 per year by Le Monde c/o Speedimpez, 45-45 39 th Street, L.C.L., R.Y. 11104. Second class postage peld at New-York, N.Y. pastmatter: send address charges to Le Monde c/o Speadinger U.S.A., P.N.C., 45-45-39 th Street, L.L.C., N.Y. 11104.

Le Monde ser minitel

LA MORT **AUX TROUSSES**

Jeu-frisson et dialogues en direct, la nuit sur minitel.

3615 TAPEZ LEMONDE

Il y a cinquante ans à Sian

Le « rapt » de Tchiang Kaï-chek

IAN (aujourd'hui écrite Xian) est convue de millions de touristes occidentaux pour son armée de soldats en terre cuite, grandeur nature, qui gardent depuis plus de deux mille ans le mausolée du premier empereur chinois, Qin Shi Huangdi, celui qui unifia la Chine d'une main de fer, fit construire la Grande Muraille et brûler tous les livres « classi-ques ». Cette armée récemment exhumée campe au pied d'un tumulus, dans la grande banlieue de la ville qui fut, pendant un millénaire, la capitale impériale

Il y a cinquante ans, un drame s'est déroulé dans ces lieux historiques, le 12 décembre 1936, le généralissime Tchiang Kaï-chek, alors maître de la Chine, y fut capture par deux chefs militaires qui voulaient lui imposer la fin de la guerre contre les communistes de Mao Zedong afin de mieux combattre l'envahisseur japonais qui dépeçait petit à petit une Chine affaiblie. C'est de ce jour que date la « seconde coopération » entre le Parti communiste chinois (PCC) et le Kouomintang (KMT) nationaliste. Elle dura tant bien que mal - et plutôt mal que bien - jusqu'en 1945. La première coopération, décidée par Sun Yat-sen en 1922 pour lutter contre les « Seigneurs de la guerre » qui mettaient le pays en coupe réglée et pour réunifier la Chine, n'avait duré que cinq ans. Elle s'était achevée dans le sang, par le massacre des commu-nistes par les nationalistes et les gangs de Shanghai en avril 1927. C'est le thème de la Condition humaine de Malraux.

En 1986, l'« incident de Sian » est rentré dans la mythologie des deux partis qui se disputent toujours le contrôle de toute la Chine. Les communistes de M. Deng Xiaoping, qui ont tout à y gagner, invitent comme en 1936 leurs anciens camarades du KMT à former avec eux un « Front uni » pour la réunification de la mère patrie. Les nationalistes, repliés dans leur bastion de Taiwan, ne veulent plus entendre parler d'une coopération comme celle de 1936-1945, dont ils pensaient à l'époque qu'elle leur permettrait d'éliminer les rouges » - Les communistes sont le cancer de la Chine alors que les Japonais n'en sont que la vermine », disait Tchiang Kar-chek - et qui, en fait, donna à Mao et à ses partisans les moyens de s'emparer du pouvoir. Il n'est pas question de recommencer une troisième fois, dit le KMT aujourd'hui, les communistes nous ont

Surprise chez les communistes

En décembre 1936, les quelques milliers de vétérans survivants de la Longue Marche étalent arrivés depuis une année dans les grottes du nord de la province du Shaanxi (1). Ils avaient tout de suite entrepris une campagne de propagande auprès des troupes nationalistes canton nées dans le secteur pour tenter de les convaincre qu'il valait mieux combattre contre les Japonais plutôt que se déchirer entre Chinois. Cette propagande avait séduit le maréchal pationaliste Zhang Xueliang. Egalement séduit avait été le général Yang Hucheng, commandant de la «pacification» du Shaanxi. Rentré d'une cure de désintoxication en Europe il était opiomane, - devenu farouche patriote, se considérant comme le fils adoptif de Tchiang, le jeune maréchal avait graduellement cessé toute opération militaire contre les communistes et échangé avec eux missions et bureaux de liaison, sans bien sûr en faire part au gouvernement central de Nankin.

Le - Gimo » (généralissime) eut finale-ment vent de l'affaire. Il décida de lancer une nouvelle campagne d'anéantissement du type de celles qui avaient contraint deux ans plus tôt le PCC à abandonner ses bases et à entamer la Longue Marche. Il voulait en finir une fois pour toutes avec l'Armée rouge. Il envisageait aussi de remplacer Zhang Xueliang par un officier plus fidèle et de l'exiler avec son armée aux confins sud-est du pays. Zhang lui paraissait trop influencé par les

« rouges ». Une visite en octobre l'avait confirmé dans ses craintes. Il décida donc de retourner à Sian le 7 décembre pour mettre la dernière main aux préparatifs militaires. Méfiant, mais pas au point de craindre un complot, il n'était accompagné que de ses gardes du corps.

Désespérant de pouvoir convaincre le Gimo de concentrer ses efforts contre l'empire du Soleil-Levant, Zhang et Yang décidèrent de le capturer dans la nuit du 11 au 12 décembre. Il neigeait quand plusieurs camions de troupes encerclèrent l'ensemble de pavillons traditionnels où résidait Chiang. Pendant que ses gardes se faisaient hacher sur place, il se sauva en chemise de nuit dans la nuit glaciale, oubliant son dentier sur la table de chevet. Dans sa fuite, il se tordit la cheville et



Arrestation de Tchiang Kaï-Chek à Sian

s'abîma la colonne vertébrale. C'est recroquevillé dans un trou que les soldats le retrouvèrent au matin. Bien entendu, dans la version qu'il donna après coup des événements, Tchiang enjoliva quelque peu cette scène peu glorieuse. Fait prisonnier avec lui, son secrétaire de l'époque n'est autre que l'actuel chef du gouvernement nationaliste de Taiwan, M. Yu Kuo-hwa.

C'est donc à un prisonnier immobilisé sur son lit de douleur, en proie à une rage folle, que les deux généraux mutins tentè-rent en vain d'expliquer leur programme en huit points » de réconciliation nationale. Mais le généralissime était buté, humilié, prêt au sacrifice suprême et se comparait même à Jésus-Christ sur le Gol-

Les communistes semblent avoir été les premiers surpris de l'incident. Mao comprendra vite, cependant, le bénéfice qu'il pouvait tirer de l'affaire; de plus, Moscon et le Kominterm exercèrent de fortes pressions sur le PCC en faveur d'une nouvelle coopération qui se retournait contre un Japon dont l'expansionnisme en Chine et en Sibérie inquiétait Staline.

Dès le 13 décembre, les comploteurs de Sian envoyèrent un avion chercher Zhou Enlai, Ye Jianying, le maréchal mort en octobre dernier, et Bo Gu, l'ancien secrétaire général du PCC. Zhou fit preuve de ses talents de négociateur pour obtenir à la fois la libération du Gimo et que ce dernier - qui se refusait à signer la moindre feuille de papier - promette du moins que, de retour à Nankin, il accepterait une seconde coopération entre les deux frères ennemis. Les deux hommes se connais saient bien : Zhou avait été le commissaire politique de Tchiang quand celni-ci com-mandait l'Académie militaire de Whampoa. Tchiang le qualifiait même de « conmuniste le plus raisonnable » qu'il ait jamais rencontré... Les deux officiers révoltés exigeaient pour leur part des garanties que leur vie serait sauve s'ils relachaient leur irascible prisonnier.

Paradoxalement, les choses furent plus faciles avec les comploteurs, conscients de l'enjeu pour l'avenir du pays, qu'avec Nankin. Il semble tout d'abord que le propre beau-frère de Tchiang, TV Song, qui souhaitait revenir au gouvernement dont il avait été écarté par le Gimo, ait été en relations avec Zhang Xueliang avant l'incident. Etait-il au courant du rapt? En tout cas, dès l'annonce de celui-ci dans la capitale nationaliste, invoquant l'argument selon lequel il valait mieux sacrifier un homme, aussi grand soit-il, que de perdre le pays, son autre beau-frère HH Kung – qui assurait l'intérim du pou-voir – annonça à la radio sa décision de faire bombarder Sian par l'aviation. Le ministre de la défense, projaponais géné-ral He Yingqin, qui ambitionnait lui aussi de prendre la place de son chef, fit avancer ses troupes en direction de la cité

Trabi par les siens

Tchiang était trahi per les siens, qui paraissaient prêts à faire d'une pierre deux coups : écraser les rebelles et se débarrasser d'un rival. « Madame » était à Shanghai quand elle apprit la séquestration de son mari et l'atmosphère dangereuse qui prévalait à Nankin. Elle s'y rendit dare-dare pour tenter de reprendre les choses en main. Elle se lança alors dans une lutte acharnée contre les subordonnés du Gimo et contre une partie de sa propre famille pour sauver la vie de son mari. « Madame » rénssit à obtenir du gouvernement une trêve de trois jours avant le bombardement massif de Sian, et l'autorisation de s'y rendre pour voir son mari et ses ravisseurs.

Arrivés à Sian, elle et son frère négocièrent à la place du Gimo, toujours aussi intransigeant, une solution élégante qui sauverait la face de ce dernier, libéré sans conditions, promettrait aux communistes une cessation des hostilités suivie d'une nouvelle alliance, et garantirait aux deux comploteurs la vie sauve. Le général Yang y tenait d'autant plus qu'il avait au début de l'incident voulu faire passer le Gimo par les armes; la suite de l'histoire montrera que ses inquiétudes n'étalent pas sans fondement. Zhang n'avait pas besoin d'argent, Yang, si. C'est ainsi que le jour de Noël, un symbole divin s'îl en était pour ces convertis au christianisme qu'étaient le généralissime et sa femme, Tchiang, « Madame », leur entourage et le jeune maréchal s'envolèrent pour Nan-

On n'a jamais très bien compris pour quoi Zhang Xueliang insista pour repartir avec son ancien prisonnier. Zhang, qui avait l'esprit chevaleresque, affirma qu'il voulait ainsi assumer seul la responsabilité de l'incident. Il semble plutôt que sa présence à Nankin, comme orage, ait été l'une des conditions de l'accord entre les communistes et le Gimo.

Le Gimo avait la rancune tenace. Le jeune maréchal fut immédiatement placé en résidence surveillée à Nankin. Il accompagna Tchiang pendant la guerre sino-japonaise à Chongqing (Tchoung-king), puis à Taiwan en 1949 lors de l'exode qui suivit la victoire des communistes. Il aurait été « libéré » il y a plusieurs années ; il est impossible de savoir

Même - libre -, oc vicillard de quatrevingt-dix ans, devenu obèse et qui partage son temps entre la lecture, les services religieux et l'opéra traditionnel chinois, ne sort jamais seul et ne peut pratiquement voir personne. Il ne nous a pas été possible de le rencontrer, cinquante ans après les faits... Il fant dire que le fils de Gimo est au pouvoir, que « Madame » est toujours en vie, et que le premier ministre taiwanais fut l'un des prisonniers de Sian.

Le sort du général Yang Hucheng fut encore plus dramatique. Ayant commis l'erreur de revenir d'Europe où il s'était exilé, il fut arrêté, incarcéré et fusillé à Chongqing en 1949, à la veille de la prise de la ville par les communistes.

Aucun accord formel ne fut jamais signé entre Chiang et Mao. A la chinoise, les négociations furent longues, discrètes, indirectes. Le 10 février 1937, le PCC présenta un programme en cinq points promettant en échange an KMT de cesser ses activités révolutionnaires et de recon-naître la légitimité du gouvernement cen-tral. Le 21 du même mois, le KMT lui demanda à peu près la même chose. Les hostilités cessèrent de Jacto; Zhou Enlai fit le voyage de Nankin. Le 22 septembre, le KMT rendit public un texte d'accord en quatre points qui étalent similaires à ceux que le PCC avait présentés en juillet : les communistes rentraient dans le giron nationaliste mais obtenzient le contrôle d'une zone autonome autour de Yanan. l'Armée rouge s'intégrait dans l'armée de Tchiang mais y formait deux unités sépa-rées, la VIII^a Armée de route et la Nouvelle IV Armée. Il faut dire qu'entre-temps Nankin et Moscou avaient signé un pacte de non-agression et que surtout le Japon avait commencé la guerre avec la Chine, lors de l'incident du pont Marco-Polo près de Pékin le 7 juillet. Le climat était alors à l'union nationale contre l'envahisseur.

d'un l

gengeante mi

Æ.

100

404.23

8000

 $p_{M_{2k-1,n}}$

The Table

1800 - 1.1

(In journalies; E

A See he ...

1 and 20

1. CA Street

And the second

11 L 1. - 10 54

1 E 7

.r 474

1.00 mg/s

1.0

Très vite, la guerre sino-japonaise tourna en un conflit à trois, les nationalistes et les communistes passant autant de temps à se battre entre eux qu'à lutter contre l'occupant. Huit aus plus tard, le Japon était vaincu et le Gimo rentrait triomphant à Nankin, comme chef d'une des cinq « grandes puissances ». Un an après, la guerre civile reprenait avec un PCC sorti renforce du conflit. Treize ans après l'« incident de Sian», le régime nationaliste s'effondrait et Mao proclamaît le naissance de la République popunanmen à Pékin.

L'« incident de Sian », qui fit à l'époque les manchettes de la presse mondiale, fut plus qu'un incident rocambolesque. Il a eu en fait des conséquences incalculables sur l'évolution de la Chine: tont d'abord il permit le sursant national de résistance contre le Japon. Ensuite et sur-tout, il accorda aux communistes, laminés par une Longue Marche au cours de laquelle ils avaient perdu leurs bases et 90 % de leurs effectifs, un second souffle, une seconde chance de se renforcer ; ce qui leur permit de survivre, puis de puiser dans la résistance la popularité et la force avec laquelle ils renversèrent le régime nationaliste. Voilà qui explique pourquoi le KMT refuse aujourd'hui catégoriquement une nouvelle expérience de ce type !

PATRICE DE BEER.

Depais 1986, la date officielle de la fin de la Longue Marche a été repoussée d'octobre 1935 à octobre 1936, arrivée des derniers soldats com-

CORRESPONDANCE

Le rôle de Jean Sainteny dans les événements d'Indochine

A la suite de la publication dans le Monde daté 30 novembre-1 décembre d'un article de Philippe Franchini concernant le quarantième anniversaire du bombardement de Haiphong, nous avons recu la lettre suivante de M= Jean Sainteny: « Les « discussions » avec Ho Chi Minh, comme il est dit dans l'article, furent conduites par Jean Sainteny, alors commissaire de la République pour le Tonkin et le nord de l'Annam (aujourd'hui décédé). Elles aboutirent, après six mois d'efforts dans des conditions difficiles et natiques, aux fameux accords du 6 mars dramatiques, aux fameux accords du 6 mars 1946 qui auraient pu éviter la guerre que nous avons connue. C'est également Jean Sainteny qui réussit, au mois de juin sui-vant, à amener Ho Chi Minh en France pour la conférence de Fontainebleau. C'est enfin Jean Sainteny qui fut la première victime de l'insurrection qu'il avait voutu éviter. Laissé bour mort sur un troutes de Monte la pour mort sur un trottoir de Hanoï le 19 décembre 1946, il reprit le 23, sur une civière, possession du gouvernement général. La suite fut écrite par d'autres. Il ne versa jamais, quant à lui, d'autre sang que le sien. »





The state of the s

or to make a second

A War State

A TAIL SAN THE RESIDENCE

--- 4 - Tag

CONTRACTOR OF STREET

M. 1. 18 22

* * * ** *****

Etranger

ÉTATS-UNIS : les ventes d'armes à l'Iran et l'aide aux «contras»

Le procureur spécial Walsh disposera d'un large mandat pour mener son enquête

WASHINGTON de notre correspondent

Les trois hauts magistrats, chargés de désigner le procureur spécial qui enquêtera sur l'affaire du financement illégal de la guérilla antisandiniste par les ventes d'armes secrètes à l'Iran out fait appel, vendredi 19 décembre, à un avocat d'affaires républicain et solidement conservateur. M. Lawrence Walsh, soixante-quatorze ans. Les magistrats out toutefois confié un mandat plus large que ne l'avait souhaité le plus large que ne l'avait souhait le département de la justice à cet ancien président de l'Association du barreau américain qui avait été attorney général adjoint sous le pré-

M. Reagan souhaite la fabrication

de cinquante missiles MX mobiles

Washington (AFP). — Le président Reagan a décidé, le vendredi 19 décembre, de demander prochainement au Congrès d'approuver la fabrication de cinquante missiles intercontinentaux MX supplémentaires. Ces missiles à dix ogives seront disposés sur des wagons de chemin de fer spéciaux, contrairement aux cinquante premiers MX, dont le Congrès a décidé le déploiement est 1985 dans des silos fixes.

Cette mobilité est destinée à donner aux MX une moindre vulnérabilité.

M. Reagan a également donné forces stratégiques américaines à l'issue d'une réunion, vendredi, avec les principaux chéfs militaires.

Le coût de fabrication des cinquante MX supplémentaires et leur quante MX supplément est estimé à environ 15 milliards de dollars.

Midgetman, la production de cinquante missiles, chiffre souhaité par le Pentagone, revicadrait à quelque 40 milliards de dollars.

Les Soviétiques développent, eux

M. Reagan a également donné

son accord à la poursuite du déve-loppement d'un missile mobile à une ogive, plus petit que le MX, le Mid-getman. Le président aurait arrêté

présentés aupacavant par le départe-ment de la défense, ont déclaré lundi 15 décembre des hauts fonction-

nairse du Peritagone souhaitant conseiver l'anonymet. Ils out précéé qu'il à été démandé au Pentagone de

sident Eisenbower et avait participé, sous M. Nixon, aux négociations de

paix avec le Vietnam. Non scalement M. Walsh devra enquêter sur les ventes d'armes directes ou indirectes à l'Iran depuis 1984 ainsi que sur le détournement du produit de ces ventes en faveur de « toute personne, organisation, gouvernement étranger, faction ou groupe d'insurgés dans tout paus étranger « composis le Message. pays étranger, y compris le Nicaro-gua, mais sans s'y limiter », mais il devra aussi se pencher sur l'apport et la coordination d'« un sousien aux personnes et groupes engagés (...) dans un conflit armé avec le gouvernement du Nicaragua depuis 1984 ».

L'attorney général, M. Edwin Meese, avait souhaité que le procureur spécial se cantonne aux ventes d'armes et à l'utilisation de leurs bénéfices sans remonter plus haut que 1985, date supposée des premières livraisons d'armes américaines à Téhéran, par l'intermédiaire, à l'époque, d'Israël. En décidant autrement, les trois magistrats qui ont choisi M. Walsh lui ont, de fait, demandé d'examiner le fonctionnement de tout le réseau d'aide de lair, demandé d'examiner le fonc-tionnement de tout le réseau d'aide privée apportée aux « contras » — avec l'appui politique, moral et très vraisemblablement logistique de la Maison Blanche — durant les trois amées (1984, 1985 et 1986) où le Congrès avait interdit toute forme d'aide militaire. L'enquête n'étant de surcroft pas limitée an Nicaragus, c'est toute

L'enquête a'étant de surcroît pas limitée au Nicaragua, c'est toute l'application de la politique, conque et développée sous M. Reagan, d'encouragement aux guérilles anti-communistes du monde – les « combattants de la liberté » — qui devrait être disséquée dans ses aspects Manux.

Un patricien de la Nouvelle-Angleterre

Véritable caricature de patricien Véritable caricature de patricien de la Nouvelle-Angleterre, M. Walsh («Ed» pour les intimes) a promis une « enquête juste et complète », et M. Reagan l'a aussitôt assuré de sa « totale coopération ». Il n'en reste pas moins qu'en l'état actuel des choses la vérité ne sera pas connue de sitôt. M. Walsh, le temps de constituer con équipe, ne pas connue de suot. M. Waist, le temps de constituer son équipe, ne pourra se mettre au travail avant plusieurs semaines, et les commis-sions spéciales de la Chambre et du Sénat, qui seront formellement mises en place en janvier, n'envis-cent pas de sematre leurs conslugent pas de remettre leurs conclu-sions avant la fin de l'été.

Maigré les auditions secrètes ou publiques tenues depuis le début du mois par plusieurs commissions régulières du Congrès, on est toujours dans le brouillard le plus complet tant sur le type et les quantités exactes d'armes livrées à l'Iran, que sur le montant des sommes détourde budget ne soit soumis au Congrès en jenvier 1987. L'administration sur le montant des sommes détour-nées, leur utilisation et les personna-lités impliquées dans cette opéra-tion. Vendredi, sortant d'une obtenus en 1987 ». Le montant de

affaires de renseignement de la Chambre, M. Meese a réaffirmé que souls auraient été au courant l'amiral Poindexter et M. McFarlane, les deux ancions conseillers pour les affaires de sécurité nationale, et leur ancien collaborateur à tous deux, le lieutenant-colonel North.

North.

L'attorney général a ajouté que le lieutenant-colonel lui auvait déclaré le 23 novembre, deux jours avant d'être limogé, que le président avait tout ignoré des reversements aux « contras ». Un document du printemps dernier exposant le principe de ces reversements aurait été trouvé à cette même date dans les dossiers d'Oliver North, mais aucun de ces deux éléments nouveaux n'est de ces deux éléments nouveaux n'est à même de convaincre définitive-ment que M. Reagan n'surait réelle-ment rien su du financement occulte apporté aux antisandinistes.

A ce rythme, le dévoilement pro-gressif du scandale va durer gressii du scandale va durer jusqu'au plein démarrage, cet été, de la campagne des primaires pour l'élection présidentielle de 1988, et l'on voit de moins en moins (sauf signature avec l'URSS d'un accord de désarmement) comment M. Res-gan pourra désormais reprendre an minimum d'initiative politique.

Cette situation favorise considérablement d'abord les démocrates et ensuite les candidats républicains, qui pourront se prévaloir d'une cer-taine distance vis-à-vis de M. Rea-gan. C'est la raison pour laquelle le vice-président Bush, jusqu'à présent grand favori pour la succession mais qui recule en ce moment dans les sondages, vient d'appeler publique-ment MM. Poindexter et North à révéler - avant Noël - tout ce qu'ils savaient ou, au moins, à répondre « juste à une seule» question: « Avez-vous parlé au président du détournement de fonds? »

Rappelant à ces deux officiers que le port de l'uniforme peut implique le port de l'uniforme peut impli-quer qu'on ait à faire de « grands sacrifices», M. Bush s'est dit sûr que leur réponse laverait M. Reagan de tout soupçon. Ni l'amiral ni sur-tout le lieutenant-colonel, qui se plaint d'avoir été abandonné par ses · amis ou prétendus amis », ne sem-blent cependant décidés à parler.

BERNARD GUETTA.

TRINITE-ET-TOBAGO: les élections du 15 décembre

La chute des cours de l'or noir a été fatale à l'équipe de M. Chambers

L'opposition modérée vient à son tour de remporter une écra-nte victoire aux élections législatives de Trinité-et-Tobago, le sante victoire anz' elections legislatives de l'inite-et-l'obago, le luidi 15 décembre, en s'adjugeant trente-trois des trente-six sièges du Parlement de Port-d'Espagne. L'Alliance nationale pour la reconstruction (NAR), constituée il y a une année à peine par quaire formations d'opposition, a fait beaucoup mieux que ses dirigeants eux-mêmes pouvaient espèrer. Venant s'ajouter à l'insure du pouvoir, l'effondrement des prix du pétrole aura été fatal au partidu premier ministre sortant, M. George Chambers. Sa défaite est d'outent plus criseaute que le Mouvement pational du perple d'autant plus cuisante que le Mouvement national du peuple (PNM), qui avait conduit cette ancienne colonie britamique à l'indépendance en 1962, avait tenu les rênes du gouvernement sans discontinuer depuis trente ans.

Avec ce changement d'équipe dirigeante, un nouveau chapitre s'ouvre dans l'histoire de Trinité-et-Tobago. Une page avait déjà été tournée en 1981, après la mort d'Eric Williams, le «père de la nation», qui avait dominé la scène politique pendant un quart de siècle, nout en assurant la stabilité du pays.

Nationaliste et modérément pro-occidental, Eric Williams avait réussi à préserver un système pariementaire d'inspiration britannique malgré de sérieux remous sociaux et politiques. Il est vrai que la manne pétrolière qui s'est déversée sur les deux îles jumelles après 1974 l'avait grandement aidé dans sa tâche. Grâce aux nouvelles ressources de

l'or noir et de ses raffineries, Trinitél'or noir et de ses rafinerses, l'rimite-et-Tobago avait counu un rapide easor et de substantiels bouleverse-ments. En quelques années, le pays du calypso était devenu l'Etat le plus riche de l'hémisphère au sud des Etats-Unis, avec un revenu annuel par habitant de sept mille dollars. Cette relative prospérité s'était coursuivie au lendemain de la s'était poursuivie au lendemain de la disparition d'Eric Williams. Quel-ques mois plus tard, son parti avait encore aisément gagné les élections.

Priorité à la reprise

Une certaine morosité n'a cependant pas tardé à succéder à l'eupho-rie pétrolière. Le malaise engendré par la diminution des recettes du par la difficultation des recettes du pétrole, qui assurait 90 % des expor-tations, a fini par evoir des retom-bées sociales et politiques. Pour l'opposition, c'était une occasion révée de tenter d'évincer le PNM. Des dissidents du parti gouvernemental se sont alors joints à ses adversaires pour créer la NAR, coalition plutôt hétéroclite allant de l'Organisation de reconstruction nationale (ONR), de droite, aux intellectuels plus ou moins gauchi-sants du mouvement TAPIA, en pessant par le Front uni du travail de M. Basodeo Panday, chef du remuant syndicat des ouvriers agri-

Parfois contesté, le dirigeant de l'ONR, principale force de cette alliance, M. Karl Hudson Phillips, un ancien ministre bien en cour à Washington et soutenu par les milieux d'affaires, a préféré se tenir en retrait. A sa tête, la NAR a placé un avocat de Tobago, M. Arthur Napoleon Robinson, chef de file d'un petit parti local, qui réclamait une plus grande autonomie pour son ile natale un peu délaissée par sa grande sœur voisine.

Donnant la priorité à la reprise économique, l'opposition aura habi-lement réussi à canaliser le mécontentement provoqué par les incerti-tudes conjoncturelles. Le montée du chômage, la fermeture d'entreprises, la détérioration du pouvoir d'achat et d'autres méfaits de la récession

lui avaient fourni autant de thêmes électoraux. En plus de la critique de la gestion des ressources pétrolières, de la corruption et du gaspillage, le principal grief adressé au gouverne-ment sortant était d'avoir laissé l'économie trop dépendante de l'industrie pétrolière.

Longtemps l'un des Etats les plus prospères des Caraïbes, Trinité-et-Tobago doit absolument réaménager son économie si elle vent enrayer le déclin de ces dernières années. Au rythme actuel d'extraction, ses réserves pétrolières seront épuisées dans huit à dix ans, à moins de découvrir de nouveaux gisements. Pour redresser la barre, il est devenu indispensable de diversifier les exportations, en poursuivant notamment le développement de l'industrie manufacturière.

· Nous ne promettons pas le Pérou, mais si nous supprimons les tares du passé, nous pourrons faire de ces deux îles un paradis potentiel «, avait déclaré, durant la cam-pagne, M. Robinson. Le nouveau premier ministre espère sortir de l'ornière par des recettes libérales classiques, en réduisant les impôts, en stimulant la concertation et la décentralisation administrative. L'opposition, qui a bénéficié de la participation élevée (plus de 70 %), a également promis de surmonter les traditionnelles rivalités entre les deux principaux groupes ethniques, les Noirs et les Indiens d'origine asiatique, longtemps tenus en marge des responsabilités gouvernemen-tales.

En politique étrangère, le nou venu gouvernement s'est engagé à renforcer la coopération avec le CARICOM, dont les sutres membres se plaignent des restrictions aux importations réintroduites par marché de la zone. Une amnistie a d'ailleurs été promise aux ressortissents de la communauté des Caralbes séjournant illégalement dans le pays. Enfin, ce changement de gouvernement ne devrait pas déplaire à Washington, Trinité-et-Tobago ayant été l'un des rares pays de cette région névralgique à ne pas désapprouver l'intervention des troupes américaines à Grenade, an novembre 1983.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

• BRÉSIL : l'ancien chef de la police haitienne a huit jours pour quitter le pays. — L'ancien chef de la polica politique d'Halti, l'ex-colonel Albert Pierra, dispose de huit jours pour quitter le territoire brésilien, a indiqué, le vendredi 19 décembre, le ministre de la justice M. Peulo Brossard. Mercredi, la Cour suprême fédérale avait rejeté une demande d'extradition vers Haiti d'Albert Pierre, formulée per le gouvernement

A TRAVERS LE MONDE

M. Reegan veut un budget militaire de 312 militaire de dellars en 1988. — M. Reegan va demander un budget militaire de 312 militaires de dellars au titra de l'axercice 1988, soit un montant sensiblement inférieur aux chiffres

Importante manifestation

en faveur des droits de l'homme à Buenos-Aires

Buenos-Aires. - Plus de 80 000 personnes ont manifesté vandred 19 décembre deris le centre de Buence-Aires afin de protester contre le projet du gouvernement argentin de mettre un terme-aux poursuites contre les militaires, accusés d'avoir violé les droits de l'homme pendant le dictature miltaire (1976-1983).

La manifestation, qui s'est déroulés sans incidents, s'ast achavée devant le bétiment du Parlement argentin. Le projet de loi gouvernemental, qui doit mettre e un point final » aux actions pénales contre les auteurs de répression sous la dictature, doit être examiné par le Sénat, niuni en session extraordinaire.

Ce rassemblement, qui, selon les observateurs, est le plus important jamais organisé sur les droits de l'homme sous le gouvernement du président Raul Alfonsin, avait été mis sur pied par les principeux partis de l'opposition et les organisations trumanitaires — (AFP.)

Colombie

Défilé ... silencieux après le meurtre d'un journaliste

Quatre mille journalistes et employés de presse ont participé, le vandradí 19 décembre, à une manifestation silencieuse dans le centre de Bogota, à la mémoire de Guil-lermo Cano, directeur du quotidien El Espectador, assassiné mercredi à la suite de ses articles sur le trafic de

La manifestation a été précédés d'une grève de 24 heures de tous les médies colombiens. Un preteur a lu les nome de vingt-deux des vingt-six journalistes assessinés au cours des dix dernières années, et qui avaient dix demières années, et qui avaient pour la plupart pris nettement posi-

meurtre de Cano, qui était à la tête de son journal depuis trante-quatre ans, a plongé le pays dans la stu-

Les Soviétiques développent, eux aussi, un missile intercontinental à

dix ogives mobile sur rail, le SS-24. Ils disposent dejà d'un missile plus petit à une seule ogive, le SS-25.

dresser des priorités à l'intérieur

d'une enveloppe globale de 312 mil-

liards de dollars, avant que le projet

demandara cependant au Congrès une « raillonge » budgétaire au titre de 1987 « pour qualques éléments [qu'elle avait] demandée mais non

cette rallonge n'a pas été précisé. -

Maroc

Tension dans les enclaves espagnoles

Une vive tension régnaît de nouveau le samedi 20 décembre dans les enclaves espagnoles au Maroc après des affrontaments entre forces de l'ordre et musulmans jeudi à Melilla. Huit policiers et deux manifestants ont été blessés. Les musulmans ont fancé une campagne de protestation contre la loi qui permet aux autorité d'expulser les personnes d'origine merocaine qui n'ont pes la citoyanneté espegnole et ne disposent pas d'un permis de travail. A Ceuta, une manifestation prévue pour samedi a été interdire. — (Reuter).

Roumanie

Grèves en Transylvanie en novembre dernier

Vienne (AFP). - Das graves auraient éclaté début novembre dans plusieurs usines de Cluj, Turda, Bra-sov, Timisoara et Arad (Transylvanie), où vit une forte minorité hongroise qui se plaint de plus en plus d'une assimilation forcée, a annoncé une ravue samizdat, la Presse hongroise de Transylvania. A l'usine Combinatui de Utiles Grau de Clui, vings-cinq ouvriers qui avaient parti-cipé aux grèves ont « disparu » deux semaines après la cessation du mou-vernant de mécontantement, affirme le revue parvenue à l'AFP à Vienne. Aucune confirmation de cas événe-ments n'a pu être obtenue de source

Les ouvriers grévistes étaient pour les curriers grevistes écaient pour le plupart membres de la minorité hongroise de Roumania (environ 2 milions de personnes), affirme la revue, sens préciser ni la durée des grèves ni la nombre des ouvriers qui y ont participé. La grève aurait éclaté à la suite d'un rationnement du pain à 300 grammes per personne et par jour à partir du 1^{er} novembre en Tran-sylvanie, selon la même source. La quantité de pain disponible à été insuffisante malgré le rationnement.

quitter pendant leur journée de travall. Les grèves ont cessé sprès l'errivée de nountaire supplémen-

Suriname Négociations avec la France sur les réfugiés

Paramaribo (Reuter). - Une délégation du Suriname discutera, la semaine prochaine à Paris, du sort des quelque cinq mille réfugiés qui ont fui le pays pour la Guyane fran-çaise à la suite des combets entre les

troupes surinamiennes et les rebelles de Ronny Brunswijk. Dans un communiqué, le ministère surinamien des affaires étrangères précise que la délégation sera com-posés de représentants des minis-tères de l'intérieur, de la santé et des affaires étrangères.

Auparavant, le chef de la diploma-tie, M. Henk Herrenberg, avait convoqué le chargé d'affaires français à Parameribo pour demander des éclairoissements sur des informations salon lesquelles Paris s'appréterait à envahir le Surineme à la suite de la défaite initiale des rebelles. Le gouvernement du lleutenent-colonel Desi Bouterse, au pouvoir depuis six ans, a lancé le 28 novembre demier une offensive contre la rébellion. Paramaribo affirme que l'armée a repris le contrôle des villes stratégiques de Moengo et Albina, près de la fron-

Les autorités reconnaissent cu'une douzaine de civils ont été tués au cours des combats, ainsi qu'une vingtaine de rebelles. Elles ont caté-goriquement démenti les informa-tions, quelifiées de crédibles par le secrétaire d'Etat américain George Shultz, selon lesquelles l'armée aurait commis des massacres dans la

Togo Treize condamnations

La cour de sûreté de l'Etat de Lomé a condamné à mort, dans la nuit du vendredi 19 au sameditrois per contumace, pour perticipa-

23 septembre demier à Lomé. Parmi les condamnés per conturnace figure M. Gilchrist Olympio, fils de l'ancien président de la République togolaise esesiné en 1963).

Quatorze personnes ont par aitleurs été condamnées à la prison à perpétuité (sept par contumace). Des oines de un mois à un an de prison ont été également prononcées, ainsi que trois acquittements. Le procès avait commencé jeudi. Plusieurs des installés en Guyane recrutés au Gitana, où ils se sont entraînés au maniement des armes avant d'aller perfaire leur formation militaire au Burkina. La plupart sont

La tentative de coup d'Etat s'était soldée en fait par un raid contre Lomé, qui fit vingt-six morts selon la version officielle. Le contrôle de la situation avait un moment échappé au président Eyadema, qui obtint l'envoi d'un contingent de parachu-tistes français. Ceux-ci n'eurent fina-

Turquie Trois militaires tués

à la frontière grecque

Un officier et un soldat turcs et un soldet grec ont été tués le vendredi 19 décembre lors d'un accrochage à le frontière turco-grecque. - Selor un communiqué de l'état-major général des armées turques Ankara, le lieutenant Haken Turkyilmez et un soldat dont l'identité n'a pas été rávélée ont été tués par balles dans la région de Kesan-lpsala, en Thrace orientale (nordouest de la Turquie), lors d'ur échange de coups de feu avec un groupe de cinq ou six militaires gracs. La communiqué, qui affirme que les militaires grecs ont ouvert le feu en premier, ne précise pas si cel incident a fait des victimes du côté

Selon la police grecque, un soldat grac a été tué et un autre grièvement blessé par une patrouille turque, composée de cinq soldats, qui s ouvert le feu sur une patrouille grec que de trois hommes. Un soldat grec a répondu en tirant une salve, a ajouté la police de Salonique (nord de

Les deux pays ont échangé des notes de protestations par l'intermé-diaire de leurs ambassadeurs. -





17.55

ميكنا س الاصل

MOSCOU de notre correspondant

M. Andrei Sakharov a négocié en M. Andre: Saknarov à negocie en détail avec les autorités les conditions de son retour à Moscou, a-t-on appris, le vendredi 19 décembre, d'un de ses proches qui a pu s'entretenir avec lui par téléphone. L'émissaire du pouvoir était M. Gouri Martchouk, le nouveau président de l'Académie des sciences, qui s'est rendu vendredi à Gorki, la ville située à 400 kilomètres à l'est de Moscou et fermée aux étrangers, où Andrei Sakharov était exilé depuis

M. Martchouk a en une longue conversation avec M. Sakharov et parlait directement au nom de M. Gorbatchev. Le numéro an soviétique avait téléphoné mardi à Gorki pour annoncer lui-même au couple Sakharov qu'il pouvait regagner Moscou. Un • accord de prin-cipe • a été arrangé avec M. Mart-chouk. La clause principale qui a été annoncée vendredi en fin de matinée aux correspondants occidentaux par M. Petrovski, vice-ministre des affaires étrangères, est la levée de l'assignation à résidence qui pesait sur l'académicien et sur son épouse, M= Elena Bonner. M. Petrovski a établi une distinction juridique entre qui frappait M. Sakharov et la grace - qui touche Mue Bonner, laquelle avait été condamnée par un

M. Sakharov • pourra travailler à nouveau activement à Moscou au sein de l'Accadémie des sciences ». a encore indiqué M. Petrovski. Tel est en effet le second volet public de « l'accord ». M. Sakharov est antorisé à reprendre ses travaux à l'Institut de physique énergétique. M. Martchouk, qui est de quatre ans le cadet de M. Sakharov et a cu un

début de carrière scientifique moins fulgurant que ce dernier, a appar-tenu à ce même institut de 1953 à 1962 en tant que chef d'une section spécialisée dans la recherche

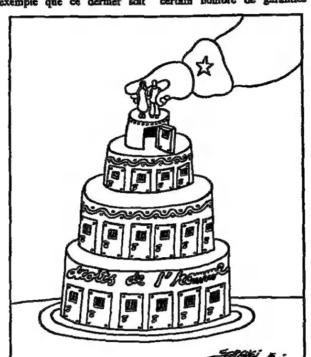
Les deux hommes se connaissent bien, ce qui explique le choix de M. Martchouk comme emissaire de M. Gorbatchev. M. Martchouk était devenu président de l'Académie des sciences, une des plus prestigieuses institutions soviétiques et la seule à pratiquer le vote à bulletin, le

Les autorités souhaitent donner un tour officiel an retour de M. Sakharov. Il n'est pas impossible par exemple que ce dernier soit

accueilli dans la capitale par une personnalité gouvernementale, mais cette cérémonie exclurait M. Bonner. Le KGB tente depuis des années de diviser le couple et pré-sente volontier M. Sakharov comme une victime de l'activisme de son épouse. Il y a des relents d'antisén tisme dans cette campagne de rumeurs : ses propagateurs insistent lourdement sur le fait que M. Sakharov est Russe et M= Bonner juive.

Des visas pour certains « refuzniks »

M. Sakharov anrait obtenu un certain nombre de garanties des



gutorités. Il aurait ainsi le droit de s'exprimer librement. Il semble que qu'il reprenne son activité à l'Institut de physique éaergétique. Il ne paraît pas être question pour le moment d'une demande d'émigra-

L'accord conclu comprendrait également plusieurs mesures indivi-duelles. M. Sakharov aurait beaucoup insisté pour que celles-ci soient explicitement énumérées même ai elles ne sont pes immédiatement rendues publiques. La première, qui devrait prendre effet dans les jours qui viennent, est l'autorisation de sortie accordée à M- Inna Meiman, qui souffre d'un sarcome an coe dif-licilement opérable et souhaite depuis des années aller aux Etats-Unis tenter le traitement médical par laser adapté à son cas. Le Stoan Kattering Hospital de New-York a proposé de la prendre en charge. M= Meiman est l'épouse du mathématicien Nahum Meiman, un ami personnel de M. Sakharov et l'un des rares membres du comité moscovite de surveillance des accords de Helsinki, aujourd'hni dissous, qui n'ait pas pris le chemin de l'exil ou

Plusieurs - refuzniks - (juifs auxquels on a refusé l'autorisation d'émigrer en Israël) de Leningrad et de Moscou, dont certains attendent leur visa depuis plus de dix ans, pourraient également émigrer aux

Le couple Sakharov est depuis vendredi matin libre de ses mouve ments. Les gardes ont disparu des abords de l'appartement de Gorki, ont affirmé, à Moscou, des amis du couple. Il appartient apparemment aux Sakharov de fixer eux-mêmes le jour de leur retour dans la capitale.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Satisfaction prudente dans les capitales occidentales

ques d'autoriser Andrei Sakharov et son épouse à regagner Moscou a été accueillie, le vendredi 19 décembre, zvec une satisfaction pradente dans les capitales occidentales.

les capitales occidentales.

• A WASHINGTON, la Maison Blanche s'est déclarée « satisfaite », tout en notaat que « le système de violation des droits de l'homme se poursait », « D'homme sont détennes en URSS, « simplement du fait de leur désir d'exprimer leurs vues », a souligné M. Larry Speakes, le poste-parole de la Maison Blanche.

• EN FRANCE, le ministre du e EN FRANCE, le ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir, a estimé que l'URSS avait besoin « de faire un geste symbolique vis-à-vis de l'Occident après la mort de Marchanko». « C'est une horrible arithmétique », a-t-il ajouts en appreaant la « boune mouvelle » sur les époux Sakharov. M. Noir, en

compagnie de M. François Léotard, avait rencontré, le 20 mars 1984, M= Bonner à Moscou.

M. Bonner à Moscon.

M. Pierre Brana, scrétaire national an PS, a déclaré que son parti
« se réjouit de ce pas en avant »,
« encore qu'il soit bien minime en regard des milliers de Saicharov qui meurent lentement dans les gou-

A15.746

truste 1

: 200

100

18 2 miles

اللحديد . . .

and the state of t

TOTAL A

About the second

The same of the same

Brand and a service of

Eng.

120

Section 2

Meurent tentement auts us gou-lags ».

M. Georges Marchais a estimé que le geste des autorités soviétiques prouve la « volonté » des dirigeants de ce pays « d'engages l'URSS vers plus de démocratie ».

A LONDRES, le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, s'est également félicité de la déci-cion des autorités goviétiques, tout sion des autorités soviétiques, tout en encourageant l'opinion internatio-nale à no pas oublier les victimes des violations des droits de l'homme en

L'Autriche et la Norvège out pro-posé d'accueillir l'ancien prix Nobel

« Le délit d'opinion est injustifiable » déclare M. Georges Marchais

dans « l'Humanité »

« Cest une bonne nouvelle, Nous nous en félicitons d'autant plus que nous considérons le délit d'opinion comme injustifiable, et que, à plu-sieurs raprises, nous avions attiré l'attention sur le cas de Sakharov. Ainsi s'exprime M. Georges Marchais dans l'Humanité de ce 20 décembre, qui publie une décla-ration du secrétaire général du PCF intitulée «La réalité d'une volonté». La « volonté » dont il s'agit est celle des dirigeants soviétiques d'aller «vers plus de démocratie dans tous les domaines». M. Marcheis reproche à ceux qui, en France, « n'ont que les mots « droits de l'homme » à la bouche » de vouloir, à cette occasion, relancer - une campagne antisoviétique particulièrement agres-sive autour de l'idée : « Avec Garbatchev, c'est pire qu'avant » alors que « le sors de Sakharov leur

Lors de la dernière session du comité central, une dirigeante du que Anatoli Martchenko, « nous aurions du réaffirmer nos positions aur les droits de l'homme», reprochant implicitement au Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, que préside M. Marchais, d'être resté silencieux. M. Wartz, ancien secrétaire de M. Marchais, lui avait donné acte de sa critique-(le Monde du 19 décembre).

Le décès de Martchenko, annoncé le 10 décembre à Moscon, n'avait, semble-t-il, pas laissé indifférent M. Lucien Lanternier, maire communiste de Gennevilliers, qui, dès le 12 décembre, avait écrit à Mikhail Gorbatchev pour lui faire part de ses inquiétudes sur les - violations des droits de l'homme », les « atteintes aux liberrés économiques » ainsi que la mise à mal des « libertés de l'information, de la circulation libre des idées, en un moi, de la liberté de

Ancien membre du comité central, plus admirateur de Thorez que de M. Marchaia, dit-on aimable-ment au PCF, M. Lanternier évoque également dans sa missive le cas d'un autre dissident, Alexandre Ogorodnokov, « late orthodoxe », détenu depuis 1978, « dont la peine a été récenement prolongée de trois ans ». Il poursuit, à l'adresse du secrétaire général du PCUS : - C'est au nom de l'idéal qui nous est commun, le communisme, que ces crimes, ces violations du bien le liberté, ont été commis. » M. Lan-ternier, qui rend hommage à Mik-hall Gorbatchev pour son « action » en URSS, lui demande également de faire « vite pour libérer de toutes pressions et interventions d'autres pays, car les peuples, comme aimalent à le dire nos révolution-naires de 1789, n'aiment pas les missionnaires bottés ».

Les « dérapages » de la russification

(Suite de la première page.) Sans doute le programme du parti, adopté par le vingt-septième congrès en mars dernier, n'innovaitnaine. D'un côté, l'on retrouve dans ce texte les vicilles formules triomphalistes proclamant que le probième a été « résolu avec coès », que le but poursuivi est le « rapprochement constant des nations et ethnies », voire leur pleine unité ». De l'autre, on tenait à préciser que cet objectif final ne pourra être réalisé que « dans une perspective historique éloignée ». qu'il faut se garder de toute - accélération artificielle » dans un pro-cessus qui doit rester fondé sur « le volontariat, l'égalité et la coopération fraternelle . Mais les propos tenus au congrès du parti et ailleurs montraient bien qu'une telle accélération stait on cours au moins sur deux points.

A propos de la langue d'abord, l'accent était mis sur la généralisa-tion du russe, aussi bien dans l'enseignement général que dans l'armée, considérée déjà sous Brejnev comme le creuset privilégié de l'Homo sovieticus. Ecrivant dans la revue Kommunist en mai dernier, l'acadé-micien Bromlei constatait que la proportion des Soviétiques déclarant parler couramment le russe était passée de 76 à 82 % de la population entre 1970 et 1979, mais aussi que, dans certaines républiques, la jeu-nesse d'aujourd'hui connaît plus mal cette langue que la génération moyenne ». Il convensit donc à son avis de promouvoir - une nouvelle extension et l'amélioration qualitative de la connaissance du russe, en particulier dans les zones rurales

Une situation qui se traduit, en Asie centrale notamment, par la construction quest exclusive d'écoles de langue russe au détriment des autres. . A Frounze (capitale de la Kirghizie), le nombre des écoles rghizes n'augmente pas, alors qu'il s'en construit des centaines ». constatait en août dernier l'écrivain kirghize Tchinguiz Aimatov, avant de déplorer qu'il n'existe pas non plus dans cette ville un seul jardin d'enfants pratiquant officiellement la langue nationale. Et l'un des rares orateurs qui aient évoqué ce pro-blème à la tribune du congrès du parti avait été une institutrice ouzbek qui se proclamait : «[Je suis] fière que moi-même et tous les membres de ma famille parlions russe, que plus la moitié des habi-tants de la république considèrent cette langue comme leur seconde langue maternelle. - Tout cela avant de demander l'envoi d'un plus grand nombre de diplômés en prove-nance de la fédération russe pour enseigner le russe en Ouzbékistan.

Trente mille Ouzbeks

expatriés Mais le dérapage a été encore plus accentué par le biais du mouve-ment des cadres et de la maind'œuvre. Le programme du parti était fort net dans ce domaine, puisqu'il prévoyait - de développe l'échange des cadres ouvriers et spé-cialistes entre les Républiques, d'élargir et d'améliorer la forma-tion de travailleurs qualifiés parmi ethnies ». Une noble ambition en apparence mais qui s'est traduite par une intensification de la russifi-

Selon un responsable soviétique

Les émeutes à Alma-Ata ont fait plusieurs morts

MOSCOU

de notre correspondant Les émeutes d'Alma-Ata ont fait

plusieurs morts et de nombreux blessés, a révélé le vendredi 19 décembre un responsable soviéti-que à un diplomate occidental. Les étudiants nationalistes qui sont descendus, dès mercredi au matin (et on dans la soirée, comme l'a affirmé Tass), dans les rues de la capitale du kazakhstan étaient plusieurs mil-liers, a-t-il expliqué. Il y a eu de très nombreuses arrestations. L'agitation se poursuivait selon lui vendredi, mais à une échelle limitée ; quelques groupes sculement continuaient à

Toujours selon ce responsable, les manifestants étaient uniquement de jeunes Kazakhs qui brandissaient des

protestant contre la nomination d'un Russe, M. Kolbine, en remplacement d'un Kazakh à la tête de leur Répu-

On a pu voir vendredi soir au journal télévisé des images de M. Kolbine visitant une usine d'Alma-Ata en compagnie d'un membre du bureau politique venu de Moscou, M. Solomentsev; cette tournée aurait en lieu jeudi.

Aucune allusion n'a été faite à cette occasion aux émeutes ellesmèmes, qui avaient pourtant l'ait l'objet d'un communiqué sans précédent dans les annales soviétiques, le jeudi soir à la télévision, Seuls la milice et les «volontaires» (droujniki / et non l'armée auraient réprimé

cetion d'un côté et par un déracine-ment des populations locales de

Ainsi, le premier secrétaire d'Ouzbekistan annonçait sièrement en mars que trente mille Ouzbeks allaient s'expatrier pendant le quinquennat en cours vers des chantiers de Sibérie et en Russie européenne de Sibérie et en Russie européeans, tandis que « des cadres expérimentés du parti et des soviets en provenance de l'apparell central, des grandes organisations du parti de la fédération russe et d'autres républiques seront affectés à un travail permanent en Ouzbékistan ». Son collègue du Turkménistan apparent lui aussi le transfert de six annonçait lui aussi le transfert de six cents familles rurales de sa républi-que vers l'Exirême-Orient, parallèle-ment à l'envoi d'un « important détachement de nos ouvriers et spé-cialistes - sur le chantier de la voie ferrée Balkal-Amour dans la même région. Bien sûr, il n'était pas quesregion. Bien sur, il n etait pas ques-tion de voir dans tout cela une « rus-sification des républiques d'Asie centrale et la perte de leur identité nationale », comme « les idéologues bourgeols le crient de manière pha-risienne », renchérissait le chef du parti en Kirghizie : tout simplement, les nationales de l'Orient rosificique e les peuples de l'Orient soviétique, avec l'aide fraternelle du peuple russe et des autres peuples de l'URSS, ont fait en un court délai un saut impétueux de l'ère patriar-

cale à la civilisation socialiste ». Or ce n'est pas un hasard si les désordres se produisent au Kazakhstan, la république qui a précisément servi de banc d'essai toutes ces dernières années à cette politique de brassage des cadres . Le parachutage à Ahna-Ata de M. Kolbine, la Russe qui de sargroft, n'avait un Russe qui de surcrost n'avait jamais travaillé au Kazakhstan, a été la goutte d'eau qui a fait débor-der le vase de la russification, mais la mesure n'avait rien de très nou-veau : les trois prédécesseurs du Kazakh Kounnev avaient été, dans les années 50, deux Russes, Leonide Brejnev et Nikolai Beliaev, et un Biélorusse, Panteleimon Ponoma

renko. Plus bas également, au niveau des dix-neuf régions que compte le Kazakhstan, on recense huit premiers secrétaires russes contre dix Kazakhs, le dernier étant un Alle-mand, M. Braun, nommé il y a trois mois sculement chef du parti dans la région des terres vierges à la place d'un Russe : sans doute pour satis-faire les demandes discrètes de Bonn, des gestes out été faits ces derniers temps en direction des anciens Allemands de la Volga, déportés par Staline, et qui sont environ un million au Kazakhstan.

Les Kazakhs n'ont pas droit à ces égards, mais la situation n'était guère différente sous Brejnev ; on recensait en 1981 sept premiers secrétaires régionaux russes contre onze « nationaux ». De toute manière, le Kazakhstan était et est

resté beaucoup moins favorisé sur le plan national que les républiques voisines d'Asie centrale (deux Russes sculement sur douze pre-miers secrétaires régionaux en Oursystème de l'+ œil de Moscou », déjà bien rodé sous Staline, s'applique à tous : partout où le chef du parti est un « national », son adjoint direct chuté par l'appareil central en qua-lité de second secrétaire. Le fait que M. Kolbine avait déjà précisément joué un tel rôle en Géorgie a peut-être ajouté au mécontentement à Alma-Ata.

Le zèle « russite » de M. Ligatchev

Notons encore que le plus zélé promoteur de la politique de « bras-sage des cadres » n'est pas M. Gor-batchev, qui ne s'est pas beaucoup prononcé sur la question, mais le numéro deux du parti, M. Ligat-chev, qui supervise notamment au secrétariat central les mouvements de personnel et a donc dû jouer un rôle-clef dans la désignation de M. Kolbine à la tête du Kazakhstan. Dans son discours au vingt-septième congrès, M. Ligatchev avait précisément critiqué à propos de la période Brejnev les « mentalités locales et régionalistes » qui « empêchaiem la promotion aux postes de direction de représentants de toutes les natio-nalisés, gêncient l'échange de cadres entre les régions, le brassage des fonctionnaires expérimentés entre les républiques et le centre, entre les cantons et les villes du pays ». C'est d'ailleurs à lui, et non au rapport de M. Gorbatchev, que s'étaient référés les orateurs d'Asie centrale cités plus haut et qui abondaient dans ce

Comme le même numéro deux avait truffé sou discours d'hom-mages remarqués à la culture rasse, à la nécessaire sauvegarde de ses monuments et de sa terminologie, ainsi qu'au sauvetage de la propriété de Léon Tolstof à lasmaia Polonia, tout cela donnait un fort relent russite - à la politique suivie en matière de nationalités. Le Politiburo suivra-t-il le même cours ou va-t-il juger nécessaire de rectifier le tir en cette matière? L'affaire d'Alma-Ata, si rapidement annoncée par l'agence Tass, servira-t-elle de prétexte à une explication au sommet du parti pour une autre répartition des tâches, voire à une éviction de M. Ligatchev, comme le Sunday Times croyait pouvoir l'affirmer récemment? On y verra plus clair avec le prochain plénum du comité central, déjà ajourné en novembre et cui est assercé maintenant pour qui est annoncé maintenant pour avant la fin de l'année. D'antant que son ordre du jour est précisément la politique en matière de cadres .. celle-là même dont on a vu les effets au Kazakhetan.

MICHEL TATUL

Afrique

TUNISIE

L'Union générale des travailleurs s'est dotée d'un bureau exécutif plus représentatif

de notre correspondent

En dépit des déclarations officielles, la rémification syndicale souhaitée par le président Bourguiba s'est révélée impossible à réaliser telle qu'elle était prévue, et un nouveau processus vient d'être engagé.

La fusion, voilà quatre mois, de la nouvelle direction de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) — qui veusit de remplacer, dans des conditions discurables, le bureau exécutif légitime de la centrale — avec celle de l'UNTT (Union mationale des travailleurs tunisiens) sous la bamière de la première, devait être entérinée le 20 janvier par un congrès (le Monde mière, devait etre enterinee le 20 jamier par un congrès (le Monde du 11 septembre). Main encore falbait-il que les fédérations et syndicats de base s'engagent dans la même voie afin de désigner leurs délégnés à ces assisce. Or il était devenu évident, à un mois de l'échéance, que ce programme ne leur des leurs de l'échéance, que ce programme ne leur des leurs de leurs l'échéance, que ce programme ne pourrait être respecté du fait du désintérêt d'une très large partie des syndicalistes encore attachés à leurs anciens représentants et des désaccards et des luttes d'influence existant as sein de l'exécutif réunifié.

Après de longues tractations dans lesquelles le pouvoir a très probablement eu son mot à dire, l'UGTT a annoucé, le vendredi 19 décembre, annoucé, le vendredi 19 décembre, le constitution d'un nouveau bureau exécutif de dix-huit membres qui se veut plus représentatif puisqu'on y retrouve non saus surprise six des anciens dirigeants légitimes de la centrale. Ils siègeront aux côtés de six représentants de l'équipe qui les avait évincés au début de l'année et de six responsables de l'ancienne

UNIT. Autre surprise, M. Ismail Lajori, membre du bureau politique du Parti socialiste destourien, quitte l'exécutif et abandonne le secréta-riat général à M. Abdelaziz Bou-

Ainsi, avec le départ de M. Lajen, est rompu de jure le lien organique qui unissait à nouveau, depuis quelques mois, parti et syndicats. Avec le retour dans le circuit syndical officiel de six des douze anciens adjoints de M. Habib Achour, est « cassée » la légitimité à laquelle s'accrochait, contre vents et marées, l'ancienne direction de la centrale. Reste à savoir si ces dirigeants seront suivis par la base. geants seront suivis par la base.
D'ores et déjà, les syndicalistes demeurés en dehors de cette opération déclarent qu'ils ont agi à titre personnel et de manière illégale, sans l'accord d'aucune instance.

Dans le communiqué annoncant la constitution de ce nouvel exécutif, l'UGTT indique que celui ci va pré-parer « sur des fondements démocratiques sains un congrès extraor-dinaire de réunification dont la date n'est toutefois pas mentionnée. Elle doit également élaborer une charte syndicale « définissant une appro-che moderne de l'action syndicale dans un pays en voie de développe-ment établissant le lien entre les draits et les obligations l'interestants ment etablissum le sien entre les droits et les obligations, l'intérêt immédiat et l'intérêt lointain, et permettant aux travailleurs de contribuer aux côles des autres catégories du peuple à l'œuvre de développement . Autant d'objectifs qui rejoignent la démarche que prône depuis plusieurs mois le gou-

MICHEL DEURÉ.

EXPOSITION CHINE De AGLESIGE 19 decerate ar lundi S jaminar de 10 h a 21 h

HOTEL CONCORDE

LAFAYETTE

Politique

Le débat sur l'aménagement du temps de travail

Le gouvernement passe en force au Parlement

entière, celle da vendredi 19 décembre su samedi 29 décembre, a été consacrée au projet portant diverses dispositions d'ordre social auguel le gouvernement a accroché su dernier moment, som forme d'amendement, le texte de l'ordonneme sur l'aménagement du temps de

travall que le président de la République a refusé de signer. Le texte a été adopté samedi à 9 h 20.

La majorité avait choisi de répliquer au chef de l'Etat en poussant les feux de façon à faire adopter son projet avant la fin de la session parle-mentaire, samedi à misuit. Les socialistes se devaient de tenter d'empêcher cette réplique, et s'ils n'y parvenaient pas, de faire suffisamment de bruit sur ce passage en force du gouvernement. Dans cette partie d'échecs qui tourne au bras de fer au Palais-Bourbon, les adversaires n'avaient qu'une arme : la Constitution explicitée par le règlement de l'Assemblée. Ils en usèreat et en abusèrent, sans aucun profit pour la qualité du débat.

Le Ve République l'exige : le gouvernement ne peut que l'emporter à l'Assemblée nationale. Mais il lui restait samedi à subir l'épreuve du Name I have restait same a same represse un Sénat. La course coutre la montre commencée au Palais-Bourbou allait se poursuivre au palais du Luxembourg. Il lui fandra jouer les prolongations devant le Cousell constitutionnel. Le gagnant n'est pas encore désigné.

La folle nuit du Palais-Bourbon

Image d'une muit : Me Marie-France Lecuir, député socialiste du Val-d'Oise, est à la tribune. Elle ôte ses souliers pour être à hauteur de micro. « Eniève le haut !», crie-t-ou pains après leur multiplication; demandes de suspension de séance; demandes de suspension de séance; dont la durée peut être réduite par le président de séance, mais dont le principe ne peut être refusé. que le projet gouvernemental ne mérite même pas d'être discuté. Ser les bancs du RPR on s'agite de plus

Capitale production

The state of the s

the second states

Second Se

from the second of the second

Section 1 and 1 an

The second secon

· 1000年 (1000年)

AND AND A SECOND OF

2000 - 17 - 172

Il est 5 h 20 ce samedi et depuis vendredi 15 beures la gauche, unic comme an bon vieux temps fait de l'obstruction. Sous le masque impas-sible d'un mandarin chinois, l'énervement commence à apparaître sur le visage du président de séance, le très «barriste» Philippe Mestre. Depuis quelque temps déjà il échange petits mois et signes d'intel-ligence avec MM. Philippe Séguin et André Rossinot, stolique au banc de goavernement.

Trop c'est trop : il demande à Mes Lecuir de cesser son discours,en contradiction avec la traditionnelle lecture du règlement qui veut que les temps de parole des orateurs défendant des motions de procédure pe soit pas limité.

Le blocage du bon déroulement Le blocage du bon déroulement des débais n'est pas chose nouvelle. Un quarteron de députés de droite l'avait élevé su niveau d'un grand art de 1981 à 1986. La gauche a retens le leçon, mais cette fois elle a dû innover. La tactique choisie par le gouvernement empêchait l'opposition d'user de l'arme devenue classique de la multiplication des amendements. Le texte hérvairt de lecronotive » à l'amendement. locomotive à l'amendement represent le libellé de l'ordonnence refraée par M. François Mitterrand syant déjà été approuvé par la com-mission mixte députés-sénateurs, ancue amendement ne pouvait être mis en discussion sans l'accord du

La gruche n'a pas manqué de faire remarquer que le droit d'ameu-dement inhérent à la démocratie règlement, M. Pierre Jone n'e censé
d'affirmer : « Cest un décoursement de procédure, un fraude à la
Constitution . M. Lionel Jospin,
qui vint, une paire d'heures, soutenir
les députés de son parti, reprocha
aunsi à la majorité de vouloir surprendre le président de la République pnisque » le gouvernement lui que prisque « le gouvernement lui avait demandé d'inscrire à l'ordre du jour du conseil des ministres de hadi un projet de loi exactement

> D'autres moyens existent pour freiner une discussion parlemen-taire. La ganche les utilisa tous. Avec d'autant plus de succès que le gouvernement commit l'erreur de faire débattre du projet de loi sur les nouvelles procédures de licencio-ment avant celui dont l'adoption lui est si précieuse. La gauche put ainsi se roder sur ce premier teste dont la discussion, commencée à 15 heures,

EXPOSITION CHINE **JAPON**

Pierres pricioses Cornement, moires sculptes, judes, percelaines, tempeoines, malaciniss.

Du vendredi 19 décembre au jundi 5 janvier de 10 h à 21 h

Des experts seront sur place pour estiner el expertiser grutad vos pièces sur rendes-cous.

Une des plus belles collections d'Europe

HÔTEL CONCORDE LAFAYETTE ... 3, place du Général Konnig 75017 Paris 78.: 45.58.12.84 - Poste 4240 23 h 15. Tout y passa : rappels au reglement aussi nombreux que les

de la préfectorale

La préfectorale est une bonne école de patience, de sang-froid, d'antorité giacée alternant avec une apparente complaisance. M. Mestre avant d'être député fut un «grand» préfet. Il sait à merveille ne pas voir une main qui se lève pour une prise de parole qu'il ne pourrait refuser, enchaîner l'ouverture d'un scrutin avant que l'opposition n'ait le temps de réngir. Si nécessaire, il innove.

Le président du groupe socialiste syant demandé la vérification du quorum, c'est-à-dire de la présence au Palais-Bourbon de la moitié des an Falas-Bourbon de la moine des députés lors d'un vote (procédure qui retarde celui-ci d'an moins une heure trente), M. Mestre refusa à M. André Lajoinie, président du groupe communiste, la possibilité de faire de même sur une deuxième motion. Il décréta que la règle constitutionnelle qui donne la mat-trise de l'ordre du jour au gouverne-ment, interdisait deux demandes de quorum sur un même texte le même jour. Tant pis pour les socialistes qui n'avaient pas appliqué cette règle le 3 juillet 1984 lors du débat sur la

Un quorum restait possible lors d'un vote sur le texte d'ordre social; M. Jone ne manque pes de l'utiliser.
Il ne s'en contenta pes. Pour mon-trer le volonté de la majorité de faire voter les nouvelles règles de l'aménagement du temps de travail en cachette, il tenta de demander que l'Assemblée siège en comité secret. le « petit livre vert» ; qu'est-ce que c'est que cet article du règlement qui n'a pas été utilisé depuis 1940? Houreusement les socialistes se trompèrent dans le calcul du nombres de signatures de députés indispensable pour le faire jouer. Ilseurent plus de succès quand il sollicitèrent un débat et un vote sur la recevabilité de l'amendement introduisant le texte de l'ordon-

Echec, en revanche, quand M. Jose cherchs à mettre eu colère M. Soguin, en insistant lourdement sur ses divergences avec le reste du gouvernement, sur son manque de courage - et en le traitant de · ministre des affaires antisociales ». Le maire d'Epinal à la placidité des gens du midi qui réussissent à contenir leur nature. En près de seize heures de présence assidue à son banc, il ne prit la parole one deur fois U débits d'un parole que deux fois. Il débita d'un ton monocorde un discours modèle d'ancien élève de l'ENA sur la pertie ordinaire de son projet ; il éleva légèrement le ton quand il justifia sa politique d'aménagement du temps de travail, puis semble s'énerver vraiment quand il justifia la procédure retenue par le gonvernement : « Il s'agit de la volonté du gouvernement d'assumer les responsabi-lités dont la représentation nationale l'a investi (par la loi d'habilitation). Ce gouvernement est lui aussi soucieux de la cohésion sociale et nationale. La meilleure facon de l'assurer est de se battre pour que les deux millions et demi de chômeurs que nous ont laixés les socialistes ne soient par exclus de la communauté nationale (...). Au delà (...), ce soir, il z'agit de sevoir, dit-il en martellant son pupitre, si oui ou non le 16 mars a eu lieu. » La colère u était que de com-

bune, il avait le sourire ravi de celui

Le reste du temps, M. Séguin signa son courrier et patienta comme les députés de la majorité.

> Sept pages d'introduction

Les socialistes remirent à l'hon une ancienne pratique : la présence à la tribune tant que l'on ne vous en chasse pas. M. Gérard Fuchs, député (PS) de Paris, se montra, pour se première tentative, un maî-tre en la matière. En une heure et cinquante minutes de discours, il annonca dix fois qu'il allait en venir an cœur de son exposé, mais il ne réussit pas à venir à bout de la lecture des sept pages d'introduction du rapport de M. Taddéi sur l'aménagement du temps de travail, tant il l'émaille de digressions, tant il rebondit sur la moindre interruption, tant il sut user de la moindre mani-festation de la droite.

Parole retirée, micro coupé, M. Fuchs continua de palabrer à la tribune. M. Pascal Arrighi (FN), avec l'accord du président, donna une leçon de respect de la démocra-tie sux socialistes et conseilla à M. Séguin de faire débattre de son texte lors d'une session extraordinaire. M. Bessinet (PS) s'élève contre le « coup de force présiden-tiel ». Celui du président de séance. Cris, applaudissements et claque-ments de pupitres se métent en un concert de musique cacophonique. Les ministres miment l'apathie. Les attachés de cabinet et les fonctionnaires se pressent au pied de l'hémicycle pour ne rien perdre de ce spec-tacle rare. Autre image d'une folle

THIERRY BRÉHIER.

Députés et sénateurs socialistes défèrent le hudget 1987

Les députés et sénateurs socia-tistes out déféré le jeudi 18 et le ven-dredi 19 décembre, par deux recours successifs, au Conseil constitutionnel certaines dispositions de la loi de finances pour 1987 qui avait été adoptée définitivement le mardi 16 décembre (le Monde du 18 décembre).

Les députés socialistes estiment qu'ont été adoptées dans des condi-tions non conformes à la Constitution des dispositions qui résultent d'articles additionnels introduits in extremis par le gouvernement, après la réunion de la commission mixte peritaire.

Celle-ci ayant, en l'occurrence, abouti à l'élaboration d'un texte, font valoir les députés socialistes, seuls étaient recevables ensuite des amendements déposés ou acceptés per le gouvernement.

En revanche, « si (...) on admet-tait que fussent introduïts à cette occasion des articles additionnels, cela signifierait que le gouverne-ment, et lui seul, bénéficierait d'un privilège exorbitant ».

D'autre part, les députés socialistes contestent plus particulière deux dispositions de la loi qui amendent des articles « adoptés en termes identiques par les deux Assemblées des la première lec-ture », et qui, de ce fait « ne pou-vaient évidenment plus être modi-

De leur côté, les sénateurs socialistes contestent l'article 57 de la loi de finances pour 1987. Cet article supprime dans le budget du minis-tère de l'éducation nationale 1679 emplois mis auparavant à la disposition d'organismes divers et prévoit les crédits qui doivent subventionner ces organismes suprès desquels sont désormais détachés les personnels anciennement mis à disposition.

Selon les sénateurs socialistes, cette disposition contrevient à plu-sieurs articles de la Constitution et méconnaît diverses règles imposées per l'ordonnance du 2 janvier 1959

M. Chirac joue ses électeurs contre les syndicats

M Non seulement on empêche le gouvernent de gouvernent de gouvernent de gouvernent de légiférer. Ces socialisses sont incorrigibles I » Ce commentaire, formulé le vendred! 19 décembre per M. Séguin devant les caméras de la télévision, était le première leçon que le gouvernement trait de l'épisode de l'ordonnence sur l'améragement du temps de trasur l'eménagement du temps de tra-vail : le président de la République n'est pas l'arbitre qu'il prétand être, mais le chef de camp des obstruc-teurs ; quand il demande au gouvernement d'emprunter la « voie parlementaire », c'est une galéjade puisque ses amis font tout ce qu'ils peuvent pour la rendre impratica

Deuxième leçon : qu'importe ! Le gouvernement passe, se majorité le soutient sans broncher. La légitimité « la plus fraîche », celte de l'Assem-blée nationale, a le dernier mot sur celle du chef de l'Etet. M. Chirac, promoteur de cette théorie de la légitimité, ressoude ses amis et alliés autour de lui et conserve l'initiative.

Après le refus de M. Mitterrand de aigner l'une des trois dernières ordonnances sociales préparées par M. Séguin, celle sur le temps de travail, la riposte s'est élaborée autour de quelques idées simples. Le chef de l'Etat, d'abord, va à l'encontre de la volonté majoritaire exprimée par le vote de la loi d'habilitation autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnance. Ce n'était donc pas le gouvernement qui devait lui répondre mais les parlementaires de la majorité. Il a été envisagé que les députés présentant, en vertu de l'article 29 de la Constitution, une demande de convocation du Parlement en session extraordinaire, mais cette procédure risquait de prendre du temps.

Après avoir consulté, outre M. Séguin et M. Edouard Balladur, MM. Pierre Méhaigneria, François Léotard et André Rossinot, chefs da file des formations alliées au RPR, M. Chirac a opté, jeudi en fin d'après-midi, pour la méthode consistant à soumettre au Parlement les dispositions de l'ordonnance sous la forme d'un amendement à un projet de loi social en cours d'examen. Cette solution, suggérée au départ par M. Etienne Pinte, député des Yve-lines, spécialiste des affaires sociales au groupe RPR, était particulièremen soutenue par les responsables de la majorité au Sénat. M. Séguin l'avait appuyée, sans besucoup de conviction il est vrai, après que le premier ministre aut écarté l'hypothèse de demender lui-même au président de la République la convocation du Parlement en session extraordinaire.

Pour bien marquer que c'est le majorité parlementaire qui réplique à M. Mitterrand, les présidents des groupes de l'Assemblée nationale et du Sénat ont élaboré une déclaration invitant le gouvernement à déposer l'amendement « temps de travail ». Le secret devait être gardé jusqu'au milieu de la journée de vendredi, afin de surprendre les députés de l'oppo-sition partis pour beaucoup dans leur

Si M. Mitterrand, ensuite, cherchait à atteindre M. Chirac, il n'était pas question que le premier ministre entre dans une sorte de duel avec le chef de l'Etar. Calui-ci vissit le chef du gouvernement, mais c'est M. Séguin qui a dirigé la contreoffensive. Il jouit d'une bonne image, même si elle est contestée per les syndicats — c'est quand même le « ministre des 720 000 emplois pour les jeunes» — et quelle que pourrait être l'issue de la stratégie gouvernementale, M. Chirac n'y serait pas impliqué en première ligne. Après le conflit avec les étudiants et les lycéens, le retrait du projet Devaquet, la « pause » et la conférence agricole, il n'était pes mauvais que le premier ministre prit un peu de

M. Séguin a donc commencé son marathon parlamentaire vendredi après-midi face à une opposition de gauche qui, un temps déconcertée, a vite choisi une tectique d'obstruction contre l'usage inédit fait par le gouvernament de la Constitution et du règlement de l'Assemblée nationale. Privés de leur droit d'amendement, puisque le projet de loi mis à profit par M. Séguin vensit en deuxième lecture après examen par une commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat, les députés socia-

listes et communistes dénonçaient le coup de force juridique qui aboutirait à faire adopter une réforme du code du travail par le Parlement sans qu'il l'ait jamais exeminée ni discutée.

A ce qu'elle estime être un détournement de procédure de la part du président de la République - l'utilisation de sa signature au bes des censure sur le gouvernement - le majorité répond par un autre détournement : celui de la procédure d'urgence comme d'une voie d'ordonnance bis.

Pas d'impuissance !

En outre, la rapidité de la riposte vise à faire obstacle à un empièt ment de M. Mitterrand dans le domaine du travail gouvernemental et législatif. La date choisie par le chef de l'Etat pour faire connaître son refus de signature contraignait, en affet, le gouvernement à attendre le mois d'avril ou à se contredire en organisant une session extraordi naire. M. Chirac et sa majorité ont préféré brusquer les choses pour démontrer que les revers de cas dernières semaines ne les ont pes

Il y a là de quoi satisfaire les chefs d'entreprise qui auraient reproché au gouvernement d'avoir enlisé une réforme sur lequelle lis comptaient, et plus généralement les électeurs de la majorité, inquiets de la pause annoncée le 9 décembre. L'inconvénient, c'est de sa mettre à dos, après les jeunes, l'ensemble des syndicats, y compris les plus proches de la majorité comme la CGC de M. Paul Marchelli ou les plus désiraux de négocier avec elle, comme FO et la CFTC. Le rôle de protecteur de la peix sociale, revendiqué per M. Mitterrand n'en paraît que plus opportun, tandis que les socialistes peujeunes, la confiance des salariés qu'ils avaient malmenée après leur conversion à la rigueur économique.

C'est, pour la majorité et le gouvernement, le prix de la véritable partie de braz de fer qui s'est engagée evec le président de la République dans le traitement de la crise universitaire. M. Mitterrand est passé de la défense des « compétences » de sa fonction à une redéfinition de celle-ci, salon une perspective qui prépare le débat électoral à venir. « Voulezvous pour président un arbitre ou un chef de guerre ? » Telle est la ques-tion que M. Mitterrand pose désormais, à chaque occasion, sux Français. Hésitant entre la pause modératrice sur les réformes de société et le com d'épaule rageur sur le code du travail, le gouvernement et la majorité n'ont pas encore trouvé la bonne réponse au défi présidentiel. PATRICK JARREAU.

LES MÉROVINGIENS LES CAROLINGIENS

Vous enseignez l'histoire, vous vous consacrez à l'étude de cette maiière ou bien vous êtes tout simplement feru d'histoire, ou plus particulièrement de généalogie : si tel est votre cas, sachez que le BECNAM vient de partieur tous montes tous partieurs partieurs de produits de la consensation de cas, sachez que le BECNAM vient de publier trois pochettes consacrées aux deux premières dynastica des rois de France. Cela ne manquez rois de veux intéresser. ent pas de vous int certainement pas de vous intéresser.

Dans chacune d'elles, vous trouverez dix tableaux grand format (42 x 29.5) avec des arbres généalogiques très complets présentant toutes les branches milles de ces deux familles. cases mues de ces deux ramares.

Des textes d'accompagnement relatent les faits essentiels concernant la
vie de tous ces rois qui out gouverné
des deux côtés du RhiuSi vous êtes passionné d'histoire ou
de généalogie, demandez vite ces
manéros.

BULLETIN DE COMMANDE Prénom

Adressa

Ville ...

Je désire recevoir :

La pochette « Mérovinglene » 75 F

Les deux pochettes « Carolinglene » 180 F

Les trois pochettes « 225 F. Paiement per «

Chèque buncaire
Chèque postal

Mandat-lettre

palements à l'ordre de : BEGNAM-V. RIBERO - 387 LA BEU 68370 ORBEY (FRANCE)

Ce n'est pes un secret : les quarelles de procécure patiernentaire de sont pes de celles sur lesquelles le Conseil constitution de l'occurrence, jusqu'à modifier la portée d'articles sur parlementaire a été ainsi befoué. Tout an long de multiples rappels au règlement, M. Pierre Jone n'a cessé lesquele les deux Chambres s'étalent mises d'accord avant la réunion de la commission mixte

Bien sûr les règles constitu-« ruses », pour parier comme

M. Prente Jours.

Une autre règle — tacite —
s'applique en général avec
rigueur.: Assemblée nationale et
Sénat n'alment guère que l'on se
môle à l'extérieur de leur « cuisine à interne et chacun y adhère
avec compréhension ou résignation et quels que soient les erre-ments quelquefois visibles à l'osi

Les « ruses » et leurs juges

Le projecteur

s'attarde

Troisième affaire qui risque aussi - M. Joxe l'a promis - de

ae terminer devent le Conseil constitutionnel : l'introduction en

force dans le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre social, sous forme d'amende-ment, de ce qui surait pu — ou

dů ? — constituer à soi aud un extre projet de loi (aménagement

du temps de travail). Course

contre la montre, lutte d'influence entre le chef de l'Etat

et le gouvernement, tout ici s'est

conjugué pour parachever le caractère confus et complexe de

Le Conseil constitutionnel a déjà été sollicité dans le passé de

répondre à des questions analo-gues. Mais il était le plus souvent

interrogé sur des situations nées de l'échec des commissions motes paritaires (sucun texte de compromis adopté). Il a presqua toujours abouti, jusqu'à ce jour, à

la même conclusion : l'article 45 de la Constitution, cosur énigma-

tique du problème, n'était pas

s'attarde aur une zone jusqu'alors faiblement éclairée. Jameis les neuf juges du Patais-Royal n'avaient été pressés avec autant de dense insistance de dire le droit en matière de procé-

dure parlementaire. Leurs réponses quelles qu'alles soient, irritaront. C'est la loi du genre et

l'ordinaire de leur activité. Meia feur éventuel refus de répondre — al hebilement dissimulé par

l'argumentation soit-il - surait de quoi inquiéter. Cer il faudrait

bien alors se demander - sutre question peu réjouissants - si

les jeux les plus byzantins et les

plus diversement intentionnés de

is complexe procédure parlemen-taire française peuvent se dérou-ler sans arbitre ni sanction.

MICHEL KAMAN

Aujourd'hul, le projecteur

l'ultime « ruse » de la session.

mande. En redescendant de la tri-

nel se penche avec le plus de passion et de curiosité quand elles lui sont soumisse pour ellesmêmes ou à l'appui, plus ou moins tactique, d'autres contes-

tionnalies demourant, là comme ailleurs, la référence inviolable. Mais elles ne disent pas tout. Ou leur apperent respect se cilue quelquefois dans bien des

Ce gentlemen agreement pourra-t-il être longtemps seuve-gardé? Le 16 décembre, les socialistes ont déféré au Conseil constitutionnel deux articles de la loi relative à la limite d'âge et aux modelités de recrutement de certains fonctionnaires tivils de l'Etat. Ils s'en prannent à la façon dont a été introduite à la hussarde dans un texte portant sur la retraite... la suppression de la troisième vole d'accès à l'ENA.

Où s'arrêtera-t-on dans cette voie, demandent les socialistes si n'importe quoi peut être instillé dans n'importa quel texte légista-tif ? Maigré ses apparences de discussion digne de Prévert, la question n'est pas frivole.

Deux jours plus tard, les diputés socialistes se sont de députée socialistes en sont de nouveau tournés vers le Conseil entrantoumer of the sent of th nère. Après la réunion d'une nere. Apres la reunon d'une commission mote paritaire fru-tueuse (c'est-à-dire qui parvient à élaborer un texte à soumettre de nouveau aux deux Chambres). peut-on introduire des articles additionnels (et non de simples amendements, la nuance est de poids), dans une loi de finances

an Conseil constitutionnel

م كنا من الامل

Le deuxième argument, repris par le CNPF, est que l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail est fondée sur un accord contractuel, celui signé dans la métallurgie e 17 juillet dernier par FO - au prix CGC. Mala il n'est guère plus convaincant. Si le projet initial de M. Philippe Séguin était globale-

Les syndicats semblent retrouver

un regain de sympathie dans l'opi-

nion, selon un sondage de la

SOFRES publié le 19 décembre par

la - Lettre sociale - de Liaisons

sociales (1). Ainsi 45 % des Fran-

çais (et 49 % des salariés) font

confiance aux syndicats pour défea-

dre leurs intérêts, contre 42 % (43 %

pour les salariés) qui expriment une

opinion contraire. Il faut remonter à

octobre 1979 pour retrouver une

confiance majoritaire à l'égard des

syndicats chez les Français : le pourcentage était alors de 49 %, puis il est passé à 40 % en novembre 1982,

à 39 % en octobre 1983, à 31 % en

septembre 1985... Chez les salaries, la confiance a évolué de 57 % en

octobre 1979 à 44 % en octo-

bre 1982, 46 % en octobre 1983 et

Autre changement dans l'attitude

de l'opinion : 33 % des Français et

30 % des salariés estiment que les

syndicats exercent une influence

trop importante, alors que ces pour-

centages étaient respectivement de

45 % et 35 % en octobre 1983.

Comme le souligne Liaisons

sociales : - Il y a peut-être là aussi

un effet politique : sous la gauche,

on soupçonne les syndicats d'exer-

cer trop de pouvoir ; sous la droite,

Vingt-quatre heures de gagnées

pour les sénateurs sur leur emploi du temps du printemps 1987. Ils pour-

ront ainsi s'attaquer d'emblée aux

articles du projet de loi sur le fonc-

tionnement des établissements péni-tentiaires puisque, le vendredi

cussion générale, puis repoussé, à la

majorité, l'une après l'autre, les trois propositions procédurières dirigées

contre le texte. Le délai de dépôt des

amendements avant été reporté au...

31 mars, la gauche aura quelque trois mois et demi pour peaufiner ses

Pour le gouvernement et M. Albin

Chalandon en particulier, il s'agis-sait de sauver la face : la priorité

sécuritaire ne devait-elle pas être à

l'abri de toute accusation de

presse? L'ouverture du débat, à défaut de son achèvement, est desti-

née à montrer que l'exécutif ne

renonce pas à ses réformes de société mais qu'il en change le

Ceci expliquant peut-être cela, la

majorité est bien peu enthousiaste

pour le dispositif proposé. Elle a donc saisi au vol l'acceptation a priori, par M. Jacques Chirac, de

voir corriger la copie de son garde des sceaux (le Monde du 2 décem-

bre). Elle ne peut qu'être soulagée

des bonnes graces montrées par M. Chalandon pour acquiescer aux corrections demandées par M. Mar-

cel Rudloff. Ce dernier, sénateur

centriste du Bas-Rhin, rapporteur de

la commission des lois, n'a pas toute-

fois convaincu tous ses collègues.

Ainsi, M. Jacques Pelletier (Aisne).

président du groupe de la Gauche

émocratique, s'est montré formel :

les améliorations envoyées sont

insuffisantes. Pour lui, l'introduction

de prisons privées n'apportera rien

puisque c'est une logique quantita-

tive d'incarcération massive qui pré-

vaudra et non l'idée de réinsertion.

on ne leur fait plus ce procès. »

37 % en septembre 1985.

on ne peut pas en dire autant du texte qui est sorti des arbitrages où Matignon a fortement imprimé sa griffe, - puisqu'il s'en écerte sur une disposition essentielle. Il prévoit en effet qu'il pourre être dérocé à l'amplitude maximale de 44 heures (envisagée dans la métallurgie) si un accord collectif en dispose ainsi, à condition que la moyenne hebdo madaire annuelle soit de 39 heures. Un additif qui a profondément irrité M. Guillen, vice-président délégué général de l'UIMM (la branche patronale de la métallurgie), aujourd'hui tenu à plus de néserve par ses nouvelles fonctions de président de la commission sociale du

Il est donc à craindre que la décision de M. Chirac, prisa après bien des atermolements, ne comporte des risques sur le plen social. Pour les syndicats, qui s'étaient unaniment prononcés contre le projet d'ordonnance, la décision de

En revanche, l'image des syndi-

cats ne connaît pas en elle-même d'amélioration significative : 48 % des Français et 51 % des salariés

estiment que les syndicats ne tradui-sent pas bien les aspirations et les

revendications des travailleurs

contre respectivement 45 % et 49 %

en octobre 1983. Il y a pen d'évolu-

tion quant à l'image de la CGT, de la CFDT et de FO. Quant à la cote

de sympathie des principaux diri-geants syndicaux, elle révèle une baisse de popularité pour M. André Bergeron, même s'il demeure le diri-

geant le plus populaire. Le secré-

taire général de FO recueille la sym-

pathie de 31 % des Français (contre 34 % en octobre 1983) et de 24 %

des salariés (contre 27 %), alors que

M. Edmond Maire obtient 20 %

chez les Français (sans change-ment) et 25 % chez les salaries

(contre 27 %). Quant à M. Kra-

sucki, il opère une légère remontée :

11 % des Français ont de la sympa-

CGT (contre 9 %) et 13 % des sala-

(1) Sondage effectué par la SOFRES de 1" au 15 décembre 1986

nuprès d'un échantillon national de mille personnes représentatif de l'essemble de la population française

explique-t-il. l'infraction au principe d'égalité entre prisonniers qui résul-teraix d'une incarcération passée en

établissement d'Etat ou en établisse

Plus sévère encore, le sénateur de

la majorité se demande si l'esprit du

projet ne permettrait pas un jour de «légaliser» et «légitimer la notion

Ce sont des arguments similaires

vain - de faire décider par le Sénat

que le projet de loi est contraire à la

débattre ou que, à tout le moins, il doit être de pouveau examiné en

tique - libérale, carcérale et immonde -, selon M. Jean-Luc

Mélenchon (PS, Essonne), le projet

de loi comporte le risque, explique M- Hélène Luc (Val-de-Marue).

d'un « recul de civilisation tel que

seul le libéralisme peut en pro-duire ». Pour la présidente du

groupe communiste, il démontre que « le libéralisme se nourrit des

Qu'il faille faire quelque chose,

parce que la condition carcérale en

France n'est pas tolérable, chacun en convient. Que la situation faite

aux détenus contienne tous les

germes d'une explosion, tons

Pour y remédier, M. Chalandon

avance des arguments financiers. Au nom de principes, la gauche pré-fère et saggère un appel à l'emprunt.

Le garde des sceaux mise sur le

privé. Le rapporteur n'a pas voulu se

prononcer sur les éventuelles écono-

mies que le système proposé appor-

tera. L'entracte de trois mois per-

ANNE CHAUSSEBOURG.

mettra peut-être des évaluations

nius précises.

fléaux qu'il génère ».

nstitution, qu'il n'y a pas lieu d'en

ion. Illustration d'une poli-

ment habilité.

de prison privée ».

thie pour le secrétaire

âgée de dix-buit aus et plus.

Au Sénat

Prisons privées: entracte

riés (contre 11 %).

Un sondage de « Liaisons sociales »

Les syndicats bénéficiaires

d'un regain de sympathie dans l'opinion

La concertation

adopter coûte que coûte son ordon-

nance apparaît comme une provo-cation. Dès le 19 décembre, les

réactions ont été très vives. La CGT

parle de « véritable coup de force », de « procédure d'esbrouffe » qui est

e en réalité un signe de faiblesse ». Pour la CFDT, M. Kaspar estime que

e le gouvernement subordonne le débat social à des quaralles politi-

sociaux », « Le dirigisme étatique qu

l'action du gouvernement dens le domaine social, ajoute-t-il, ne peut que conduire à des tensions de plus

Plus préoccupantes encore par rapport à l'électorat de la majorité sont les réctions de dirigeants syn-dicaux connus pour leur modéra-tion. S'exprimant le 19 décembre à Lille, M. Bergeron a répété que « le gouvernement aurait mieux fait de raster tranquille ». « Cette précipitation, a-t-il souligné, est dangereuse, d'autant plus que l'événement se produit au moment où les conflits dans le secteur public ont éclaté un peu partout. » La comité confédéral de la CGC a « condemné la précipitation du gouvernement à vouloir obtenir un texte de loi dans les plus mauvaises conditions possibles, dans la mesure où cela ne peut que provoquer une nouvelle détérioration du climat social ». Sur le même registre, M. Bomard, président de la CFTC, nous à déclaré que, « lorsqu'il s'agit de remise en cause de la réglementation sociale, cela mérita mieux qu'un débat escamoté. Cela va alourdir encore la cli-

Face à des syndicats qui, avec le renfort de M. Mitterrand, demandaient que la « pause » s'étende au domaine social, M. Chirac choisit de répondre par un artifice qui a pour but de faire passer un texte dont ils ne veulent pas... Etonnante attitude de la part d'un premier ministre qu sait écouter le 8 décembre MM. Maire et Bergaron pour retirer le projet Devaquet sur les univer-sités, mais qui refuse de les entendre loraqu'il s'agit d'un domaine qui les concerne directement. La concertation était en panne. Elle ne peut être relancée par un coup

M. Mitterrand avait bien chois l'ordonnance. M. Chirac a-t-il bien choisi le sien ? Depuis l'explosion étudiente, les syndicats cherchent à redynamiser leurs troupes. Alors qu'ils vont aborder en 1987 une année électorale - avec des élec-tions prud'homales le 2 décembre 1987. - ils viennent d'enregistrer un regain de confisnce dans l'opi-

tend à montrer que les salaries exerce pleinement un rôle revendi-catif un peu délaissé depuis 1981.

Déjà les usagers des transports parisiens subissent les inconvénients des grèves catégorielles qui affectent le SNCF et qui vont fortement perturber le trafic du métro et du RER pendent les trois jours pré-cédant Noël. De tels mouvements sont, certes, limités, mais, partis de le bese, ils montrent que le climet social est en train de se dégrader.

lls sont peut-être le signal annonciateur d'actions plus amples et plus dures dans le secteur public et nationalisé en début d'année. Alors que les directives salariales très dirigistes — de M. Chirac ren-dent impossibles ou extrêmement ates, comme on vient de le voir à EGF, les négociations sur les rémunérations, les syndicats affûcoordonner» leurs actions pour le début de février. Certes, le mécontentement semble pour l'instant limité à la fonction publique et au secteur public, mais qui peut pré-tendre que le grand calme du sec-teur privé est définitivement acquis?

> Un tripie pari

En contournant le refut présidentiel, M. Chirac semble faire un triple pari social. Il mise sans doute, pour freiner les ardeurs syndicales, sur l'impopularité des actuels mouve-ments catégoriels à la SNCF, à la RATP et à Air Inter, en comptant sur la grogne d'usagers gênés en pieine période de fêtes. Il veut aussi éviter que les syndicats ne bénéfi-cient jusqu'au printemps du délai de grâce qu'avait voulu leur accorder M. Mitterrand, pour reconstitue temment un objet de litige. Il joue-enfin sur l'affaiblissement de syndi-cats qui paraissent effectivement incapables de faire descendre les salariés dans la rue comme une simple « coordination » a pu le faire avec les étudients. Le sondage de Lisisons sociales n'indique t-il pas que seuls 36 % des salariés sont prêts à participer à une journée d'action contre la politique du gou-

De tals paris sont pourtant bien hasardaux alors qu'autant de signes de dégradation du climat apparais sent. M. Chirac risque au mieux de ausciter une méfiance durable dans ses relatione, déjà difficiles, avec les syndicats; au pire, de ranimer les braises qui couvent au fond du

MICHEL NOBLECOURT.

nion, comme l'atteste un sondage M. Mitterrand chez Champollion

Le réveil de la CGT

M. Mitterrand a visité, vendredi 19 décembre, à Figeac (Lot), la maison natale de Jean-François Champollion, transfermée en musée, puis ait répondu, à l'hôtel de ville, à l'allocution occasion du maire, M. Martin Malvy (PS). Une manifestation de la CGT avait été organisée à l'occasion de cette visite, M. Mitterrand était accompagné par plusieurs élus de la que socialistes et communistes out développés pour tenter - mais en région, notamment MM. Lionel Jospin, Maurice Faure et Jean-Michel Baylet, ainsi que par M= Françoise Sagan.

> FIGEAC de notre envoyé spécial

Avant le 16 mars, passé l'état de grâce, la CGT avait coutume d'orga-niser à l'intention de M. Mitterrand niser à l'intention de M. Matterrana visitant les provinces quelques comités d'accueil qui saluaient son passage à grands renforts de slogana hostiles, pétards et jets de gâteaux apéritifs de marque « TUC ».

Depuis le 16 mars, le chef de l'Etat se promenait tranquille jusqu'à ce que la CGT moutre à nouveau le bout de son nez, vendredi 19 décembre à Figeac (Lot). Ils étaient venus là, trois cents militants de l'Aveyron, protester coutre le sinistre industriel de la région de Decazeville aux cris de «chômage ras le bol, Mitterrand du boulot » et « Mitterrand trahison ». Le prési-dent de la République a été sinsi-accueilli sur la place Champollion. puis, dans une atmosphère houleuse, à la sortic de la mairie de Figeac. Après avoir lu attentivement les banderoles déployées puis serré, malgré tout, quelques mains, M. Mittervand a admis que cette colère était fondée : « Ils out été victimes de décisions récentes. Il est

normal qu'ils n'en soient pas A l'hôtel de ville, M. Mitterrand venait de célébrer les mérites de

Jean-François Champollion, natif de Figeac, déchiffreur de hiéroglyphes auquel la municipalité du lieu a consacré un musée. La vie exemplaire de ce surdoué qui, a-t-il noté, pariait le syrien à dix ans, l'hébreu à onze, l'arabe à douze et le copte aux alentours de treize, lui a donné l'occasion de délivrer quelques leçons de bonne conduite : C'est à partir de comportements

« ultras », dictés par le « fana-tisme », a-t-il dit, que « les sociétés se corrompent ». « Il faut avoir,a-t-il ajouté, beaucoup de fermeté dans les conceptions que l'on a, dans l'idéal que l'on sert, dans l'explication sociale, politique, de son choix. Mais il faut se garder de reporter sur les trutres qui ne partagent pas cette opinion, une sorte d'intolé-rance qui serait source de destruotion de toute société.

 C'est de plus en plus en travers de l'approche cuiturelle que les Français s'épanouiront dans la société du XXI siècle. J'al vu dans les mouvements de la jeunesse de ces dernières semaines comme une sorte de volonté d'acquérir et d'apprendre, de façon que rien ne soit fermé des le premier jour. La sélection, à la fin, cela peut se conceroir. A la fin d'une carrière. Mais au début ? Qui pourrait, en ce eas-là, choixir, sinon les moyens de la fortune, l'inégalité sociale ou bien le désavantage géographique ? Il faut bien songer que l'école et tous les degrés de cette école, jusqu'au niveau supérieur, reste tout de même le creuset ou se forge une nation. Le premier devoir de ceux qui gouvernent comme de ceux qui enseignent n'est-il pas d'offrir à tout enfant de France des chances égales à celles des autres ? ».

Dans sa lettre «Faits et arguments»

M. Raymond Barre critique dans le détail la «fâcheuse expérience» institutionnelle de la cohabitation

Comme l'on n'est jamais mioux servi que par soi-même, M. Ray-mond Barre s'est accordé en guisc de cadean de Noti un long entretien dans sa lettre mensuelle Faits et arguments (numéro de janvier), qui vient de l'êter son quatrième anniversaire. Un entretien en grande partie consacré à une défense et illustra-tion de la Constitution de 1958, thème toujours d'actualité en cette période délicate de cohabitation et qui lui permet de la sorte de débbyer largement ce terrain avant in grande rentrée médiatique prévue le 7 janvier prochain, au cours de ion politique d'Antenne 2 L'houre de vérité». Les récentes déclarations sur ce même sujet de M. François Mitterrand, dans son entretien à l'hebdomadaire le Point entretien à l'hebdomaniaire le Point daté du 10 novembre, puis le 9 décembre à l'émission de Jean-Pierre Elkabbach sur Europe I, ainsi que les allégations répétées de certains responsables du Parti répu-blicain, tels MM. François Léotard et Alain Madelin, le soupconnant plus ou moins ouvertement de vou-loir réinstaller à l'Elysée un « président Zorro » ou un « président Jupi-ter », semblent l'avoir décidé à préciser sa pensée au plus tôt.

M. Barre affirme que les déclara-tions du président de la République an Point « contlement une interpré-tation des institutions qu'il ne partage pas et esquissent une évolu des institutions qu'il ne souhaite pas ». Sur Europe 1, le président de la République avait estimé que, depuis le 16 mars, il n'avait eu « mi à se soumettre ni à se démettre ». Tel n'est pas le sentiment de l'ancien renter pas se sessentes et cette « fâcheuse expérience » — cela ne sanrait surprendre — un jugement toniours aussi sévère et pessimiste. sanrait surprendre — un jugement tonjours sussi sévère et pessimiste. « Ce qui se passe aujourd'hui, constato-t-il, du fait de la nominegouvernement qui ont entrepris de défaire ce que le président avait fait ou fait faire depuis 1981, entraine. ou jout joire depuis 1961, entraine, qu'on le veuille ou non, l'érosion et l'affaiblissement de la fonction présidentielle, mêms si l'autorité parsonnelle du président permet de souvegarder les apparences, mêms si le président défend avec vigueur le président défend avec vigueur le pré carré que constituent les affaires étrangères et la défense, même si, en refusant de signer des mances ou en exprimant ses réserves sur des décisions du goument, il se livre à ce que l'on pourrait appeler des baronds d'hon-neur présidentiels. On apprécie mieux avec le temps l'étrangeté d'une situation dans laquelle le premier ministre marque sans cesse le président, tandis que le président se démarque sans cesse du premier ministre et du gouvernement. -

An cas où cette « fâcheuse expérience - devrait se poursuivre après l'élection présidentielle de 1988, M. Barre ne cache pas qu'il préférait, «à contre cœur», un régin présidentiel, « à condition qu'il prévole des mécanismes permettant d'éviter un blocage durable de l'action gouvernementale par une majorité parlementaire hostile au esident ». Mais il éloigne bien vite cette éventualité, pour s'attarder à la scale hypothèse à ses yeux vivable et durable: la coincidence entre majorité présidentielle et majorité parlementaire. Là encore, M. Barre avoue son désaccord avec le président de la République lorsque celuici admet qu'il n'y ait pas « cogestion de la politique intérieure ». Distin-

guer « entre un domaine de l'accion gouvernementale où le président serail l'acteur déterminant (affaires étrangères, défense) et un domaine où le premier ministre agirait à sa guise, sous sa seule respon-tabilité et sans engager le prési-dent », une telle conception paraît

Le chef de l'équipe

mule du général de Gaulle, il ne saurait y avoir dyarchie au sommet de l'Etat - M. Barre maintient « que l'action gouvernementale extérieure et intérieure, politique, économique et sociale, est une» et que, par conséquent, « elle ne saurait se divi-ser entre les deux têtes de l'exécutif .. Solon lui, le chef de l'Etat doit saire de l'équipe gouvernementale ». (...) « Le président de la République a la responsabilité globale du pays et ne peut tamôt se sentir concerné, tantôt jouer à Ponce Pilate à l'Elysés , conclut-il sur ce

Est-oe à dire que M. Barre soit pour autant pour l'instauration « d'une sorte de monarchie républicaine absolue », autrement dit "d'une présidentialisation exces-sive-?. Sur ce point, M. Burre est d'accord avec M. Mitterrand pour reconnaître que la pratique de la V République », a conduit « à un possoir de fait, excessif, du chef de l'Etat ». Encore noto-til tout de nême en pessage qu'il n'e person-nellement «ries à redire des rap-ports établis» entre le président de la République et lui-même, lors de son long séjour à Matignon.

Fort pourtant de cette expérience, M. Barre estime que . la vie du cousubir aucun divorce, à quatre condi-tions. Première condition : lorsqu'un accord existe entre le président de la République et le premier ministre, de mandère fondamentale sur les objectifs de politique intérieure et extérieure. Deuxième condition: lui-même, qu'il ne soit pas ni n'apparaisse comme une créature complaisante du président, qu'il s'affirme dans sa fonction mais sans se dresser en rival potentiel du pré-sident ». La troisième est « que le président ne cherche pas à se substituer au premier ministre, au risque de saper l'autorisé de ce dernier, et au'il sache conserver la distance et le recul nécessuires à l'égard de l'action du gouvernement. » Der-nière condition: « Que ne s'installe point à l'Elysée une bureaucratie présidentielle s'arrogeant eu nom du président un droit de regard sur l'action des ministres et intervenant de manière envahizsanse à propos

Ainsi donc M. Barre se réfère-t-il très précisément à la lecture originelle de la Constitution de 1958, l'ancien premier ministre contribue à rassurer tout à fait la majorité, dans la mesure où, aujourd'hui, son interprétation apparaît en phase avec celle de M. Chirac, lequel, dans un entretien accordé à Valeurs actuelles du 17 novembre, exprimait également son vœu « de revenir à l'équilibre que nous avons consu au début de la V. République, »

CNRS

INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES DU COMITÉ NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE Dernier délai : lundi 22 décembre 1986

Les personnes suivantes peuvent demander leur inscription sur les listes électorales du Comité national de la recherche scientifique : Les professeurs, maîtres de conférences, maîtres-assistants des universités et personnels assimilés relevant soit des universités, soit des établissements d'enseignement supérieur et de recherche relevant du MRES, ou d'un service public ou établissement public ou reconnu d'utilité publique exerçant une mission de recherche.

Les personnels rémunérés par le CNRS sont électeurs de droit. Les intéressés doivent solliciter leur inscription sur la liste électorale par lettre au directeur général du CNRS.

Les formulaires d'inscription sont disponibles apprès des organismes et des universités.

Ces documents sont à adresser au Secrétariat général de la com-mission électorale, 23, rue du Maroc, 75949 Paris Cedex 19, avant le 22 décembre 1986 (le cachet de la poste faisant foi).

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE CA

Barrens. 1,44e ligano de la compansión Sign.

3 192 ... V

Timilian 1 PP

Note that the property

Production of the security

To the Talket

** - TO THE.

Topman Makey

Ter and is more

CAR TITLE A. A. The state of the s

Côté cour, côté jardin...

amais aussi bien mérité son nom.
L'échange de lettres qui vient d'avoir lieu entre le Commission et des libertés (CNCL), M. Hervé Bourges, PDG de TF 1, et ceux ausgues Michel Polac donne des poussées d'urticaire à été provoqué par l'émission diffusée le 6 décembre, où la parole a été dounées, en début d'autenne, à des étudiants et aux parents et amis des victimes des manifestations.

U.Se

Total Section

Saisie par neuf députés RPR qui Sassie par neuf députés RPR qui lui demandent de supprimer « Droit de répouse » (le Monde du 10 - décembre), mais aussi par M. Jac-ques Baumel (RPR), en tant que président de l'Association pour une télévision de libre expression, la CNCL est appelée à exercer son rôle d'arbitre.

CNCL est appelée à exercer son rôle d'arbitre.

Acte I.— La commission visionne la cassette de l'émission et, dans une lettre datée du 12 décembre, fait pari de ses observations à M. Bourges, en le prient d'y réposdre ayant le prochain « Droit de réponse »... programme pour le les-demain.

Dans sa missive, la CNCL fait notamment remarques que « le pro-ducteur de l'émission (...) a pris l'initiative d'en modifier le contenu (...). Il s'est ainsi inséré dans un processus engage par la chaine elle-même en vue d'organiser une répli-que à la communication du gouver-nement diffusée la veille. La commission souligne ensuite que « la séquence [incriminée] ne s'est pas accompagnée des garantes qui doivent normalement « attacher aux émissions du service public, notam-ment à une émission întitulée ment à une emission initulee « Droit de réponse ». Le CNCL cri-tique, en particulier, le fait que « seuls se soient exprimés les jeunes invités, sans que nt le pluralisme des opinions ni l'équilibre des interventions alent été réspectés ». Enfin,

TF 1 » et que son contenu « a été défini dans le codre de la responsa-bilité éditoriale de la chaine ».

M. Bourges écrit encore que cette émission « n'est pas un débat orga-nisé dans le cadre d'émissions réser-vées à l'axpression de formations

opinions et de l'équilibre des inter-ventions, le PDG de TF 1 fait remarventone, le 1703 de 17 i lait remair-quer que « les étudiants invités ne sont exprimés, avant tout, à titre individuel et non en tant que repré-sentants mandatés de tel ou tel

Acte IIL - De cet échange épistoire naît une « version condensée ». Elle a été adressée aux parlemen-taires et à M. Baumei, mais « ne prétendait pas être un communiqué officiel ». Co texte, dont l'élaboraofficial sescité des divergences parmi les membres de la commission, indi-que d'abord que « la lot ne confie aucun contrôle a priori » à la CNCL, et que celle-ci « n'a ni la mission ni d'alleurs l'Intention d'exercer un droit de censure à outre de telle ou telle émi sur les autennes du service public ».

Nominations à RFO M. Jean-Claude Michand, non-

veau président de RFO, a nommé auprès de lui deux chargés de mission avec rang de directeurs. Il s'agit de M. Claude Lefèvre, ancien responsable de l'Agence française de communication du groupe Hersant, qui sera chargé des relations reje les stations régionales des DOM-TOM. et M. André Brière, qui garde comme précédemment les relations

M. Gabriel Meretik syant été démis de ses fonctions de rédactour ponsable de la rédaction en chef et de directeur adjoint de l'information (le Monde du 19 décembre), la responsabilité de l'agence d'images AIIV est confiée à M. André Sabes, directeur de l'information pour une période transitoire. M. Michaud entend en effet réformer les fonctions et les structures de l'AITY.

M. Sabas sura auprès de fai deux adjoints: M. Luc Lavanture, ancica conseiller technique du président, qui s'occupera des DOM-TOM, et M. Guy Bernède, ancien rédacteur l'action internationale.

séquence a pris place à la même heure où se déroulaient des incidents sérieux (...), et sans recul ».

Acte II. — M. Bourges répond, le 12 décembre, par retour de courrier. Il avance d'abord un argument d'ordre juridique : « Conformément à la loi, indique-t-il, l'exercice du droît de réplique avait déjà donné lieu à une série de déclarations [de représentants du PS, du PC et du Pront national]. diffusées fuotam-Front national] diffusées [notam-ment] sur TP i le 6 décembre entre 20 heures et 20 h 05 ». Il souligne sussi que le « Droit de réponse » du samedi en question « s'inscrit dans la programmation normale de

Sur la question du piuralisme des

Paul Nahon, directeur de la rédaction d'Antenne 2 par intérim

Jean-Claude Paris, correspondant d'Antenne 2 à New-York, a décidé de refeser la direction de la rédaction de la chaîne qui lui a été proposée il y a quelques jours par le nou-veau directeur de l'antenne, Jean-Marie Cavada, en remplacement de Pierre-Henri Arnstam, res-

On déclare à Antenne 2 que ce refus est motivé par de « graves raisons familiales, survenues brutalement . Paul Nahon, directeur adjoint de la rédaction, a été nommé directeur de la rédaction par intérim, responsabilité, n-t-il tenu à pré-ciser mi-même, qu'il n'entend exercer que « pour un certain nombre de Jours ou de semaines ». Ou indique M. Guy Bernède, ancien rédacteur de bonne source que la direction de en chef d'AITV, qui s'occupera de la rédaction lui aurait été proposée et qu'il l'aurait refusée.

Après la démission de M. Pigeat

L'AFP à la recherche d'un PDG

L'Agence France-Presse (AFP) est à la recherche d'un PDG, après la démission de M. Henri Pigeat (le Monde du 20 décembre). Selon la loi du 10 janvier 1957 portant statut de l'AFP, le conseil d'administration discusse de traits male nouve tration dispose de trois mois pour désigner, en dehors de ses quinze membres, son nouveau président. Mais l'argence de la situation impose que ce délai soit écourté.

Ce week-end, plusieurs adminis-trateurs doivent done rencontrer les trois représentants de la direction (MM. Félix Bolo, directeur de l'information, Pierre Jeantet, secré-taire général, et Jean-Charles Paracare general, et Jean-Charses Para-caelos, directeur financier), man-datés pour expédier les affaires courantes par M. Jean-Louis Pré-vost, directeur général de les Voix du Nord, qui assure l'intérim. En outre, de nombreux échanges ont eu lieu le 19 décembre entre l'AFP et les seyvices du premier ministre, ceux du ministère de la culture et de la communication et conx du budget.

La Société des journalistes de l'AFP souhaite être partie prenante du choix. Elle indique que le nou-veau PDG de l'agence devra « être connu et respecté de tous ». Ce PDG devra, selon la Société, être assisté d'un gestionnaire, « seul ce tandem.

nécessaire pour surmonter la crise, permettra à l'AFP de maintenir et de développer son rôle mondial ». Une demi-douzaine de noms de personnalités du journalisme circulaies le 19 décembre au siège de l'AFP.

Pour se part, M. Jacques Saint-Cricq, président du directoire de la Nouvelle République du Centre-Ouest (Tours), vice-président du Syndicat de la presse quotidienne régionale et administrateur de l'agence, estimait, le 19 décembre, que « l'entreprise AFP se retrouve à la case départ ». « Le PDG est parti, mais rien n'est résolu», souligne M. Saint-Cricq, le déficit accumulé des trois ans écoulés est toujours de 203 millions de francs (...); 203 millions de francs (...); l'Agence dépérira peu à peu à moins que le Pariement ne se saissise du dossier et réaffirme dans la forme ce que l'AFP est au fond : une agence d'information internationale ayant pour client ensentiel l'Etat français et assurant le rayonnement mondial de la langue et de la culture françaises. (...) Que l'Etat, c'est-à-dire le contribuable, assume en fait la réalité de ses responsabilités. (...) Il n'y a aucune raison pour que la presse écrite française assume le coût de la mission de l'agence au-delà de ses moyens.»

Le « Midi libre » devient actionnaire majoritaire de « l'Indépendant »

PERPIGNAN

de notre correspondant

Perpignan. — C'est par un éditorial de M. Paul Chichet, PDG de la société éditrice de l'Indépendant de Perpignan, que les lecteurs ont appris, mercredi 17 décembre, que le quotidien Midi libre (Montpellier), dont M. Robert Hersant possède 10 % du capital, devenait, le 19 décembre, l'actionnaire majoritaire de l'Indépendant. Il devrait détenir 80 % des parts de la société, soit 108 millions de francs.

« La société l'Indépendant du Midi a été avisée de la promesse de cession des actions appartenant à M= Farran et à sa fille Muriel Mit-M™ Farran et à sa jille Muriei Mit-javille, M™ Suzanne Cauvet, M. Georges Brousse et M. Paul Chichet et ses enfants, à la société anonyme Le Midi libre. Le conseil d'administration s'est réuni le 19 décembre afin de délibérer sur l'agrément à donner à ces cessions, qui feront de la SA Le Midi libre l'actionnaire majoritaire de l'Indé-pendant du Midi », écrit M. Paul Chichet

Ce dernier, qui dirige, l'Indépendans depuis trense-sept ans, après avoir succède à son père, explique ainsi le processus de cette vente, annoncée depuis plusieurs mois (le Monde du 10 octobre) mais plu-sieurs fois démentie : « De profondes monae da 10 octobre) mans pui-sieurs fois démentie : « De profondes dissensions entre les plus impor-tants associés ont, depuis toujours, empoisonné le vie de cette entre-prise, indique M. Chichet (...). L'aggravation des difficultés internet de leurante des internes du journal et la montée des appétits rendaient inéluctables les

dans l'intérêt des cinq cents per-sonnes qui travaillent dans l'ensemble de nos sociétés et de leurs filiales, qu'à donner aussi mon accord à cette cession de la majorité accord à cette cession de la majorité du capital social à un groupe plus puissant, seule solution susceptible d'assurer un aventr bénéfique à la veille de la grande explosion des industries de la communication que nous vivrons ces prochaînes décen-

Enfin, selon M. Paul Chichet, « la volonté affirmée » de M. Maurice Bujon, PDG de Midi Libre et président de la Fédération nationale de la presso françaine, « de maintent et développer la place de l'Indépen-dant dans son groupe et dans notre région a été pour moi détermi-

En cette année de son cent qua-rième anniversaire l'Indépendant (soixante-quinze mille exemplaires diffusés en 1985), qui est un des plus vieux titres de la presse française avec le Figuro, vient de tour-

JEAN-CLAUDE MARRE.

chef de la Marseillaise. – L'Huma-nité du 18 décembre publie une déclaration du directeur du quotidie communiste la Marseillaise, M. Pau Biaggini, dans laquella celui-ci annonce la démission du rédacteur en chef, M. Jean-Noël Tessez, pour « convenances personnelles ». M. Biaggini précise que « personne à la direction du journal et à la direction du parti ne souhaitait » ce départ, consécutif à la crise que traverse la rédaction de la Ma conflits pouvant déboucher sur la verse la rédaction de la Marsellieise ruine de l'entreprise. Dans ces conditions, il ne me restait plus, plusieurs mois.

Le Monde ● Dimanche 21-Lundi 22 décembre 1986 7

Edition

Quand les spécialistes pensent aux amateurs

(Suite de la première page.)

C'est, en effet une exceptionnelle réussite qu'a accomplie cet bomme qui est reconnu mondialement comme un grand professionnel de l'édition : entré chez Gallimard en 1972 avec son ami Jean-Olivier Héron - un autre Breton, amateur de bateaux, - il a fait passer la part du département Jeunesse dans le chiffre d'affaires de presque rien en 1972 à 28 % aujourd'hui! Toutes collections confondues, il a été vendu en 1985 sept millions de volumes pour la jeunesse, dont six millions en format de poche...

Pierre Marchand, l'autodidacte, a su tirer parti de cette qualité peu courante dans l'édition. Né en 1939 à Nantes, il est est traité en quatre-vingts ou cent

domaine scientifique avec le Musée de La Villette. »

Les douze premiers titres parus - soutenus par une campagne publicitaire de 5 millions de francs - montrent l'esprit d'une collection qui est d'ares et déjà un événement. Les livres frappent d'abord par la besuté de l'illustration et de la mise en page, puis par la conception tout à fait originale. Un prégénérique présente, comme dans un film documentaire, un élément capital du sujet traité: le déchiffrement de la pierre de Rosette par Champollion pour l'Egypte, le bombardement de Guernica pour Picasso, une ascension en solitaire de la face ouest des Drus pour la conquête du mont Blanc.

Ensuite le texte proprement dit



« A la recherche de l'Egypte oubliée »

ne savait ni lire ni écrire; il a com- tions à y entrer: des titres, des mencé à travailler à quinze ans intertitres soulignés, des légendes Tombe-Issoire, à Paris, qui tra- de choses entre la première et la vaille, entre autres, pour Galli- dernière page d'un itvre », dit la mard : « La réalité dépasse la fic- publicité. Pas « /u », mais « vu ». tion ». Anjourd'hui, il peut savourer sa revanche, mais sans aigreur aucune, ce n'est pas dans se nature.

Autour de Gallimard Jennesse, il a déjà rassemblé ses domaines de prédilection : des livres de mer avec un magazine Voiles et voiliers; des guides de voyage, avec la collection des « Carnets du voyageur » et, en gestation, une collection qui s'appellera « La déchirée, par Jean-Clément Mar-« bibliothèque du voyageur ». On tin, qui publie en 1987 au Seuil vient aussi de lui confier la res- pune étude sur la Vendée, Goya, ponsabilité de la « Série noire », par Jeannine Baticle, conservapour la modernisor (1).

« J'ai la chance de pouvoir faire des livres pour adultes, l'excellente Histoire de la littéraexplique-t-il. Comme cela, je peux mesurer à quel point les livres de jeunesse sont bien plus se plonge pour apprendre et admidifficiles à faire. Ce sont ceux qui rer. Et trouver, en un petit laissent les empreintes les plus fortes. Ce sont les plus exigeants parce qu'ils s'adressent à un public vis-à-vis duquel nous avons de très grandes responsabilités. Etre éditeur pour la jeumesse, c'est être éducateur, j'en suis vraiment convaincu. -

Avec - Découvertes Gallimard », il crée les livres qu'il anrait simé avoir... Autour de lui, avec lui et avec Jean-Olivier Héron s'est formée une équipe qui, comme lui, travaille sur l'ensemble des projets. « Il ne veut pas que les gens soiera spé-cialisés. Quand il le faut, toute l'équipe travaille sur la même chose. Pour « Découvertes ». nous n'avions pas de modèle, pas de référence. Rien de comparable. C'était plutôt angoissant. Dès 1972, j'avais le projet de faire une encyclopédie. Peu à peu, nous avons renoncé à une série en gros volumes. J'ai pensé qu'on n'a pas le droit d'arrêter le savoir. Une encyclopédie en vingt volumes ferme le savoir. Ça, c'est ouvert. »

C'est un projet qui va durer dix ans, quinze ans peut-être, à raison de vingt-quatre titres par an.

Nous avons signé un plan de quatre-vingt-cinq titres dans le vertes Benjamin », quarante-quatre titres parus (à partir de 5 ans) et « Découverte Cadet », trente-quatre titres parus (à partir de 8 ans).

le fils d'un journalier agricole qui vingt-huit pages avec mille incitasur les chantiers navals avant un qui expliquent clairement le service militaire de vingt-sept contexte, des cartes et des images mois en Algérie; puis il entre dans une imprimerie de la rue de la rever. « On n'a jamais vu autant effet toute l'iconographie capitale d'un sujet qui apparaît - parfois en dépliants de , six ou huit pages pour le Nil, la chasse à la baleine sur un rouleau japonais, ou bien le tableau Guernica. Dans une troisième partie, des « témoignages et documents » permettent de dépasser la période et de donner les dernières informations sur le sujet...

> Blancs et Bleus dans la Vendée teur en chef du musée du Louvre, Alexandre Dumas, par Brighelli, Biet et Rispail, le trio auteur de ture, chez Magnard... Autant de sujets où, quel que soit son âge, on volume, autant d'illustrations que dans plusieurs albums gros et

Les sujets sont regroupés en séries: histoire, littérature, musique, aventures, société, peinture, techniques, économie, nature, archéologie, cinéma, sans qu'un plan préétabli fige cette «encyclopédie de poche». On annonce pour 1987 : Pompéi, les Indiens, la conquête des pôles, Wagner, Mozart, Malraux, les Vikines. l'affaire Dreyfus par Jean-Denis Bredin, etc. Un ambitieux projet se met en place : des spécialistes écrivent pour des non-spécialistes l'état des connaissances à la fin du

NICOLE ZAND.

(1) Dans le domaine de la presse Pierre Marchand a décidé de suspendre la publication de monsoel Piranha, publié avec Télérama. Il lance en février un journal pour les deux à cinq ans, Blaireau.

* «Découvertes Gallimard»: douze es pares. Format 125×178 mm, 80 à 128 p., 48 à 62 F (de 12 à 120 ams).

* Pour les plus jeunes: «Décon-

Avant la privatisation du groupe audiovisuel monégasque

Télé Monte-Carlo au bord de l'asphyxie

de ces deux stations. Dans une lettre onverte, l'intersyndicale (CFDT, CGC, FO, SNJ et le syndicat monégasque de l'audiovisuel) refuse une politique du fait accompli » et « exige la transparence du pro-cessus de privatisation ».

Comme le rappel les syndicats, RMC et TMC étant des sociétés de droit monégasque, leur privatisation échappe au cadre de la loi sur la nication comme au contrôle mication et des libertés. Tout dépend en fait des complexes relations diplomatiques entre l'Etat français et la principanté de Monaco et de la décision finale du ministère de l'Economie et des finances.

Pace à cette situation, l'intersyn-dicale affirme que « la privatisation est aussi l'affaire du personnel » et réciame « la connaissance des cri-tère du choix des repreneurs, des conditions de développement de RMC-TMC, du rôle des deux RMU-TMU, du rôte des deux sociétés dans le paysage audiovisuel français, de leur cahier des charges et d'un calendrier précis de négocia-tions avec les représentants du per-sonnel ». Enfin les syndicats exigent la participation du personnel au capital des sociétés comme ce sera le cas nour TFI.

cas pour TF1. L'inquiétude du personnel est L'inquiernue du personnel est d'autant plus grande que la situation financière de Télé Monte-Carlo ne cesse de se dégrader. Privée de la contribution d'un de ses actionnaires (Europe 1), la station a du réduire sa grille de programmes et a vu chu-

Le secret qui entoure les négocia-tions sur la privatisation groupée de Radio Monte-Carlo et de Télé Monte-Carlo inquiète le personnel ses dernières ressources par une saisie arrêt sur recettes prononcée il y a quinze jours au profit de Télédif-fusion de France.

Dettes

La station de télévision ne paye plus en effet sa facture de diffusion depuis juillet 1985. Plus grave encore : elle n'a pas honoré ses dettes auprès de l'Union européenne de radiodiffusion (UER) pour un event nombre de retransmissions. oe radioomission (UER) pour un grand nombre de retransmissions. L'affaire est d'autant plus scabreuse que ces retransmissions ont été utili-sées par TVI, ancienne filiale itasées par TVI, ancienne made ma-lienne de TMC revendu à la société brésilienne TV Globo. Pour pouvoir bénéficier des prestations de l'UER, réservées aux télévisions publiques ou assimilées, TVI, société privée, continue à passer par TMC. Or si TVI affirme avoir régler ses factures suprais de TMC le station monéraleauprès de TMC, la station monégas-

que, elle, n'a pas payé l'UER. Télédiffusion de Prance, qui sert d'intermédiaire financier dans outes ces relations avec l'UER, s'est done retrouvée dans une situation fort inconfortable. D'autant que l'établissement public n'est pas à l'abri d'un contrôle de la Cour des comptes. TDF a donc décidé de pré-lever directement son da auprès des régies publicitaires de TMC. La station monégasque risque ainsi de se trouver complètement asphysiée si une solution ne se dégage pas très rapidement pour sa reprise.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

RMC réorganise ses filiales

Bulletin de santé avant privatisation. M. Pierrick Borvo, directeur
général de Radio-Monte-Carlo
(RMC), tenait jeudi 18 décembre
une conférence de presse à la veille
de la cession de la station francomonégasque au privé. La privatisation (le capital actuel est détenu à
83,33 % du capital par la Sofinad, le
holding gérant les participations de
l'Etat français dans l'audiovisuel, et
à 16,66 % par la principanté de
Monaco) est normalement prévue
pour février : la commission mixte
interétatique déposera ses conclunions en janvier, le Crédit lyonnais
achèvera son audit au même
moment, et la Sofinad réfléchit en
concertation avec les pouvoirs
publics, au projet de décret fixant
les modalités de ce transfert.
Pour la station, « 1986 a été une

Pour la station, « 1986 a été une bonne aunée », remarque M. Borvo. L'audience – 8 % du marché national de la radio – est à un « point haut ». C'est pourquoi, malgré le départ en fin d'année du directeur des programmes, M. Simon Monceau, et son remplacement par l'actuel directeur d'antenne, M. Patrice Duhamel, la grille évo-luera pen.

A ces bons résultats d'audience A ces bons resultats d'audience correspond un coefficient de retaplissage des écrans publicitaires en hausse de 1 % aur RMC ce trimestre, quand il est en baisse de 2,6 % pour le média radio en général. Une performance que la publicité...— une première — pouzzait accen-

Pour conforter ce relatif succès, M. Borvo table essentiellement sur la solidarité des périphériques — un syndicat de défense a été créé — et poursuite de l'implantation de la sta-tion sur la bande FM : présence

accrue à Paris grâce à la fréquence 103,1 Mhz; négociation d'un accord avec Var Matin République pour diffuser sur la radio de ce quotidien les émissions de RMC-Côte d'Azur, un programme autonome actuelle ment retransmis sur une fréquence monégasque. Le directeur général de RMC espère en faire le point de départ d'un nouveau réseau en liaiand a un norveau reseau en ha-son avec les quotidiens régionaux. Enfin, RMC espère développer son actuelle antenne italieune en asso-ciation avec le régisseur transalpin Publimont.

Mais avant sa privatisation, RMC doit encore proceder an antioyage de ses filiales ». Une importante redistribution des cartes est actuelle-ment en coura avec la Sofirad. Cette dernière doit reprendre les participa-tions de RMC dans Sud-Radio (10%), ainsi que dans les stations situées au Proche-Orient et en Afri-que: la Soméra à Chypre, RMI au Maroc et Africa n° 1 au Gabon. Parallèlement, RMC reprendra la participation que la Sofirad détient dans la maison de production, Tech-nisonor. redistribution des cartes est actuelle

nismor.

Enfin, si la station s'apprête à céder RMC Andiovisuel à la société France Animation, elle conservera les 5 % de capital qu'il détient dans l'Agence centrale de presse (ACP).

Mais c'est bien sir le cas de Télé-Mosta Carlo qui prese le plus de dif-Monte-Carlo qui pose le plus de dif-ficultés : une fusion entre les deux sociétés est envisagée, le groupe RMC-TMC étant privatisé d'un seul tenant. M. Borvo estime indispensa-ble un accord entre TMC et le pro-jet d'une télévision parisienne, pour un partage raisonnable du marché des télévisions régionales.

9 1 77

Sec. 4- 1

A 10- 41

State and the state of the stat

A STATE OF THE STA

Transfer Contraction

La réunion des Etats riverains du Rhin

La Suisse remboursera à la France les dégâts «incontestables»

Des saumous remontant le Rhin en l'an 2002 : voità l'objectif ambitieux que les ministres de l'environnement des pays riverains du fleuve se sont assigné, au cours de leur réunion du vendredi 19 décembre à Rotterdam. Dans ce dessein, ils ont chargé la Commission internationale pour la protection du Rhin (CIR) de leur faire des propositions qu'ils examineront lors de leur pro-chaine réunion qui se tiendra en France dans les

Les ministres ne se sont pas entendus, en revanche, sur la constitution d'équipes d'experts internationaux indépendants, chargés de surveiller les entreprises riveraines. M. Alain Carignon, le ministre français, a obtem des assurances de

M. Alphous Egli, le président de la Confédération helvétique, quant au règlement des dommages causés par l'incendie, le 1° novembre, à l'usine Sandoz de Bâle. Le gouvernement suisse « accordera, si nécessaire, ses bons offices pour le règlement des dommages», est-il ainsi écrit dans le

Les autorités helvétiques, même si le gouverment n'a apparemment pas le pouvoir de faire payer Sandoz, semblent disposées à régler - et rapidement - une première tranche de la facture que leur ont présentée les Français, à savoir une indemnisation de quelque 50 millions de francs pour les dommages «incontestables».

La poubelle de Rotterdam

de notre envoyé spécial

Il y a les villes et il y a les ports, dit le poète. Mais ce qu'il ne dit pas, c'est que, aujourd'hui, derrière les ports et leur charme ambigu, s'éten-dent d'immenses zones industrielles. Et puis, lorsque le port est situé à l'embouchure d'un fleuve, il y a la poubelle commune, lieu où viennent s'entasser les déchets accumulés sur des centaines de kilomètres. Si le port s'appelle Rotterdam - le plus grand du monde - et si le fleuve s'appelie le Rhin - pollué s'il en est, - cette poubelle prend des propor-

Pour garder les voies maritimes suffisamment propres, les responsa-bles de Rotterdam doivent en effet,

23 millions de mètres cubes de boue. Une partie (13 millions de mètres cubes environ) est rejetée à la mer. Mais le reste, soit 10 millions de mètres cubes, est pollué à un tel degré qu'il est impossible au gouvernement - cela lai est d'ailleurs interdit par les conventions internationales - de les rejeter dans la mer du Nord. Conséquence : il faut stocker cette boue. Jusqu'à présent,

les autorités avaient réussi à le faire « à terre », dans la grande banlieue du port, dans un « lac » de plusieurs kilomètres de long et de dizaines de mètres de profondeur, un lac gris, rempli de boue glauque et au-dessus duquel, ce soir-là, voisit une mouette - pas deux ! - qui semblait bien se demander ce qu'elle faisait

Le lac, maintenant, est plein à ras bord, et il n'y a plus de place sur chaque année, draguer environ terre, dans ce pays où la moindre

parcelle est exploitée. Alors, les autorités néerlandaises ont entrepris - et cela leur a coûté 200 millions de florins, soit près de 600 millions de francs français – de créer une presqu'ile artificielle à l'ouest de la ville, uniquement pour servir de dépôt aux millions de tonnes de boue polluée. Capacité de cette nouvelle « poubelle » : 150 millions de mètres cubes. Le calcul est simple : à raison de 10 millions de mêtres cubes par an déversés par d'immenses pipe-lines, le lac sera de souveau rempli

Et après? « Après, nous ne vou-lons plus stocker encore et encore de la boue, répondent les responsables du port, il nous faut absolument parvenir à traiter les déchets de anière à ce qu'ils ne soient plus pollués et ainsi pouvoir les rejeter à

JOSÉ-ALAIN FRALON.

JUSTICE

Absent aux assises de la Seine-Maritime

La nouvelle révolte de Roger Knobelspiess

ROUEN de notre envoyé spécial

Le 19 janvier dernier, Roger Kno-belspiess envoyait des baisers à la cour d'assises de l'Essonne, qui, ea cour d'assises de l'Essonne, qui, en le déclarant non conpable d'une attaque à main armée contre un fourgon de convoyeurs de fonds, le rendait ainsi à la liberté. Onze mois plus tard, jour pour jour, vendredi 19 décembre, il a posé un lapin à la cour d'assises de la Seine-Maritime devant laquelle il devait comparaître au côté de son frère Jacques et de son ami d'enfance Michel Baron, impliqué avec lui dans ce qu'on appelle la fusillade d'Elbeuf. Ce défaut de comparution «étant de nature à compromettre le bon nature à compromettre le bon déroulement des débats - a entraîné un renvoi du procès à la prochaine

Cette fusiliade d'Elbeuf, survenue dans la muit du 23 au 24 septem-bre 1982, vaut à Roger Knobelspiesa une inculpation de résistance avec violence et voies de fait envers des agents de la force publique, avec cette circonstance aggravante prévue par l'article 215 du code pénal que « cette rébellion a été commise par une réunion de trois personnes en possession d'armes cachées ». Si elle lui faisait encourir cinq à dix ans de réclusion criminelle, il n'en demeurait pas moins libre, et c'était la dernière affaire dont il avait à répondre après une succession, depuis 1972, de procès criminels qui avaient fait de lui un symbole de révolte contre la prison, la justice et la police. Il y avait gagné une réputation. Il avait mobilisé en sa faveur des intellectuels, des artistes, des des intellectuels, des artistes, des écrivains, qui, après qu'il eut publié lui-même plusieurs ouvrages, le considéraient comme l'un des leurs.

Une grâce présidentielle, en octo-bre 1981, avait ajouté à sa renom-mée. Ceux qui avaient vu là une faveur excessive devaient triompher lorsqu'il fut arrêté et inculpé pour l'attaque du fourgon, et son acquit-tement à Evry pour cette affaire

l'on pouvait croire définitive.

Restait cette fusiliade d'Elbeuf : Roger Knobelspiesse, en se dérobant Roger Knobelspiesse, en se dérobant à cette dernière épreuve judiciaire, a-t-il fait le bon choix? Officiellement, les raisons de son refus de paraître n'ont pas été dites. Il n'a d'ailleurs pas adressé de lettre à la cour pour les exposer. En fait, il les avait confiées le matin même au journal Libération, et ses défenseurs, Mª Henri Leclere et Thierry fevr out assuré ou'ils n'en furent. Lévy, ont assuré qu'ils n'en furent, pour leur part, pas autrement informés.

Il en ressort d'abord une méfiance qu'il exprime envers la cour d'assiste de la Seine-Maritime. Il soupçoune sinon cette juridiction, du moins le parquet de Rouen et les policiers de la région, de vouloir, par le bisis de l'affaire d'Elbenf, effacer le retentissant acquittement pronoucé par les assises de l'Essonne pour l'attaque du fourgon. Il fonde sa suspicion sur la feit que le fait que seulement deux jours de débats avaient été prévus, l'accusation n'ayant fait citer que sent témoins à charge, alors que Roger Knobelspiess invoque des alibis et qu'à son avis il y avait beaucoup à

L'arrestation d'Honfleur

Il fait valoir ensuite les circonstances de son arrestation à Fionfieur, le 5 juin 1983, lorsqu'il était précisément recherché pour l'affaire de l'Essonne. Il soutient que, ce jour-là, M. Jean-Paul Bidet, commissaire principal au service régional de police judiciaire de Rouen, a tiré sur lui avec la volonté de le tuer, une balle ayant traversé la voiture dans laquelle il se trouvait, de la glace arrière au pare soleil avant droit.

C'est l'accusation qu'il avait d'ailleurs publiquement proférée en pré-sence de M. Bidet, lors du procès devant les assises de l'Essonne. Le policier avait alors rétorqué qu'il visait les pneus et que cette balle

avait di ricocher. Néanmoins. Roger Knobelspiess avait porté plainte pour tentative d'assassinat et il affirme aujourd'hui qu'une exper-tise belistique ordonnée dans le cours de cette instruction a conclu que la balle incriminée ne pouvait être une balle par ricochet. D'où sa position: « Je viendral me faire juger pour la fusillade d'Elbeuf lorsque le policier que j'accuse sera inculpé ».

Le voilà donc de nouveau réconé. il affirme aujourd'hui qu'une exper-

Le voilà donc de nouveau réput en fuite et sous le coup d'une menace d'ameaer dont le représen-tant du ministère public, M. Roger Tacheau, a déjà annocé la déli-vrance et proclamé qu'elle aurait de rapides effets.

Cette défection d'un Roger Knobeispiess, conscient à coup sûr de rappeier qu'il reste toujours luimème, a une autre conséquence. Son frère Jacquas, qui se trouvait comme fui en liberté, mais s'était constitué prisonnier à la veille du procès, restera cette fois détenu. Son procès, restera cette fois détenu. Son avocat, Me Jacques-Hervé Hazan, avait demandé qu'en dépit du renvoi de l'affaire Jacques Knobelspiess puisse retrouver sa liberté et ne devienne pas, en raison de l'attitude de son frère, « un otage judiclaire ». Pareille idée est apparue « détestable et inacceptable - à l'avocat général : « Lo justice, a-t-il dit, ne saurait pratiquer ce genre de

Pour autant, M. Tacheau n'en e pas moins demandé et obtenu le maintien en détention de Jacques Knobelspiess au motif que celui-ci « était bel et bien parti en cavale après la fustilade d'Elbeuf » et que le laisser libre sans garantie suffi-sante de représentation ponvait sante de représentation pouvait aboutir à le voir, lorsque son frère sera remouvé et arrêté, imiter ce démier et « bafouer à son tour la

Voilà qui n'est pas fait pour ama-doner Roger même si aujourd'hui le nom de Knobelspiess n'est plus, dans l'opinion, ce qu'il fut. JEAN-MARC THEOLIEYRE.

EDUCATION

L'UNEF-ID veut « deux millions d'étudiants »

Les fruits de la victoire des étudiants ne resteront pas longtemps sur l'arbre. L'UNEF indépendante et démocratique (UNEF-ID, à majorité socialiste), le syndicat qui a su accompagner la révolte étudiante jusqu'au retrait de la loi Devaquet, a décidé de récolter sans attendre ce qui lui revient. Son président, M. Philippe Darriulat, a indi-qué, jeudi 18 décembre, que l'UNEF-ID entendait pousser l'avantage dans deux directions : le renforcement de son influence et la contribution aux débats sur l'avenir de l'Université. Après la dissolution des comités de grève de chaque uni-versité, l'UNEF-ID paraît comme l'unique vainqueur institutionnel du

Les étudiants, tout en rejetant la « récupération », n'ont jamais repoussé le fait syndical, et n'ont en qu'à se féliciter de l'aide matérielle et tactique de l'UNEF-ID.

Le syndicat, qui a considérable ment dans les universités mais aussi dans les lycées, souhaite jeter des ponts avec ces derniers, dont la mobilisation a été considérable tout au long de ce mouvement.

Il ne s'agit pas, selon M. Philippe Darriulat, de créer une organisation lycéenne, mais de - tisser des liens entre ces deux fractions de la jeunesse ». Des « correspondants » de l'UNEF seront donc délégués dans les lycées pour organiser des débats sur l'enseignement supérieur.

Sur la lancée, le syndicat souhaite, en effet, élaborer des propositions pour l'Université. Celles récoltées actuellement à travers les discussions organisées parmi les étudiants seront rassemblées, et leur synthèse, cent cinquante responsables de l'UNEF-ID, sera publiée au début de janvier. M. Philippe Darriulat a déjà indiqué quelques axes de réflexion. Il a ainsi lance le mot d'ordre des - deux millions d'étudiants - dans l'enseignement supérieur (contre 1.1 million inscrita actuellement). Cet objectif nécessiterait l'adoption d'une loi de programmation prévoyant un plan de creation d'universités sur dix ans.

Une quatorzieme université à Paris

Dans l'immédiat, le syndicat revendique un collectif budgétaire prévoyant l'ouverture d'une quatorzième université dans la région pari-sienne afin de permettre, dès la rentrée prochaine, l'accueil de tous les bacheliers dans la matière de leur choix : notamment dans les matières

scientifiques, en sciences économi-ques et en administration économique et sociale (AES), où les difficultés sont les plus aigues.

L'UNEF-ID réitère son opposi tion à la sélection, mais reconnaît qu'il faut traiter le problème des abandons en cours de premier cycle. D'abord en multipliant les liens entre l'enseignement secondaire et le supérieur pour mieux informer les lycéens, et en introduisant plus de souplesse dans les choix de filières : des réorientations en cours d'année devraient être rendues possible.

Pour améliorer la vie quotidienne, le syndicat revendique le retour à la parité Etat-étudiants pour le financement des restaurants universitaires, et propose l'instauration d'un e de tickets-restaurant : les étudiants réfractaires aux restau-U » pourraient ainsi déjeuner là où ils le veulent. D'autres suggestions concernent l'amélioration du logement des étudiants, leur place dans les instances de gestion des universités, enfin l'accueil des salariés et des étrangers.

L'UNEF-ID annonce - un large débat - sur ces propositions avec les commissions de réflexion mises en place par les étudiants et avec tous les syndicats nationaux.

L'appel du pied vise en premier lieu sa rivale, l'UNEF Solidarité étudiant (UNEF-SE, à majorité communiste), qui n'a joué qu'un rôle modeste dans le mouvement, et dont la dernière fraction socialiste, composée de militants du CERES. vient d'engager des contacts d'approche avec l'UNEF-ID.

Au-delà de l'enjeu que représente la recomposition du champ syndical l'UNEF-ID entend profiter du rapport de forces favorable pour faire fructifier le capital de sympethie et d'énergie qu'elle a accumulé pendant la grève.

Elle fera done connaître très rapi-

dement sa plate-forme de propositions et engagera une campagne de meetings destinée à « gagner l'opi-nion publique à l'idée de deux mil-lions d'étudians ». Celaci dès janvier, sans attendre les assises nationales programmées pour mars 1987 par la coordination avant son sabordage, dont la perspective semble aujourd'hui assez floue. Presque aussi flone que celle de la « grande concertation, conduite par une personnelité de premier plan », imprudemment annoncée le 8 décembre par le ministre de l'éducation nationale. Cette « personnalité » dont le nom devait être connu - dans les deux ou trois jours - n'a toujours pas été trouvée.

PHILIPPE BERNARD.

FAITS DIVERS

L'autorisation des machines à sous dans les casinos

« Une mesure de survie » pour la profession

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Le vote par l'Assemblée nationale de l'autorisation d'exploitation des machines à sous dans les casinos (le Monde du 20 décembre) a été accueilli avec beaucoup de satisfaction par l'ensemble de la profession, qui réclamait cette mesure depuis plusieurs années. Elle intervient au terme d'un exercice – clos le 31 octobre – dont les résultats ont été les plus mauvais enregisirés en francs constants, avec une diminution du produit brat de plus de 14 % pour l'ensemble des casinos et de plus de 18 % pour les vingt premiers établissements classés.

Selon M. Jacques Gilbert, prési-Le vote par l'Assemblée nationale

Selon M. Jacques Gilbert, président du Syndicat des casinos autorisés de France (SCAF), il s'agit «d'une véritable mesure de survie qui rétablit enfin une concurrence normale evec les exploitants étran-

Après le meurtre de Glenn Souham

Enquêtes de voisinage

Selon le quotidien américain Washington Times, en date du 18 décembre, M. Michael Castine, directeur des communications internationales et de l'information au seln du conseil national de sécurité, ainsi que M. Frederick Ryan, directeur de l'emploi du temps du président Ronald Reagan, auraient été récemment entendus à Paris dans le course de l'anguête sur dens le cours de l'enquête sur l'assassinat, le 24 septembre, de Glenn Souham, ancien res-ponsable de la société de gar-diennage « Century » (le Monde daté du 5-5 octobre).

Les enquêteurs, affirme-t-on de source judiciaire, ont bien procédé à des auditions à l'ambassade américaine, mais celles-ci datent de six samaines environ. Il s'agissait moins d'interrogatoires que d'une enquête de voisinage, plusieurs proches de Glenn Souham ayant rapporté que ce demier se van-tait d'antretenir de nombreux contects avec de heutes person-nalités de l'entourage présiden-tiel américain. Ni M. Ryan ni M. Castine n'auraient été entendus.

En fait, les enquêteurs se montrent réservés sur les éven-tuelles implications politiques du meustre de Glenn Souhem.

gers et permettra de compenser lar-gement le manque à gagner pour l'Etat et les communes résultant du récent relèvement de 25 % à 35 % de l'abattement à la base sur le pro-

duit brut des jeux ». "On a enfin compris, a ajouté M. Gilbert, que les casinos sont des on Choch, que les estatus son des commerces comme les autres qui ne pouvaient plus fonctionner comme ils le faisaient depuis un demi-siècle en ignorant l'évolution des goûts de la clientèle.

«En quoi les machines à sous seraient-elles plus amorales que les autres jeux? demande M. Gilbert. Quant ou risque de mainmise du milieu , il est d'auant plus fallo-cieux que ces apparells seront. exploités dans des établissements placés sous une surveillance perma-nente de la police et que leur nomnente de la police et que leur nom-bre ne pourra pas augmenter à l'infini. Les recettes provenant des machines à sous seront, d'autre part, lourdement imposées, puisqu'elles vont être soumises pour les principaux casinos au prelève-ment opéré dans la tranche supé-rieure du produit taxable (80 % après abattement).

Dans un Livre blanc publié en octobre 1985, le SCAF avait calculé que le chiffre d'affaires des

que le chiffre d'affaires des que le chiffre d'affaires des machines à sous ne serait pes infé-rieur pour une année à un milliard de francs (1) et que le Trétor public encaisserait deux fois plus d'argent qu'auparavant, soit environ 700 mil-lions de francs au lieu de 368 mil-lions de francs. Or le manque à gagner consécutif au relèvement de l'abattement à la base ne sera que de 65 millions de francs.

65 millions de francs.

Le syndicat déplore toutefois que le Sénat ait reporté l'examen du projet de loi à sa session de printemps. Ce retard rendre impossible l'introduction des machines à sous avant le prochain exercice, compte tenu des délais nécessaires à la publication des décrets d'application, à l'instruction des demandes d'autorisation des cassinos, à l'installation effective des tion des demandes d'autorisation des casinos, à l'installation effective des appareils et à la mise ca place d'un système de surveillance informati-sée. (Lire page 12 notre article sur l'année noire des casinos.)

GUY PORTE.

(1) Cc montant a été calculé en fonction de la mise en service de 3 700 unachines produisant chacune 35 000 F par mois de recettes brutes sur 33 120 mois d'exploitation (soit 1 159 200 000 F. Dans les trente casinos allemands, la recette des machines à sous représente de 45 % à 55 % des recettes globales des jeux. Elles sont passées de 23,6 % en 1979 à 37,8 % en 1985 an casino Loew's, à Monacot, soit un quadruplement en six ans contre un doublement des recettes des antres jeux.

A propos de trois affaires judiciaires

Le Syndicat de la magistrature s'inquiète de « pressions d'ordre politique »

Dans une lettre ouverte adressée, vendredi 19 décembre, au procureur général de Paris et au premier prési-dent de la cour d'appel de Paris, M= Adeline Hazan et M. Jean-Pierre Deschamps, respectivement présidente et socrétaire général du Syndicat de la magistrature, font part de leur «inquiétude» à propos du fonctionnement récent de l'institution judiciaire parisicane.

tution judiciaire parisiemie.

« Trois affaires, berivent-ils, nous semblent particulièrement révélatrices d'un fonctionnement apparennent perturbé par des considérations, voire des pressions, d'ordre politique. » L'une de celles-ci est l'affaire du «vrai-faux» passeport fourni par la DST à M. Yves Chalier: « Nous nous étonnons que la lier : « Nous nous étonnons que la DST, placée sous l'autorité du ministre de l'intérieur, puisse invo-quer dans le cadre de l'information, du Carrefour du développement la notion de «secret défense», alors qu'il s'est avéré récemment que cette notion pouvait servir simple-ment à masquer la vérité à laquelle chacun des citoyens de ce pays a

La deuxième affaire qui inquiète le Syndicat de la magistrature est le comportement du parquet de Paris à l'occasion de la mort de Malik Oustekine, qu'il juge « contraire aux pratiques kabituelles ». Il s'étoane

notamment du communiqué du procureur de la République « ne diffu-sant que les informations pouvant accréditer l'idée que le décès de la victime était du à son état de santé et non eux coups reçus ». Enfin, le Syndicat de la magistra-

ture s'étonne des « circonstances qui out entouré l'affaire dite de Pan-tin », où un policier en état d'ivresse a tié un joune homme : «Nous n'osons penser que la qualification pénale d'homicide involontaire soit en rapport avec la qualité de policier de l'inculpé. »

Dans ces trois cas, conclut le syndicat, l'indépendance de l'autorité judiciaire est gravement com-promise par des considérations plus politiques que juridiques. »

• La mort de Malik Ousse kine: trois policiers remis en liberté. — Gardés à vue par les poli-ciers de l'inspection générale des services dans le cours de la commission rogatoire délivrée par le juge d'ins-truction M. Philippe Jeannin, les trois policiers du peloton voltigeur moto-cycliste impliqués dans la mort de Malik Oussekine (dont le brigadier-chef Schmitt, qui conduisait, le 6 décembre un consume d'unit 6 décembre, un groupe d'une ving-taine de motos dans le rue Racine), ont été remis en liberté.

IMMIGRATION

Bivouac à la préfecture

ORLÉANS

de notre correspondant

Café chaud gratis pour les étrangers qui font la queue sur le trottoir chaque matin avant l'ouverture des portes de la préfecture du Loiret à Oriéans : c'est l'initiative prise par l'ASTI (Association de solidariné anx travailleurs immigrés) locale pour dénoucer «l'irresponsabilité» des pouvoirs publics à propos des mesures de regroupement des formalités de séjour.

Un camping-gaz, quelques thermos, les gobelets circulent dans la pénombre et le froid du petit jour. Le premier de la file - un Marocain, en France depuis quatorze ans - attend depuis 5 h 20 du matin. Il travaille en équipe et s'est débrouillé pour permuter avec un collègue.

A 8 h 30, les grilles se lèvent; deux policiers font entrer un par un les étrangers, fouillent les sacs; la cinquantaine de chaises du hall

d'attente, au premier étage, sont aussitôt occupées. Un fonctionnaire annonce, l'air gêné : «Nous vous demandons un peu d'induigence; la personne qui doit signer les récépissés a un petit retard d'une heure. - Un unique guichet pour l'instant sur les six fonctionne et un second épisodiquement. La plupart de ces étrangers - certains viennent de 30 kilomètres à la ronde - sont là pour une bonne partie de la journée. Dans l'arrondissement d'Orléans, qui compte vingt-sept mille étrangers, les seuls bureaux de la préfecture sont ouverts ainsi qu'un guichet sur le campus universitaire de La

L'ASTI d'Orléans a été reçue par le directeur du cabinet du préfet, qui a promis une amélioration du service. Elle invite ausai les organisations humanitaires à se joindre à son action symbolique.

RÉGIS GUYOTAT.



The second second CYAN

Virginia.

 $\Delta t_{\rm am} \sim$

A THE PROPERTY.

ा । क्रु साम्ब्र**क्ट**

ALL DEPOSIT

マイン かい こういだみ 💏

der halps of the get

ELEMAN EM HARE THE

Line a Armen

4 . 4 . 22.00 1. A. . 🐿 The state of the s ليرمدان المدرية AND COMPANIES

The second second 21-1-1-1 1 1 mg p - 1 mm A SHA A TENTE W State of the state Marie Co.

The same of the sa The Table 1

S. Contraction Contraction State of the state

Mary In the real of the second The second secon See and the second Inc. Aug.

Company of the Compan A STATE OF THE STA The state of the s

Une sélection des meilleurs disques classiques à offrir

LYRIQUE

L'année des découvertes

Verdi perdu et retrouvé

Fin de trimestre, veille de fêtes, deux occasions de faire le point sur la récente production discographique lyrique, qui a été marquée par deux tendances... plus une : les euvres connues revisitées : des incommes ressuscitées : quelques «marginalia».

Du côté du répertoire établi, na souvesu Tamerlano de Haendel (Bardo), dirigé par John Eliot Gardine, très britannique de ton, avec des interprètes plus stylistes que et un certain charme dit « baroque ».

Autrement plus polémique, le Don Glovairel de Karajan, homni par certains, salué par nous (le Monde du trilles, gammes et contre-mi à la

commande et abuttage scénique éponstouflant : le passage du témoin du bel canto entre deux générations. Du côté des déconvertes, d'abord

Continuent à rouvrir les boîtes magiques de ses terchives, EMI, après coux de Mozart et de Wagner, nous offre les introuvables de Vardi. Difficile entreprise, car, le fonds étant immense, des choix out dû

Deux options ont présidé à le constitution de cet Deux options ont présidé à le constitution de cet album : le succession des styles d'interprétation, le verifité des écoles. Par où se confirme que Verdi fut tour à tour compris puis malmené, redécouvert ou adapté. Que d'immenses artistes purent le chantersens le comprendre tandis que d'autres, blen moindres, y apportaient ce feu, ce alancio qui sont le ascret de ce ginie dramaturge qui bouleverse les habitudes d'un bel canto déjà bien décedent et renouvela les canons vocaux, crient des tresitures, des emplois neufs pour un théfire nouveu. D'où les fiottements de l'interprétation, indice qu'une résoluflottements de l'interprétation, indice qu'une révolu-

Quand d'aucune ne pouvelent faire autrement que de le chanter selon leur tradition (Lilli Lehmann, Neille Melba, Friede Hempel, Luiza Tetrazzini...), sublimes techniques du souffie et du son, vocalistes écourdistechniques du southe et du son, vocalistes étourdis-sents mais per tempérament étrangara à ces nou-velles exigences, une génération allait neltre qui s'y accordisrait d'emblée (at pas esulement les Italiens : Tamagro, puis la Arrangi-Lombardi, la Raise, la Cigna, Battistini, l'inévitable Caruso, mais assei Gigli, Martinelli, Ruffo... mais encore les Français : Franz, Litvine, Plançon..., les Germaniques : Mistzenauer, Rethberg, Detinn).

Rethberg, Detrini,
Enfin, in el Verdi-Reneleuence a vint : Seinemeyer,
Lennitz, Ponselle, Ricea... La noblesse a'impossit,
des voix inimeriese pouvalent à la fois couvrir
l'orchestre et chenter planisairno, leur furis alterneit
avec cet abandon de la ligne qui est l'âme du chant
verdien, une douce excese. Enfin, l'après guerre que
chibir de richield style... in Verdi plus accessible,
plus e humain a, non moins interne : Stignent, Berbieri, Milanov, Björling, Christoff, Gobb...

Tous ne sont pes ill et certains manquent cruelle-ment : Mayde Olivero, le Tebaldi, le Crespin... que l'on trouve heureusement sisément ailleurs. En he, les découvertes folsoment : la Schwarz-



En guise de livret dans le coffret, un munico de l'Avant-Scène, avec la biographie de tous les grands chauteurs verdieus,

kopf dans Travista, la Grandi dens Macbeth, des Christoff grandicess, une Noréna tossa de grâce et

★ EMI, huit disques 2910753.

Résurrections

Jean-Sébastien Bach : Motats BWV 225 à 230, BWV 118.

ANCIEN ET BAROQUE

Le monument des Motets de Bach avait déjà tenté Harnoncourt. Et la vision qu'il en imposait, incroyable de théâtralité et de ferveur confondnes, semblait découra-

Du côté des découvertes, d'abord et avant tout, le Roi Artus, de Chansson, bien moins wagnérien qu'on le disait, très «école française» au contraire, orchestration solide mais transparente, homogène mais structurée, lignes vocales tendues et lyriques. La révélation de la saison (ni euregistrement ni représentation) et une interprétation de haut niveau (Erato). Le Don Sanche de Liszi, œuvre de jeunesse que l'on croyait perdue, dont la réputation était exécrable et de fait emphatique, bourrée de réminiscences, mais chantée par deux artistes éminents, Julia Varady et Istvan Gati.

Des curiosités

Rufin, les curiosités. La Fedora de Giordano (Hungarotou), qui n'a guère quinté l'affiche en Italie, attira de nombreuses stars (Carnao, Oilvero, Callas), plus vériste qu'il n'est pensable, inspirée de Sardou, mélodramatique à l'excès; avec, en prime, le tandem Eva Marton (excellente) et José Carrers, A conspitre (CRS). La Caterina Con-Des curiosités

Enfin, les curiosités. La Fedora de Giordano (Hungarotou), qui n'a guère quitté l'affiche en Italie, attira de nombreuses stars (Caruso, Olivero, Callas), plus vériste qu'il n'est pensable, inspirée de Sardou, mélodramatique à l'excès; avec, en prime, le tandem Eva Marton (excellente) et José Carreras. A connaître (CBS). La Caterina Cornaro de Donizetti (Rodolphe Productions), enregistrement justifié uniquement par la présence de Montserrat Cabellé dans son vrai répertoire, distillant son art de la filatura; extase assurée pour tout amateur de voix. Le Manoir hansé de Montserrat Cabellé dans son vrai répertoire, distillant son art de la filatura; extase assurée pour tout amateur de voix. Le Manoir hansé de Montserrat Cabellé de Montsers de ymbolisme et de romantisme, mélant influences italiannes et françaises et traditions slaves; un beau moment

Bt puis il y a la manière inimita-ble de l'artisan Herreweghe, son ina-tinct de la polyphonie, des phrasés, et ce don qu'il a de faire vivre les sons, qu'il modèle en vrai sculpteur. (Harmonia Mundi, deux microsil-lons HMC-1231-32, on un compact HMC-901231, sans le BWV-118).

Josquin Des Près : Messe
Pange Lingum.

Les jeux anstères de la polyphonie de la Renaissance vous intimideux eucore? Ce seul disque vous fera changer d'avis. Pour la couleur d'abord, qui pare le savant contrepoint d'un habit de vitrail, comme autre anteni interprétation ne point d'un habit de vitrail, comme aucune autre interprétation ne l'avait fait auparavant. Ensuite, pour la touche d'émotion qu'y font passer les voix des Ensembles Clé-ment Janequin et Organum, mariées ici avec un rare bonheur d'écoute, sous la direction experte de Marcel Peres. Du même coup, l'art de Jo-quin, épris de perfection formelle comme de sublimes certitudes, devient accessible, transparent d'humanité, presque fragile. Et



Philippe Herreweghe quelle excellente idée d'avoir resti-tué la Messe dans l'environnement

grégorien requis ! (Harmonia Mundi, un disque HMC 1238 ou compact 901239).

Michel Praetorius : Danses de Terpsichors.

Après la chapelle, la danse. Celle des paysans et des princes telle que Michel Practorius — esprit curieux, européen, qui fut l'ami de Schütz à Dresde — eut à cœur de nous la

Son recueil Terpsichore, publié en 1612, est un véritable almanach chorégraphique du temps, un outil de diffusion du style à la française (dans le sillage de l'Orchesographie de Toinot Arbeau) qui n'oublie pas les Pavanes, Sarabandes, Pazzamezi et Spagnolettes nés au solcil de la Méditerranée.

Attentif à cette physiké le New

Attentif à cette pluralité, le New Consort de Londres réussit une résurrection stimulante, au plus juste des humeurs de chaque pièce. Fièvre on abandon des rythmes, franchise de timbres des instruments des hautes époques (une trentaine!) qui font la fête avec ivresse : cette approche retrouve les clés de cancert à l'ancienne, tout en le rendant complice de notre modernité. L'un des «must» en CD de la ren-

(Oiseau-Lyre, un compact,

ROGER TELLART.

PIANO

WA H ! MI TIME

to present a true xite

Fulgurances

Maria Yudine, qui était quelque pen mystique et abandonnait à l'occasion son piano pour se consecrer à des cauvres de charité, montait sur scène en baskets et lisait, entre les morceaux, des poèmes de Pasternak. Quelquea détails de cette vie d'agitatrice ont ainsi passé les frontières russes, grâce notamment au témoignage de Chostakovitch. Mais de disque, point. Avant qu'Harmonia Mundi, dans sa collection « Grands pianistes russes », exhume deux docaments, enregistrés respectivement en 1952 et 1958 : les Sonates « Hammerkla-vier » opus 106 et opus 101 de Beethoven qu'elle sort aux forceps d'un piano cristallin. Folle audace qui us retient des œuvres que les lignes contrapuntiques et l'articulation rythmique, au détriment de la beanté du son : Beethoven sans chair, passé au scamer, comme vu en transparence, pour la seule intelligence (Harmonia Mundi, un microsillon HML 5174).

Le nom de Marcelle Meyer fut deligné dans les aumées fit pur cerr

nicrosillons 29 09 633).

Valery Afanassiev était en juillet 1985 à Lockenhaus, le festival de Gidon Kremer, et une marque allemande, dont le classique n'est pas la spécialité, a emegistré une Sonate en do majeur D 960 de Schubert qu'il est été en effet dommage de no confier qu'à la seule mémoire du public. Chaque note parle et lance des éclairs sur un tempo extraordinairement étré, dans ce climat de tranquillité clympienne qui succède, dit-on, au déasspoir. A ce pianiste, sans doute plus connu en France comme romancier, on ne pourrait guère opposer dans Schubert qu'un Richter! (BCM un microsillon ou un compact 829539 distr. DG).

Hélène Grimand avait seize ans et Hélène Grimand avait seize aus et travaillait encore rue de Madrid



rythmique, au détriment de la beanté du son : Beethoven sans chair, passé au scanner, comme vu en transparence, pour la senle intelligence (Harmonia Mundi, un microsillon HML 5174).

Le nom de Marcelle Meyer fut éclipsé dans les amées 50 par ceux de Giesching et Casadenus. Pathé répare cette injustice en l'incluant trois fois dans sa collection « Références» : après les albums Ramesu et Scarfatti, voici l'essentiel de l'Envre pour plano, de Ravel. Technique française s'il en est, parfaite de l'arabesque, qui ne déplace jamais les lignes de lorce, dans une atmosphère d'absolue clarté. Un Ravel parfait (Pathé Marcoul, deux microsillors 29 09 633).

Valery Afanassiev était en juillet tons à Lockelant de festival de l'arabesque de festival de l'arabesque de l'arabesque de l'arabesque, qui ne déplace jamais les lignes de lorce, dans une atmosphère d'absolue clarté. Un Ravel parfait (Pathé Marcoul, deux microsillors 29 09 633).

ANNE REY.

SAMEDI 20

THEXTREEUROPE

CARTES BLANCHES AUX COMEDIENS ALLEMANDS

en collaboration avec le GOETHE INSTITUT

- DECEMBRE 1986 -

ODEON THEATRE NATIONAL Tél. 43.25.70.32

INGRID CAVEN chante

Fassbinder/J.J. Schuhl/Caven

ORCHESTRES ET CHAMBRISTES

Haydn partout

grale des symphonies de Haydn par Derek Solomons et son ensemble d'instruments anciens L'Estro Armonico. Trente symphonics sont déjà disponibles. Vigueur et transpe-rence, sonorités inoules, intelligence de la conception : des interprétations qui renouvellent la question ! (CBS).

Après avoir donné les symphonies n° 1 et 2 de Beethoven, Christopher Hogwood et son Academy of Ancient Music ont grave la Tod Hogwood et son Academy of Ascient Music out gravé la Troisième («Hérolque») dépoussiérant eux aussi cette musique sans la rendre anémique (Oiseau-Lyre compact ou microsillon 417 235). Superbe réussire, surclassant à mon sens les symphonies n° 31 (Paris) et n° 35 (Haffner) de Mozart par l'Orchestre du dix-huitième siècle dirigé par Frans Brüggen, moins nécessaire, par rapport à ce qui existait déjà (Philips, compact ou microsillon, 416 490).

Pour en revenir à l'«Hérolque»

microsilion, 416 490).

Pour en revenir à l'a Hérotque » de Beethoven, il faut absolument retenir, si l'on préfère une formation «traditionnelle», la leçon de direction donnée par Christoph von Dohnanyi à la tête de l'Orchestre de Cleveland (Telard, compact ou microsilion, 80090».

Leonard Respectie à esterni

microsillon, 80090.

Leonard Bernstein a entrepris une seconde intégrale Mahler, avec pour commencer les symphonies n° 7 (Philharmonie de New-York) et n° 9 (Concertgebouw d'Amsterdam). Versions prises sur le vif (en 1985), d'ane tension extrême

miraculeusement liberte «romanti-que» et sens de la forme (nº 7). Seul ou presque aujourd'hui, Berns-tein poursuit à sa manière la tradi-tion de Bruno Walter (Deutsche Gramophon, deux compacts ou deux microsillons 419 211 (nº 7) et 419 208 (nº 9).

traditions slaves; un beau moment de nostalgie (Rodolphe Produc-tions). La Caduta di Adamo de Galuppi, pour les amateurs des arti-fices et de la séduction du dix-luitième siècle.

Initième siècle.

On allait oublier les Marginalia: un récital de mélodies de Liszt par Hildegard Behrens (DG), les deux portraits consacrés à Alain Vanno (Chant du monde) et Mady Mosplé (EMI), justice rendue à notre école mationale, et, superbe, le merveilleux hommage à Nimon Vallin (EMI), artiste d'exception, versatile et toujours juste.

419 208 (nº 9). A ne pas manquer non plus, la parution en premières mondiales de deux partitions orchestrales tardives deux partitions orchestrales tardives de Vincent d'Indy, le Poème des rivages et le Diptyque méditerranéen, fort bien défendues, comme plusieurs du même répertoire, par Georges Prêtre et la Philharmonie de Monto-Carlo (EMI microsillon 270 3351). Autre découverte, essentielle celle-là: le Lèvre de la jungle, de Charles Koechlin, par l'Orchestre philharmonique de Rhéannic-Palatinat et son chef Leif Segerstam (Cybelia, deux microsillons 352).

Parmi les nouveaux trésors de la

(Cybelia, deux microsillous 352).

Parmi les nouveaux trésors de la collection « Références» se détachent le Quinteste pour clarinette et cordes et le Trio pour piano, violon et cor de Brahms, avec Reginald Kell, Aubrey Brain, Adolf Busch et le Quatuor Busch, pages caregistrées respectivement en 1937 et en 1932. L'interprétation du trio, en particulier, est sans doute la plus grande jamais réalisée, et il est difficile de ne pas être ému aux lurmes cile de ne pas être ému anz larmes par le troisième mouvement (mar-qué «Triste»), où le travail rythmi-que de Busch tient du prodige (EMI, microsillos 2909671).

Restons à la musique de chambre, et saluons avec joie la reparation et saluons avec joie la reparation progressive en compact des quantors de Haydu, magnifiquement enregis-trés au fil des amnées (depuis 1967) par le Quatuor Tatrai, dont l'inté-grale est maintenant presque termi-née. Après l'opus 76 (Hungaroton, deux compacts UC 12812.13), sont ainsi disponibles les six Quatuors contra 71 et 74 (Hungaroton, deux opus 71 et 74 (Hungaroton, deux compacts UC 12246.47), et on annonce pour bientôt l'opus 64.

La sélection des disques rock, jazz, variétés et musiques d'ailleurs sera publice utérieurement

MARC VIGNAL.

Comité des Arcades du Palais-Royal

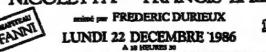
Président d'honneur : Jean-Clande BRIALY

Président : Edward WEIL, organisateur du Noël du PALAIS-ROYAL

NOEL dans le jardin du Palais Royal



- NICOLETTA - FRANCIS LALANNE mint per FREDERIC DURIEUX



A 10 HEURES 30
VENTE AUX ENCHERES SOUS LE MARTEAU DE MAITRE HUBERT LEBLANC,
Commitme Prince à Parie
(Commitme Commitme C

Culture

Fêtes de la musique

Nouveaux supports nouveaux espaces

la création musicale, ainsi que dans

la production, sont immenses. Syn-thétiseur, séquencer, processeur de traitement du son, font désormais

entièrement appei aux techniques

Grace au langage binaire com-

mun, les équipements individuels de création sonore sont devenus indisso-

ciables des équipements employés dans les studios d'enregistrement.

Mêmes synthétiseurs pour tous

Désormais, il est possible pour un empositeur, un musicien, un spé-

cialiste de l'environnement sonore

de travailler chez lui, avec des outils

dont la puissance croît au rythme de

la micro-informatique. Un studio d'enregistrement des années 70 tient

aujourd'hui sur un coin de table de salle à manger, pour un investisse-ment dix à quinze fois moindre.

Quant à la qualité technique et aux

possibilités, aucune comparaison n'est même envisageable...

Même phénomène pour le synthé-

tiscur. Nul n'aurait osé imaginer, y

che les plus importants, la puis-sance, la souplesse d'emploi et la

richesse de timbre atteintes par cer-tains appareils numériques destinés

Ainsi, inéluctablement, amateurs,

semi-professionnels, professionnels, vont utiliser des outils de création

sonores (et visuels) similaires. Cet «accès» de tous à l'outil n'est, là encore, sans doute pas sans consé-quence. Parions que s'écrouleront

combre de tabous, notamment dans

la musique contemporaine, où cer-

L'informatisation des moyens de

création et de production débou-chera, dans les dix ans qui viennent,

sur un nouveau type de diffusion.

Les perspectives, en ce qui concerne la communication d'informations

sonores à distance sont passionnantes. Il suffit pour s'en convaincre ment dans les grosses entreprises lar-

La mise en place de réseaux fait

l'objet d'un immense intérêt de la part des grusses compagnies (IBM, DEC, Bull, etc.). Faire transiter des

millions de fichiers ou de comptes

clients via un réseau transpack est

une pratique courante. Envoyer

depuis un centre serveur de pro-

grammes audiovisuels, dans la

branché chez un particulier, le der-nier album de Grace Jones ou les

quatnors de Beethoven ne pose pas

plus de problème. Ainsi le remplace

ment progressif des supports tradi-

tionnels (disque, disque laser, cas-

sette, etc.) peut-il être très

sérieusement envisagé. Accès à un

large public, aucun stockage, écono-

mie de support, diversité des

sources, diffusion simplifiée et à la

carte, sont les atouts majeurs de cette future distribution audiotélé-

Et bientôt

Lin réseau ne sert pas seulement à transférer ou à recevoir une informa-

tion. Associé à une unité de traitement, il permet également de traite:

l'information reçue, de la compléter,

puis éventuellement de la transférer de nouveau vers l'extérieur. Il est

alors possible d'imaginer un vérita ble échange d'informations musi-cales, on simplement sonores, dont

la richesse, l'intérêt, la complexité,

iront sans cesse croissant. Logiciels musicaux, méthodes d'apprent

assistées par ordinateur (solfège

pratique instrumentale, etc.),

séquences de sons, algorithmes, trouveront là un formidable épa-

généraliser d'ici peu des appareils

espaces sonores programmables. A l'auditeur d'afficher, en fonction de

ses goûts, de l'œuvre programmée.

de son lieu d'écoute, l'espace sonore

qui lui convient. Il pourra également

intervenir directement sur l'interpré-

tation musicale (rythme, timbre, tonalité). Ou bien encore interpréter

un morceau en couplant son propre

instrument à un micro-ordinateur.

Ce dernier conserve la partie instrumentale dans sa mémoire et respecte

toutes les nuances de l'instrument

soliste : simple application d'intelli-gence artificielle, discipline majeure

DENIS FORTIER.

de l'informatique,

Mais il est possible d'aller encore plus loin. Il faut s'attendre à voir se

nouissement.

· Pandiotélématique

émoire d'un ordinateur personnel

gement informatisées.

tains compositeurs, soudain démystifiés, ne pourront plus aussi facile-ment s'abriter derrière un écran de

au grand public!

compris dans les centres de reche

La guerre des supports fait rage.

Tandis que le disque compact triomphe du microsillon,

la cassette audionumérique

Connaissez-vous l'Audio Enginea-ring Society (AES)? Cette société, on plutôt ce club très fermé, regroupe la plupart des chercheurs, industriels et ingénieurs du monde entier, spécialisés dans les applica-tions de l'audio professionnel.

Voilà près d'une quarantaine d'années que ses membres (ils sout environ dix mille dont cent cinretrouvent chaque année aux Etats-Unis, à l'occasion d'un grand congrès complété par une exposition d'équipement, et des conférences. Le rendez-vous 1986 était fixé à Los Angeles.

Enceintes de studio, magnétophones numériques, micros ultrasen-sibles, synthétiseurs numériques, micro-informatique musicale, il y a A, réuni sur quelques centaines de nètres carrés, de quoi faire rêver tons les amsteurs de décibels, musiciens professionnels on simples

Comme le confirme l'engouement du grand public pour le disque com-pact, la numérisation du son est ievenue un objectif industriel et commercial majeur. Derrière les suites de nombres binaires décryptées par le faisceau laser se cache un véritable bouleversement technologique dont les conséquences sur le plan culturel et médiatique sont

Oublions quelques instants le caractère passionnel, émotif, du « produit » fabriqué. La numérisa-tion du son sur disque compact ne correspond à rien d'autre qu'à la robotisation d'une chaîne de fabrica-tion automobile. L'informatisation est incluctable, chez Sony ou Philips comme chez Renault. Il s'agit d'adapter un produit de très grande consommation à une fabrication aussi rentable que possible. Tant mienz si le mélomane est satisfait!

Boycottage des multinationales ?

Mais voici qu'apparaît déjà un nouveau standard : la cassette numérique R-DAT. Mis au point et commercialisé par les Japonais (Sony, Technics, Aiwa et de nombreux autres), le lecteur-enregistreur de cassette numérique s'apprête d'ici moins de six mois à attaquer le mar-

Attaquer est le mot. Car une fois ce support adopté par le public, il y a fort à parier que les ventes de disques compacts subiront un violent contrecoup. C'est ainsi que Philips, inventeur et ardent défenseur du disque à lecture laser, et qui a investi des sommes colossales dans des usines de pressage hautement sophistiquées, a décidé de tout faire pour contrecarrer l'importation européenne de la cassette numéri-

Polygram, EMI et RCA redoutent de voir se généraliser non plus la copie sur cassette analogue, de qualité moyenne, mais une copie namérique aussi bonne que l'origi-nal, elle-même recopiable un nom-bre considérable de lois sans aucune perte de qualité.

Les armes brandies par Polygram sont de deux ordres. La première consisterait à empêcher toute copie directe du disque compact par l'adjonction d'un codage anti-piratage. La parade laisse très sceptiques la plupart des profession-nels, tant elle leur semble facilement

La seconde défense paraît plus sérieuse. Il s'agirait, pour les grandes compagnies discographiques européennes et américaines, de refuser toute duplication de leurs catalogues sur cassette numérique pré-enregistrée. Encore faut-il pour cela que toutes les compagnies se mettent effectivement d'accord et respectent le boycott...

Quant aux lecteurs-enregistreurs, plusieurs dizaines de milliers sont d'ores et déjà emballés au Japon et prêts à être exportés. Leur prix? Aux environs de 8 000 F pour les pour une cassette de deux heures. A terme, le succès ou l'échec du standard R-DAT devreit dépendre du prix de vente du disque compact. Mais, d'après les experts, celui-ci devrait baisser... de moitié pour pouvoir résister avec succès aux atouts de la copie numérique.

Cette informatisation - audioculturelle - n'est, bien évidemment, pas réservée au seul disque compact.

Informations «services»

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4381 HORIZONTALEMENT

I. Manvais effets faisant menvais offet. Fait cracher le venin non sam occasionner de blessures. - II. Dans un état qui peut entraîner une mauvaise conduite et une perte de contrôle. Tend à prouver qu'on a forcé la dose. -

n'était pes question de se croiser les bras. Ce n'est pas ce qu'il y a de meilleur dans le cœur d'une fillette. Préposition.

— IV. Fait passer par de rudes épreuves. Etait loin des yeux mais pas loin du cœur. - V. Son héritage s'est rapidement consumé. C'est sous le manteau qu'il nous faut le regarder. Possessif. - VI. Exami-

III. Avec elle, il

sons toutes les dos que sur les bras. - 7. N'est donc

contures avant de faire des retouches. Fus à l'origine d'un certain renouvellement. - VII. Fait le bonheur des uns et le malheur des autres. Mauvaise mère. VIII. Ne rougit pas quand elle a droit à la bise. Grande nappe. Longue durée. - IX. Met fin aux désagréments provoqués par un «cactus». A fait couler beaucoup de sang y compris le sien. — X. Sou travail l'amena à faire de nompreuses explorations. Conjonction. On ne peut pas dire qu'il n'y a rien à en tirer. – XI. Spécialiste des ren-versements de situation. Murat ne le aisse peut-être pes indifférent. En campagne mais pes en guerre. -XII. Passe d'une forme à l'ordre. Avait du goût pour les études. liquide plutôt - trouble . -XIII. Reçus en même temps qu'adressés. Dans un état qui ne sau-rait être que passager. S'est donc blen éloigné de la réalité. — XIV. A un lit plutôt chaud. Stridente. Gémit parfois malgré son insensibi-lité. — XV. Pas comme il faut. Est

VERTICALEMENT

1. A son utilité pour qui ne désire pas qu'on s'occupe de ses affaires. On ne saurait en venir à bout sans effort. - 2. Donne naissance à maintes tiges. Lieu idéal pour celui qui veut jeter le pierre. - 3. Cochon que nul n'a envie d'engraisser. N'avait pas son pareil pour balayer. nous. A l'étranger. Se termine en pointe. - 5. Est bête comme une oic. Est à même de nous faire « récolter» le grain. - 6. Procède à une fermeture en cas d'évacuation. Mieux vaut encore l'avoir dans le

plus. Où l'on a tout fait pour pouvoir crier victoire. Démontre. S'allonge de jour en jour. — 8. Où il n'est pas de jour en jour. — 8. On il n'est pes rare qu'il y ait de «l'ombre» au tableau. Ne fait pus honneur à ses engagements. — 9. Entrée en matière. Complique la tâche. Exploite un moulin. — 10. Telle qu'elle n'engage pas à éplucher et à dépouiller. Ses capacités intellectuelles furent réduites à rien. On y remaille sure rièces à l'annui. Sont travaille avec pièces à l'appui. Sout bien ancrés. - 11. Son plus vif sou-hait est de faire bonne composition. Est traversée par d'innombrables Bellifontains. Voyait d'un bon œil ceux qui l'écontaient d'une oreille attentive. - 12. Extraite du citron ». Témoin d'une brillante et régulière apparition. - 13. Pronom. Agent de la circulation. S'écarte du Agent de la circulation. S'ecarte du droit chemin. — 14. Rendre toute approche délicate. Personnes haut placées. — 15. Remarqués quand ils sont marqués. Incite à moutrer plus que le bout de l'oreille. Court vers la

Solution du problème n° 4380 Horizontalement

I. Invective. - II. Nouvelles. -III. Séné. - IV. Xi. Némo. -V. Colt. Té. – VI. Unau. Esail. – VII. Si. Annexe. – VIII. Asile. Ré. – IX. Bénitiers. – X. Lé. Ri. – XL Espéranto.

- 3. Vus. La. In. - 4. Eventualité.

- 5. Cène. Net. - 6. Tiemcen. Ira. - 7. Il. Serein. - 8. Vêt. Taxer. -9. Es. Fene. STO.

GUY BROUTY.

e Carnet du Monde

Naissances Marcel et Nicole GOLDMANN, David et Hepaiba SRIQUI, Desis et Ams GOLDMANN,

out la joie d'annoncer la leur petite-fille et fille

Talife

le 28 novembre 1986, à Hausslem. Décès

Nous apprenous in mort, à Paris, lundi 15 décembre, de

Patrick BRACCO.

Sa famille et ses amis out fait savoir qu'il était décèdé du sida. Il était âgé de

[Avec Patrick Bracco dispersit un esprit ouvert et prignel, qui aveit grandement contribus à la découverte ou à la redécou-verte d'aliements indicantus du patrimoine et de l'histoire de l'art des XVIII et XXV ell-cles. Chercheur de l'inventaire, il aveit permis d'ouver une compegne de clesse-ment des boutiques de Paris et constitué les dossiers d'édifices comme l'égles Notre-burne-de-Lorents.]

— M. et M=Pierre Baron,
M. et M™ Pierre Chabot,
M. et M™ Raymond Chabot,
M. et M™ Jacques Massot et leurs enfants

ont la douleur de faire part du décès du Benteanst-colonel René CHAECT,

survetu le 18 décembre 1986, à l'hôpital du Val-de-Grâce, à Paris. Les obsèques seront célébrées le lundi are, à 14 h 30, en l'église de

Cet avis tient lieu de faire-part.

39, rue des Ecoles, 75005 Paris. 9, allée François-Vertier, 31000 Toulouse. « Les Turius ». Ciadre, 03220 Jaligny-aur-Besbre.

- ML Harry GELLER

est décédé le 2 décembre 1986 à Paris. L'enterrement a en lieu le 15 décen M. et M™ Philippe Quennonelle, leurs enfants et petits-cufants, Le RP François Quennouelle, moine bénédictin à l'abbaye Notre Dame de Randol,

M. et M= Jacques Chapeiller, leurs enfants et petits-enfants, M. et M= Henri Quemondile, leurs enfants et petit-fils, Le RP Jean-Claude Quemouëlle,

le RP Jean-Claude Quemoucue, foyer de charité de Bunia, au Zafre, Le RP Alain Quennouélle, foyer de charité d'Osaka, au Japon, M. et M= Guy Quemouélle et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de lour mère, grand-mère et arrière-grand-

M= Louis QUENNOUELLE, née Georgetta Meymbl.

arvenn le 19 décembre 1986, dans sa pastre-vingt-ouzième amée.

La cérémonic religiouse aura lieu le mardi 23 décembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Autenil, à Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, rue La Fonzaine, 75016 Paris.

Remerciements

- 76 Roven

Yvette Aioutz. Jacqueline neage.
Et leur famille,
Et leur famille,
fendément touchées par toutes les marques de sympathie qui leur om été manifestées lors du décès de

M. Issac AlOUTZ.

remercient toutes les personnes qui, par leur présence, leurs envois de fleurs on menages, se sont associées à leur peine.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des cette qualité.

The Art Target Control Balletine

MÉTÉOROLOGIE

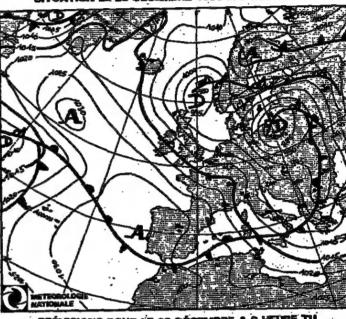
Persistence d'un temps instable deus

ralement accroché avec des averses de neige à partir de 300 mètres. Elles seront plus fréquentes sur l'est du pays, les Alpes, le Jura et les Vosges. Les

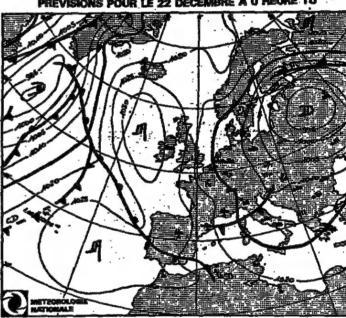
noige deviendront plus continue a le nord-est et en Franche-Comté ies, les averses de phote

Les temperatures an arrest un jour seront de l'ordre de 4 à 6 degrés près des côtes. Dans l'intérieur, il farz 0 à 4 degrés, quelques gelées peuvant se produire dans les endroits abrités. Dans côtes, 10 cm 12 degrés pr diterrance, 2 à 5 degrés dans

SITUATION LE 20 DÉCEMBRE 1986 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 22 DÉCEMBRE A 0 HEURE TU



Y same of a large

S. Mary

The second of the second

Section is trace as

tel comptant

The second

The Paccella

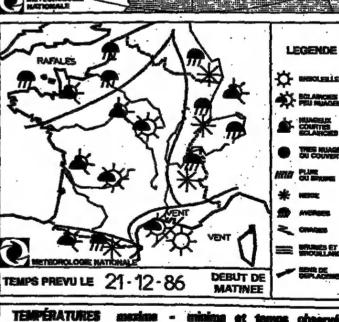
to un-

1 46.34.73.25

Coka William

77.1

100



	Valeus 2 à 6	s ext	rēme	es relevée 20-12-1	s ent	18				196 obs 20-12-18	
F	RANC	E.		TOURS	-	7	3	D	1.08 ANGE	ES 11	9 D
AMCCOD	16	10	D.	70E002.	******	9	6	Ā	LUXBOOL	RG 3	2 7
MARRIE	12	9	A	PORCEAR.	-	30	19	D	MADRID		
BORDEAUX.	11	5	A	Er	RAN	-	-	_	MARRAYO	B 22	
DOUBGES	7	2	N	•		(4)	14		MEADOW.	25	7 D
BREST	8	5	A	ALGER	******	21	9	0	MELAN		7 8
CAB!	7	5	D	ANSTERNAL		5	3	ō	MUNIREAL	13	1 N
CHETROTES	1	5	И	ATRÈMES	-	12	11	N	TENTAL SERVICE	Z	0 0
CERTIFICA	ERA. 7	3	A	BANGERE		32	23	N	MANUEL.	-1	-4 *
DDQN	1	6		LEADER THE		12	4	D	NABION	25	HO
CESSIONLES	MI 11	2		BEIGHTE	*****	9		ō	NEW YORK		3 D
IALE	6	1	D	1 19E11.DN		5	2		020	1	-6
LENOES	5	2	N	BURUE		. 5	2	A	PALMADE	KAL 28	11 D
LTON	30	. 3	D	LE CARE		14	10	7	MEKEN		-9 D
MARSELLA	WR. 13	2	D	CORDINGU		4	6	o	ROBIA	EEO . 27	24 C
HANCY	5	2	N	DAKAR		2	70	D	200E	12	7 P
MANUE			N.	DELEN :		12	5	Ď	SENGAPOU	32	25 A
NCE	16	5	. D	DEEPA		17	14	Ď	STOCKERY	Ki.,1	3 4
PARIS-MIRE		3	N	GENEYE	-	4	1	'n	SYDNEY		
MJ		6	7	BONGEONG	-america	17	12	D	TOETO	22	19 N
REFIGUR		7	Ā	STANGE.	-	17	6		70210	18	7 D
1000 est		4	ä	ENSALEM	****	12	7	Ā	TUNES	19	10 N
SI ÉLEPPE	9	. 2	Ā	TZSCHÓE "	-	15	-	P	TARSONE	5	0
STASSOR		7	Ĉ	LONGES	*****	-	11	P	AEMES ""	Perture 12	. 2 D
			-	LINES	******	7	1	D	VIENE		· 2 A
A	B		C	D	N		()	P	T	*
\$TELET	brume	6	vert	dépagé	Cic Tage	i Bux	Ġ.	gc.	plaie	tempéte	neine

* TU = temps universel, c'est-è-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; haure légale moins 1-





Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Line Services Jane Grand

The state of the s

Secretary of the secret

Control of the Contro

Les jours de première stat indiquée entre normalisées. LE CERMIN D'ANNA BARGETON, Emerica (42-78-46-42), 19 h. (17). DESEES PARADE, Thélère de la Villa (42-74-22-77), 18h (18).

UBU BOL Gennevilliers, Theatre (47-93-26-30), 20 h 30 (19). HORSPARES

CLERMONT-FERRAND, Bingo, de-Bond, par Georges Bonnaud avec les Chiens jaumen, les 17, 18, et 19 décembre à la Maison des comprès (73-91-07-44). MONT-DE-MARSAN, Britannique, par le Thétire de Peu (58-75-74-83), salle Bellegann à Pessac, les 17 et. 18 décembre.

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71), sam: 17 h et 21 h, dim. 3 h 30 : Lily et Lily. ARCANE (43-38-19-70), h 30, dim. 17 h:

ARTISTIC-ATHEVAINS (43-53-27-10),
sum. 20 hill les Criminels, (dern.),

ARTIS-HEBERTOIT (43-67-23-23), sum.
20 h 30, 2- épisode : Arismo on l'Age d'or,

ASTRILE-THÉATRE (42-38-35-53),
sum. 20 h 30, dim. 16 h : Mon lándásle. ATALANTE (46-06-11-90), 18 h 30 : le Dernière Nuiz de Marsay. ATELIER (46-06-49-24), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30; Adrison Monti.
ATHÉNÉE (47-42-67-27), Salie L.Jouvet, sam. 20 h 30; Madame de Sada,

BASTILLE (43-57-42-14), mm. 21 1 30,

CITÉ INTERNATIONALE (45-92-38-69), Resserre, sam. 20 h 30 : Mage Perrotin, (deru.). COMÉDIE. DES CHAMPS-ÉL (47-20-08-24), sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Clérambard. COMÉDEE CAUMARTIN (47-42-43-42), sum. 21 h, dim. 15 h 30 : Raviese dormir à l'Elysée.

COMÉDIE ITALIENNE (41-21-22-22), sem. 20 h 30, din. 15 h 30 : Ocisado Feriosa. COMPOSE DE PARIS (4241-60-11), sam TB 30 m 21 h, dim. 15 h 12 : Poli

de carous.

DAUNOU (42-61-69-14); 20 h 30: Y seel.

23-35-10); sam. 18 h et 21 h, dim.
15 h 30: Tot quel.

15 h 30: Tot quel.

20 h 30; heart sam. 22 h, dim. 17 h:
Neftre on nafere pas.

DEX RECURSES (42-64-35-90), sam. 16 h,
dim. 18 h 30: Sicound; sam. 20 l
dim. 16 h: les l'amansament de Merinia.

20 h 30; victor ou les aminus au pouvoir.

12-36-11-12), sam.
20 h 30: Victor ou les aminus au pouvoir.

12-36-11-12), sam.
20 h 30: Finch cateur.

13-36-11-12-11-1

20 h 30, dim. 16 h : Solons de la via de cabots. HDOUARD-VH (47-Q-57-49), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dbm. 15 h 30 : ios

ESPACE GAITE (43-27-93-94), sum. 20 h 30, dim. 16 h : June couple ; sum. 22 h 15 : Confidence. ESPACE (43-75-50-25), sam. 22 h 30 : Une femme légère.

ESPACE MARAIS (42-71-10-19), ann. et dim. 20 h 1 : l'Amour en pièces. ESSAION (42-78-46-42), sam. 17 h et 1 30, chm. 1 : le Chemin d'Ames.

PONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (47-37-53-31), sam. TONTAINE (48-74-74-40), sam.

17 h 30 et 21 h : le Système Ribertier.

GATTÉ MONTPARNASSE. (45-26-14-39), sam. 18 h 30 et 20 h 45, dim.

15 h : le Pausé défini (spectacle Jean Corresus):

Contem); GALERIE SS (43-26-63-51), 19 h : Duet for One, dern. is 20 ; 21 h : Happy Dage, dern. is 20. GUICHET MONTPARNASSE (43-27-

88-61), sem. 19 h : La vie cut un grand toboggan : essa. 20 h 30 : Naftre cut un pas naftre. GRAND EDGAR (43-20-90-09), som. 20 h 15 : la Drague : 22 h : la Mariés mise à m par ses céliberaires, même. HOTEL LITETIA (45-44-38-10), mem.
20 h 30 : Fin de tournage.

HUCHTETE (43-26-38-99), 19 h 30 : la
Cantatrico chance ; 20 h 30 : la Lopce.

LA ERUYÈRE (48-74-76-99), mm. 21 h,
dige. 15 h : la Value du hamard.

> Livres anciens et modernes achat comptant Littérature générale, Sibliophilie, Benez Acts, Milosophie, Histoire, PERIPPE-AUGUSTE 19 res de Carlinal Lensino 75005 PARS DISTRIBUE UN CATALOGUE (1) 46,34,73,25

IXICERNAIRE (45-44-57-34), II : sam.
19 h 45 : Arloquin serviceur de doak medtres ; 22 h 15 : Alms accs
MADELETINE (42-65-07-09), sam.
16 h 30 et 21 h, dim. 15 ii 30 : Deak sur
la bahagoire.

MARAIS (42-78-03-53), seen, 20 h 30 ; in MARAIS (42-78-03-03), sem. 20 u su : m Comédie sans titre. MARIGNY (42-56-04-41), sant. 21 h, dint. 14 h; m et 18 u 30 : les Brumes de Man-chester : Petita mille (42-23-20-74), sant. 21 h, dint. 15 h et 18 h : P. Homme gris.

MARIE-STUART (45-08-17-80), sam, 18 h 30 : la Maison des hommes ; sam, 20 h 15 : Savago/Love ; sam, 22 h : Julie.

MATHURINS (42-65-90-00), sam, 18 h az 21 h, dim, 15 h 30 : les Petits Olsenot. MICHEL (42-65-35-02), sam. 18 h 45 or in h 40, dim. 15 h 30: Pyjsma pour siz.

MICHODIERE (47-42-95-22), sam. 18 h 30 ot 21 h, dim. 15 h : Double mixte.

MOGADOR (42-85-28-80), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Papage.

dim. 15 h : l'Avace. MODERNE (48-74-10-75), 21 h, dim. 16 h : Financian de M. Descarina avec M. Pascal le Joune.

MONTPARNASSE (43-22-77-74), Grande salle, sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : In Maison de lac. Petite salle, sam. 21 h, dim. 16 h : Bonsoir manne. NOUVEAU THE MOUFFETARD (43-31-11-99), sem. 20 h 30, dim. 15 h 30 :

NOUVEAUTÉS (47-70-32-76), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Mais qui est qui ? qui est qui ?

CEUVRE (48-74-42-52), sam. 20 h 45, dim. 15 h : Léopold le bien-aimé.

PALAIS INES GLACES (46-07-49-93), Grande saile, sam. 20 h 30 : F. Chopel; 22 h 15 : Kilowatt. Petite salle, sam. 21 h : Une mouche dens la tête. PALAES-ROYAL (42-97-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 :

PARIS-VILLETTE (42-03-02-55), sem. 21 b, dim. 16 h 30 : Etnis d'amour. PLAINE (42-50-15-65), h h h dim. 17 h: Amesamour. POCHE (45-48-92-97), stm. 21 h, dim. 15 h: Amédée on comment s'en débar-

PORTE DE GENTELY (45-80-20-20),
sam. 20 h 30, dim. III h | Edda Gabler.
POTINIÈRE (42-61-44-16), sam. 18 h et
21 h, dim. 15 h; Char en poche.
RENAESSANCE (42-08-)8-50), sam.
21 b : la Malson der Jeanne et de la
celture.

ROSEAU - THEATRE (42 - 72 - 23 - 41), les jours impains : I'nt tout mon tamps, où êtos-rous ? ; ke Jours pairs : En ploins mar ; 20 h 45 : Histoire de Mahen le bou-

cher.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47), sam.
20 h 35, dim. 15 h : Faisons un rôve.

SAILE VALHUBERT. (45-84-30-60),
sam. 20 h 30, dim. 15 h : le Conte d'hiver.

SPLENDED SAINT-MARTIN (42-0821-93), sam. 21 h : le Cockell C.

STUDEO LES CHAMPS-FLINEELS (4721-35-50) - sam. 18 h st. 21 h . dim.

23 h 30: Nous on fait of on nous dit de

THEATRE DE L'EURE (45-41-46-54). TEL 13 (45-88-16-30), sam. 20 h 30, dim. 16 h : l'Enfant cafoni.

THÉATRE DU TEMPS (43-35-10-88), nam. 18 h 30: Père Ubu et Daruma; nam. 20 h 30: Amigone.
TH. DU ROND-POINT (42-56-60-70), Gennie mile, le 20 à 20 h 30, le 21 à 15 h : les Salons. Petite suite, son. 20 h 30, dhn. 15 h : Pour un oul pour un non.

TINTAMARRE (48-87-33-82), sam.
18 h 30 : Un Broadway nomine Desir;
20 h 15 : A star it benr; 21 h 15 : Azimut et Trêmouille; 22 h 30 : H. pour

TOURTOUR (48-57-52-48), sam. 18 h 45 + hs 21 à 15 h : Des nonvelles de Bras-sens; 20 h 30 : le Petit Prince; 22 h 15 : (Fill-pour deuil... s'il vous plaft, vous m'oublierez. m'osblierez.
TEISTAN-BEENARD (45-22-08-40),
san, 21 h : les Tampes niveaux.
VARIETES (42-33-09-92), sam, 18 h : 30 et
21 h : 30; dim. 15 h : 30 : le Tombeux.

Les cafés-théâtres

AU BEC WIN (42.96-29-35), sam.
20 h 30 : Devos existe, je l'ai rencontré;
sam., dim. 21 h 45 : l'assure à tes risques : sam., dim. 23 h : De Belleville à
Byzznec.

BYERGE.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), L.

SED. 20 h-15: Arenh = MC2; 21 h 30:

les Démones Loulou; 22 h 30: TEudie
des blaireaux. — IL 20 h 15: les Sacrés
Monstres; 21 h 30: Last Lanch - Dermier

Emmes; 22 h 30: Last Lanch - Dermier

Service.

LE BOURVIL (43-73-47-84), sem.

20 h 15: Pas deax comme elle; 22 h; Toi
aussi comme tout le monde.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), L sem.

20 h 15 et 23 h 45: Thens, will deux boudus; 21 h 30: Mangeuses d'homnes;

22 h 30: Ortica de secours. - II. 21 h 30:
le Chromosome chatonilleux; 22 h 30:
Elles nous veulent toutes. CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-51), sum. 20 h : la Conscience trationale des fairms d'élevage ; sam. 22 li 15, dim. 20 li 30 : Sous-col.

CTTHEA (43-57-99-26), same 22 h 15 :

DERNIÈRES

CHAIL ECHANGE PAUL CLAUDEL - ANTOINE VITEZ GRAND THEATRE 47 27 81 15 THEATRE DU 6 NOVEMBRE AU 24 décembre à 20 h 30 N ATIONAL RELACE dimanche soir et lundi

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements l'ensemble des programmes ou des salles lde 11 li à 21 h sauf dimanches et jours limited Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Samedi 🔰 – Dimanche 21 décembre

PETIT CASINO (42-78-36-50), sam, 21 h : Les oles sont vaches ; 22 h 15 ; Nous, on some.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), sam, 20 h 15: D. and J. Memories; 21 h 30, 24 h: Nos désirs fom désordra; sam, 22 h 30: Pièces désachées. PROLOGUE (45-75-33-15), sam. 21 h, dim. 15 h 30 et 18 h : De Beangrenelle à Bornéo.

RANKLAGH (42-88-64-44), sem. 10 1 30 : Laissez-les vivre. SENTIER DES HALLES (42-36-37-27), sam. 22 h : Alea jacta est. SPLENDID ST-MARTIN (42-08-21-93), sam. 21 h : Tom

La danse

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17), sam. 20 il 30 | Minuit maximum. sam. 20 ii 30 | Minuit maximum. CYTÉ INTERNATIONALE (45-89-38-69), sam. 20 h 30 : l'Alphabet des

ESPACE MARAIS (42-71-10-19),

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALE (42-33-37-71), 23 h : Jess d'échappement, dern, le 20. CAVEAU DE LA HUCHRITE (43-26-65-05), El b 30 : D. Doriz Sextet. CHAPELLE DIES LOWBARDS (43-57-24-24), lo 20 à 22 h 30 : Officient of Afri-can Music.

CITHEA (43-57-99-26), la 20 ; Anogymes. DUNORS (45-84-72-00), le 20 à 20 h 30 : A.H. Big Band ; le 21 à 20 h 30 : J. Tako, O. Johnson, K. Certer. GIBUS (47-00-78-88), lo 20 à 22 h : Strutter.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE (42-49-77-22), 20 h; B. Lavilliens, dern. MAGNETIC TERRACE 22 h : S. Reaves Phillips

PRITT JOURNAL ST-MICHEL (43-26-28-59), sem. J. Caroff Juzz. PETIT JOURNAL MONTPARNASSE. (43-21-56-70), sem. 21 h: Quintette de Paris.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : J. Seidero, H. Seilin, R. Del Fra, E Descriero H. Dervisa.

LA PINTE (43-26-25-15), le 20 à 21 le |
Quartet J.-Ph. Bordier.

SLOW CLUB (42-33-84-30), les 20, 21 le
H le 10 S. Guerauh, B. Vasseur.

SUNSET |42-61-46-60), 23 h : O. TROTTO(RS DE SURNOS-AIRES (42-33-58-37), : M. Montalvo, R. Funaz, L.

Festival d'automne

(42-96-12-27) THÉATRE DES BOUFFES DU NORD, sam. 20 h 30, dim. 15 li : le Récir de la servante Zorline.

cinéma

La Cinémathèque

CHARLOT (47-04-24-24) SAMEDI 20 DÉCEMBRE Hommage à la Cinémathèque des armées: 15 h, Algérie : Visions d'Algérie : 1956/58 ; 17 h, Algérie : De Gaulle 1956/58 ; 17 h, hommage à Gaumons : Un condemns à mort s'est échappé, de R. Breesen ; 21 h, 20 ans de Studio Action — Carte blanche à Causse et Rodon : les Contes de la lane vague après le pluie, de K. Minogaciel.

DEMANCHE 21 DÉCEMBRE Cycle : Les grandes restaurations de la Cinémathèque Française : 15 h, Figaro, de G. Ravel : 71.h, le Venn gras, de S. de Poli-gry 19 h, hommage à Gaumout : Assastins et Voleurs, de S. Guirry ; 21 h, 20 ans du Sundio Action — Certe bianche à Causse et Rodon : la Charge fantastique, de R. Walsh.

BEAUBOURG (42-78-35-57) SAMIRIDE 28 DECEMBRE

Un mattre du sérial américain : William Witney: 15 h, Mysterious doctor Satan, de W. Witney: 15 h, Mysterious doctor Satan, de W. Witney: 19 h 45, Aspects du cinéma de la République de Chrée : Er Woo Dong, de C. H. Lee; 21 h 45, le Coucon chamte-t-il la mit ? de J.W. Chang.

DIMANCHE 21 DÉCEMBRE Us maître du séciel américain : William Winnty : 15 h, Adventures of exptain Mar-vel, de W. Winney : 19 h, Aspects du cinéma de la République de Carés : Agatha de El M. Khu ; 21 h, Soiell brâianz, de M.

Les exclusivités

33-10-82). AFTER HOURS (A., v.o.) : Le Triomphe, AFTER HOURS (A., v.o.): La français, 9 (45-62-45-76).

AJANTREE (Ind., v.o.): Rápublic Chéma, 11* (48-05-51-33).

ALIENS, LE RETOUR (A.) (*) v.l. | Lumière, 9* (42-46-49-97).

L'AMOUR SORCIER (Esp., v.o.) :
Latine, 4' (42-78-47-86).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) :
Grand Pavols, 15' (45-54-46-85).

ASTERIX CHEZ LES BRETONS (Fr.) :
Gannost Halles, 1" (42-97-49-70) :
Bichelies, 2" (4 15-70) : 11 Iniliae
Odéon, 6" (4 15-11) : Coinée, 8"
(43-59-29-46) : Georgo-V, 8" (45-6241-46) : Paramount Opéra, 9" (47-4256-31) : LIGC Gare da Lyon, 12" (43-4301-59) : Fauvette, 13" (43-31-60-74) :
Miramer, 14" (43-20-89-52) : Geumont
Parasse, 14" (43-20-89-52) : Geumont
Convention, 15" (43-28-42-27) : Pathé
Clichy, 18" (43-27-34-30) : Gammont
Alésis, 14" (43-27-34-30) : Gammont
Alésis, 14" (43-27-34-30) : Gammont
ANDESSA (5" (43-25-19-90) : Gammont
Ambassada, 8" (43-25-19-90) : Gammont
Ambassada, 8" (43-59-19-06) :
Gammont Parasses, 14" (43-35-30-40).

BANCO (") (A., v.l.) : Gabé Roche-

BANCO (*) (A., v.l.): Galis Roche-chourt, 9 (48-78-81-77).
LES RALESCURS DU DÉSERT (Tuni-nien, v.a.): Utopia, 9 (43-26-84-65).

sien, v.o.): Utopia, 5° (43-26-84-65).

BASH, DETECTIVE PRIVÉ, (A., v.o.):
Ambassade, 8° (43-59-19-08); v.f.:
Forum Aro-acciel, 1° (42-97-33-74);
Grand Rex. 2° (43-36-33-93); UCG
Montperman, 6° (45-74-94-94); UGC
Emminge, b° (45-63-16-16); UGC Gara
de Lyon, 12° (13-36-31); UGC Odéon, 6°
(42-25-10-30); UGC Nation, 12° (4343-04-67); Mistral, 14° (45-39-52-43);
Napoléon, 17° (42-67-63-42); Pathé Clicky, 13° (43-22-46-01); Secrétan, 13°
(42-41-77-99).

BEAU TEMPS, MAIS ORAGEUX EN
FIN DE JOURNÉE (Fr.): Utopia, 114(43-26-84-65).

BERDY (A., v.o.) : Bolts & films, 17* (46-22-44-21).

BRAZZI. (Brit., v.o.) : Epéc-de-Bois, 5-(43-37-57-47) : Saint-Lambert, 15 * (45-32-91-68). 32-91-68).

CAP SUR LES ETOTLES (A., v.f.):
dio de la Contrescarpe, 5' (43-25-78-37).

CHAMBER AVEC VUE (Brit., v.o.);

Gaumont Halles 1" (42-97-49-70);

14 Juillet Odéon, 6' (43-25-59-83);

Pagode, (47-05-12-15); Gaumont

LES FILMS NOUVEAUX

ATTENTION... PRIVES, film améd-cain de F. Ottoni (v.e.): Forum Orien-Express, 1" (42-33-42-26); George V, 8" (45-62-41-46) (v.L.); UGC Montparrasse, 6" (45-74-94-94); Lumbre, 9" (42-46-49-07); Manferille, 9" (47-70-72-86).

Mantville, 9 (47-70-72-86).

JUMPIN'S JACK RLASH, film amiricain de P. Marshall (v.a.) Ciné-Beanbourg, 3º (42-71-52-86); UGC Denton, 6º (42-25-10-30); UGC Champs-Buyden, 8º (45-62-20-40); 14 Juillet-Beangrenfle, 19º (45-75-79-79); (v.f.) Rex, 2º (42-36-83-93); UGC Memparmense, 6º (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8º (45-74-95-40); UGC Gara de Lyon-Bastille, 12º (43-43-01-59); UGC Gobelina, 13º (43-30-52-44); Mistral, 14º (45-39-52-43); Images, 18º (45-22-47-94); Sécrétan, 19º (42-41-77-99).

(45-22-47-94); Sécrétan, 19 (42-41-77-99).

LA POELE JOUENÉE DE FERRIS BUELLER, film américain de Petris Bueller (v.o.) : Gaumont-Halles, 1st (40-26-12-12); Gaumont-Opéra, 2st (47-42-60-33); Hautofewille, 6st (46-33-79-38); Gaumont-Amhasando, 4st (43-59-19-06); (v.f.), Gaumont-Richelieu, 2st (42-33-56-70); Paramonat-Opéra, 9st (47-42-56-31); Bastille, 1st (43-42-16-40); Farvette, 1st (43-31-56-86); Gaumont-Alésia, 1st (43-27-84-50); Mirama, 1st (43-27-84-50); Mirama, 1st (43-27-84-50); Gaumont-Paramon, 1st (43-27-84-50); Gaumont-Paramon, 1st (43-28-85-77).

LA REZINE DES MERGES, film sovié-

tique de L. Atsunamov.

LE DÉSERT ET L'ENFANT, filmsoviétique de O. Sourov, (v.l.),
Cosmos, & (45-44-28-80); Triomphe, 8 (45-62-45-76). LA VÉRITABLE HISTOIRE d'AH. Q. film chimis de C. Fam, (v.o.), Studio 43, 9: (47-70-63-40).

IE NOM DE LA ROSE, film francais de J.-J. Annaud, (v.o.), Royam
Horizon, 1" (45-08-57-57); CinéBenhourg, 3" (42-71-52-36); Bantefenille, 6" (46-33-79-38); UCG
Danton, 10" (42-25-10-30); 10"
10" (47-0512-15); Marigann, 5" 10"
10" (47-0512-15); Marigann, 5" 10"
10" (45-63-16-16); Kinopanoraton, 5"
10" (45-63-16-16); Kinopanoraton, 5"
10" (45-63-16-16); Kinopanoraton, 5"
10" (42-36-83-93); Impérial, 2" (47-4212" (42-36-83-93); Impérial, 2" (47-4212" (42-36-83-93); Impérial, 2" (47-4212" (43-33-13"); Paramount, 5" (43-4314" (43-23-43-13"); Nation, 12" (43-4316-16); Galaxie, 13" (43-3116-16); Galaxie, 13" (43-3116-16); Galaxie, 13" (43-3116-16); Galaxie, 13" (43-3116-16); Galaxie, 13" (45-8016-16); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Maillot, 17"
17" (47-48-06-06); Pathé Wopler, 18"
14" (45-22-46-01).

LES FUGITIFS, film français de R.

(47.48-06-06); Pathé Wepler, 18*
(45-22-46-01).

INS FUGITIFS, film français de F.
Veber; Gaumont-Halles, 1* (40-2612-12); Gaumont-Cepta, 2* (47-4210-39); Gaumont-Richelies, 2* (4213-35-6-70); Bretagne, 6*
Interpretable (43-33-35); Talling St.
Germain, 6* (42-22-72-80); Ambassade, 8* (43-89-19-08); St. Lezure
Pasquier, 8* (43-87-35-43); UGC
Biarritz, 8* (45-62-20-40); Nation,
12* (43-43-04-67); UGC Gare de
Lyon-Bustille, 12* (43-43-01-59);
Fauvette, 13* (43-31-56-86);
Galaxie, 13* (45-80-18-03);
Gaumont-Alésia, 14* (43-2784-50); Gaumont-Parasse, 14*
(43-35-30-40); Gaumont-Convention, 15* (48-22-42-27);
14 Juillet-Beaugramelle, 15* (45-7579-79); Maylair, 16* (45-2517-06); Minilex, 17* (47-48-06-06);
Pathé-Wepler, 18* (45-22-46-01);
Gaumont-Gambetta, 20* (46-3610-96).

Opéra, 2 (47-42-60-33] : III Ambassade, 3 (43-59-04-67) 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81), Bienvenlie Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; 14 Juillet Beangrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Gammont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

CHARLOTTE FOR EVER (Fr.) (**): Forum, 1** (42-97-53-74) : Richelien, 2** (42-33-56-70) : 14-Juillet Odéon, 6** (43-25-99-3) ; Marignan, 3** (43-59-92-82) ; Français, 9** (47-70-33-88) ; Français, 9** (43-21-2-96) ; Gammont Convention, 15** (48-22-42-77) ; Gambetta, 20** (46-36-10-96) ; Gammont Alésia, 14** (43-27-84-50) ; Pathá Chechy, 8** (45-22-46-01).

LE CHEVALIER A LA ROSE (Al., v.o.) : La Bohe à films, 17** (46-22-44-21).

LA COULEUR POURPRE (A., v.o.) : Saim-Michel, (43-26-79-17) ; Cinoches, 8** (46-33-11) ; v.f.: Impérial, 2** (47-42-72-52) ; mo. 28, 18** (46-06-30-07).

LES COULEURS DEI POUVOIR (A., v.o.) : LES COULEURS DE L

30-07).
LPS COULISSES DU POUVOIR (A., v.o.J.; George V, E (45-62-41-46); Parassiens, 14 (43-20-32-20). COURS PRIVÉ (Fr.): Forum Orient-Express, 1= (42-33-42-26); Français, 9= (47-70-33-88); Montparususe Pathé, 14= (43-20-12-06); George-V. ■ (45-62-

41-46). LE COUREUR (Izanies) (*.o.) Utopia, 5 (43-26-84-65)

(43-20-84-5).

LA DERMERE IMAGE (Franco-Algérien): Quintette, 5- (46-33-79-38);
Mercury, 2- (45-62-96-82); Lumière, 9- (42-46-49-07); Parassiem, 14- (43-20-90-19)

30-19). DÉSORDRE (Fr.) : Luxembourg, 6 (46-DESORTING: (Fr.): Liminoury, 6 (48-33-97-77).

DEUX FLICS A CHICAGO (A., v.c.):

U.T. Normandie, 9 (45-63-16-16);

v.f.: UGC Montparasse, 6 (45-74-94-94); Hellywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

LE DIAMANT DU NIL (A., v.c., v.f.) : Espace Gahá (h. sp.), 14 (43-27-95-94). DIONYSOS (Pr.) : Panthéon, 5 (43-54-

DOUBLE MESSIEURS (Pr.): St-André-des-Arts, 6° (43-26-48-18); Républic Cinéma, 11° (48-05-51-33). EMMANUELLE IV (**) : George-V, & (45-62-41-46).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A., v.f.) : La Géode, 19 (42-05-06-07). La Géode, 19* (42-05-06-07).

DOWN BY LAW (A., v.o.): Gammont
Halles, 1#* (42-97-49-70); Gammont
Opéra, 2** (47-42-60-33); St-Andrédes-Arts, 6** (43-25-48-18): Colisée, 8**
(43-59-29-46); 14 Inillet Bastille, 11**
(43-57-90-81); Bacurial, 13** (47-0728-04); Gammont Parmase, 14** (43-3530-40).

30-40).

L'ENTERREMENT DU SOLEIL (Jap. v.o.): Ciné Beaubourg (h. sp.), 3º (42-71-52-36); 14 Juillet Parnesse, 6º (43-26-58-00).

26-58-00).

L'ESQUIMAUDE A FROID

VO.): Utopia, F (43-26-84-65).

RAUBOURG SAINT-MARTIN (Fr.):

Reflet Logos, S (43-54-42-34).

LA FEMME DE MA VIE (Fr.): UGC

Blarrier, F (45-62-20-40); UGC Boule
43-27-52-37).

GENESUS II. VA.): Demint, 14* GENESIS | VA.) : Denfert, 14

L'HISTOIRE OFFICIELLE (Arg., v.o.) : Denfert, [43-21-41-01).

HEGHLANDER (A., v.n.): Grand France 15 (45-54-46-85).

HOWARD (A., v.n.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); Danton, 6* (42-25-10-30); George V, 8* (45-62-41-46); Marrigman, 8* (43-59-92-82). — V.f.: Rest, 2* (42-36-83-92); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); UGC Gobelins, 13* (43-26-23-44); Montparmasse Pathé, 14* (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15* (45-79-33-00); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01).

JEAN DE FLORETTE (Fr.): Forum

Uneny, 18" (45-72-46-01).

JEAN DE FLORETTE (Fr.): Forum
Orient Express, 1st (42-33-42-26); Gaument Opéra, 2st (47-42-60-33); Ambasside, 2st (43-59-19-08); Momparma, 1st
(43-27-52-37); Convention St-Charles,
15 (45-79-33-00).

15 (45-79-33-00).

LE JOUR DES MORTS-VIVANTS (A., v.n.): Forum Mail Express, 1* (42-33-42-26); UGC Ermitage, * (45-63-16-16): St-Germain Huchette, 5* (46-33-63-20). - V.f.: UGC Montparmasse, 6* (45-74-94-94); Mazéville, 9* [47-76-72-86); HITH Boulevard, * (45-74-95-40); UGC Gobelins, II. (45-74-94-94); WAMMATE (Fig. 25-44).

23-44).

KAMIKAZE (Pr.): Gaumont Halles, 1st (42-97-49-70); Rex., 2st (42-36-83-93); Clufe (42-97-49-70); Rex., 2st (42-36-83-93); Colinée, 4st (43-59-29-46); Publicis Elysée, 4st (43-57-90-81); Miraman, 14st (43-20-89-52); Gaumont Parasset, 1st (43-37-90-81); Miraman, 1st (43-38-30-40); Gaumont Convention, 1st (43-38-42-27); 14-Juillet Beaugrandle, 1st (43-75-79-79); Gaumont Alésia, 1st (43-75-84-50); Pathé Clichy, 1st (43-24-46-01).

22-46-01). LA LÉGENDE DE LA FORTERESSE DE SOUBAM (Sov., v.o.) : Reflet Loges, 5 (43-54-42-34); Cosmos, 6 (45-44-28-80); Belzec, 8 (45-61-10-60). LE MAL D'AIMER (Fr.-It.): Forma Horizon, 1" (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Studio de la Harpe, 5 (46-34-25-52); Ambassade, 8' (43-59-19-08); Galaxie, 13" (45-80-18-03); Parnassiens, 14' (43-20-32-20).

18-03); Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

MANON DES SOURCES (Fr.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); Gaumont Richelies, 2* (42-33-58-70); impérial, 2* (47-42-72-52); Bretagne, 6* (42-22-57-97); Marignan, 3* (43-59-92-82); Publicis Champs-Elysées, 8* (47-20-76-23); St-Lazare Pasquier, 3* (43-37-35-43); Français, 9* (47-70-33-88); Bastille, 11* (43-42-16-80); Nation, 12* (43-43-04-67); Escurial Pancasma, 13* (47-07-28-04); Fauvente, 13* (43-31-60-74); Mistral, 14* (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Maillot, 17* (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01); Quintente, 5* (46-33-79-38); Maxéville, 9* (47-07-28-60).

MAUVAES SANG (Fr.): Ciné Beau-

(47-70-72-86).

MALVARS SANG (Fr.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36); Saint-Germain des Prés, 6° (42-22-87-23); UGC Biarritz, 3° (45-62-20-40); UGC Montparnesse, 6° (45-74-94-94); UGC Boulevard, 9° (45-74-95-40); Convention St-Charles, 15° (45-79-33-00).

MAX MONI AMONI 10° (Fr.): 1 St Charles, 15 (45-79-33-00).

MAX MON AMOUN (Fr.): Lucernaire,

Saint-Paul (C. Besinet).

6 (45-44-57-34).

MÉLO (Fr.): 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83).

«Une heure dans l'île Saint-Louis», 10 heures, 11 h 30, 14 h 30, 16 heures, métro Pont-Marie (M. Ch. Lasnier).

MÉMOIRES DU TEXAS (A., v.o.):

- (45-74-94-94);

- (45-62-20-40).

LES MINIPOUSS (Fr.): Saint-Ambroise, 11° (47-00-89-16);

Lambort, 15° (45-32-91-68); Montparna, 14° (43-27-52-37).

MISSION (A., v.o.): George V, 9° (45-62-41-46). — V.f.: Français, 9° (47-70-33-88); Parnassiens, 14° (43-20-32-20).

MON AMI IVAN LAPCHINE , v.o.): Epéc de Bois, 5° (43-37-57-47).

MY BEAUTITUL LAUNDRÉTIE MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE
(Brit., v.o.): Cinoches, & (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A.,

v.o.): Triomphe, 8 (45-62-45-76).

NOIR ET BLANC (Fr.):
bourg, 3 (42-71-52-36).

bourg, 3° (42-71-52-36).

OUT OF AFRICA (A., v.o.): Publicle
Matignoo, 8° (43-59-31-97).

IPASSAGE (Fr.): Rorum Horizon, 1°
(45-08-57-57); Rex, 2° (42-36-83-93);
UGC Montparasse, 6° (43-74-94-94);
UGC Odéon, 6° (42-25-10-30): Biarritz, 8° (45-62-20-40); UGC Normandie, 8°
(45-63-16-16); UGC Boulevards, 5° (45-74-95-40); UGC Gare de Lyon, 12° (43-36-23-44); Mistral, 14° (45-39-52-43); Montparaos, 14° (43-23-237); Convention St-Charles, 15° (45-79-33-00); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Maillot, 17° (47-48-06-06).

PÉRIN CENTRAL (Fr.): Républic

PÉKIN CENTRAL (Fr.) : Républic Cinéma, 11° (48-05-51-33). LA PURITAINE (Fr.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36); George II, III (43-62-41-46); 14-Juillet Bestille, 11º (43-57-90-81); Parusssiens, 14º (43-20-32-20); Racine Odéon, 6º (43-26-19-68).

LE RAYON VERT (Fr.): Paraesians, 14 (43-20-30-19).

PECHERCHE SUSAN, DESESPEREMENT (A., v.o.): Studio (h.sp.), (43-54-72-71).

(h.sp.), (43-54-72-71).

ROSA LUXEMBURG (All., v.o.):

Parnasse, 6 (43-26-58-00).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.): Grand Pavois, 13 (45-54-46-85).

RARKAULTUS (Fr.); Cinoche (h.sp.), 6 (46-33-10-82); St-Ambroise, 11 (47-00-89-16).

SCANDALZUSE GILDA (**) (IL., v.o.): Triomphe, 8 (45-62-45-76).

SDD ET R. (**) (45-62-45-76); Utopia, 9 (43-26-84-65).

LE SINIEME IOUR (Eavotiae, v.o.);

LE SIXIÈME JOUR (Egyptien, v.o.) : Epéc de les (43-37-37-47).

SOLETI. DE NUIT (A., v.o.) : Templiers, 3* (42-72-94-56). STOP MAKING SENSE (A., v.o.): Escarial Panorama (h.sp.), 13º (47-07-28-04).

28-04).

STRANGER THAN PARADESE (A., v.o.): Reflet Logos, 5* (43-54-42-34).

TERRE JAUNE (Chin., v.o.): Utopia, 5* (43-28-84-65).

THE ACTRESS (A., v.o.): Action Christine, 6* (43-29-1)-30).

THERESE (Fr.): Seint-André-dus-Arta, 6* (43-26-80-25): Triomplec, 8* (45-62-45-76); Lucornaire, 8* (45-44-57-34).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.): Action Christine, 6* (43-29-11-30).

37*2 LE MATIN (Fr.): George-V. 8* (45-45-74).

3742 LE MATIN (Ft.) : George-V, 2 (45-62-41-46).

TROES HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.): George-V. & (45-62-41-46).

TOP GUN (A., v.o.): Marignan, & (43-59-92-92). — V.f.: Paramount Optin, & (47-42-56-31); Paramount, 14* (43-20-32-20).

TWIST AGAIN A MOSCOU (Fr.) : Mazáville, # (47-70-72-86). LA VÉRIFICATION (Sov., v.o.): ** (43-37-37-47).

WANDA'S CAFE (A., v.o.): Forum, 1** (42-97-53-74); Hannefeelle, 6** (46-33-79-38); Elyzées Lincoln, 8** (43-59-36-14); Parnussiens, 14** (43-20-32-20).

WELCOME IN VIENNA (Antr., v.o.): Saint-Germain Stadio, 5** (46-33-43-20); Elysées Lincoln, 8** (43-59-36-14).

Blysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

Y A-T-IL QUELQU'UN POUR TUER

14 FEMME I (A., v.o.): Forum Horison, 1º (45-08-57-57); Ciné Beanbourg,
3º (42-71-52-36); Danton, 6º (42-2310-30); Rotonda, 6º (45-74-94-94);
Marignan, 8º (43-59-92-82); Biarritz, 8º
(45-62-20-40); 14-Juillet Beangrenelle,
19º (45-75-19-79); Maillot, 17º (47-4808-06). — V.I.: Rex. 2º (42-36-83-93);
Françaia, 9º (47-70-33-88); Fauvetta,
13º (43-31-56-86); Galaxie, 13º (45-8018-03); Mistral, 14º (45-39-52-43);
UGC Convention, 5º (45-74-93-40);
Images, 18º (45-22-47-94);
18º (42-41-77-99); Gambetta, 20º (4636-10-96).

PARK EN VISITES

MARDI 23 DÉCEMBRE «Les archives de la police, de Ravall-lac à la Libération», La heures, 2 bis, rec des Carmes (Approche de l'art).

Le faubourg Saint-Honoré », b J., parvis sa la faulte (Ch. Merie). Méliès I Yves Manoir : le Père-Lechaise méconnu, hors des par-cours traditionnels -, principale (V. de Langlade).

«De la place des Vosges aux hôtels de Rohan et de Soubise», 14 iii 30, métro Pont-Marie (Fiâneries). «Les extacombes», 11 h 30, 2, place cenfert-Rochereau (Paris ■ son his-

«Quinze siècles d'histoire de France parmi les sépultures royales de la basili-que de Saint-Denis», 14 h 30, portail basilique (Paris et son histoire).

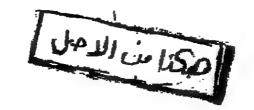
«L'Opéra», 14 h 30, hall d'entrée (M. Pohyer). «Tout le Marais», ≥ h 45, mêtro Saim-Paul (M. Banassat). Saint-rau (M. Hanassa).

4 L'ancienne abbaye 11 Saint-Germain-des-Prés et son quartier»,

14 h 30, n. Saint-Germain-des-Prés,
oùté église (G. Botteau).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé). «Exposition Bentinck Thyssen : do Breughel à Guardi», 14 h 30, musée Marmottan (P.-Y. Jashet).

Trois hôtels du Marais», pour



Le Monde REGIONS

AQUITAINE

Des parkings mieux gérés

Pouvoir stationner dans une grande ville tient souvent in la gageure. Uusagers et commerçants harcèlent les élus pour qu'ils construisent in nouveaux parkings souterrains. Des réalisations fort onéreuses du fait de leur emplacement dans le centre des cités. Alors que bien souvent les parcs à voitures aménagés à quelques centaines de mètres de là restent vides. C'est le

Aussi la municipalité a-t-elle décidé, Para la la million HRVA 2001 de «reutabiliser» les parkings, en orientant les in disponibilités 📥 💵 tionnement. Pour cela, des museul équipés d'une signalisation en fibres optiques en his article aux du centre-ville : 🌬 symboles lumiindiquent l'état de remplissage parkings. Ces informations, sur place par me compteurs de rentréessorties, and transmises a un ordinauma qui les répercute ensuite sur les

AUVERGNE

Une nuit sur le mont Pariou

Un classique aura-t-il lieu dans un cratère d'un puy d'Auvergne les 13 et 14 juillet 1987? III n'est sûr, l'idée fait Elle a été par Jean-Jacques Kantorov, le violoniste qui assure, depuis le le septembre 1985, fa régional d'Auvergne. Une prome-nade au bord du plus joil cratère proche de Clermont-Ferrand, le

L'opération, intitulée - Une nuit programme... écologique les les Quatre Saisons de Vivaldi, la l'annual de l'an torale d'artifice royaux - hanne. Une veillée » devrait aujvre, 🗪 cours de laquelle Jean-Jacques Jean-Pierre Rampal, Jean-Pierre Wallez François-René Duchable.

L'armée - elle gère en partie le lieu, – EDF, la Société e eaux Volvic la BNP M. Jacquemin, directeur administratif il l'orchestre régional, pour participer au res la finan-cier de l'opération, 1 1 3,5 milfrancs. Mais la d'Orcines, sur laquelle se Pariou. de sérieuses garanties pour la sauvegarde du site.

Il ces minerate ne sont mer vain-Jean-Jacques Kantorov pense organiser sa sur les du lac Chambon.

MERCREDI SI DÉCEMBRE I

- nuit de réveilion -

navire, jeux... - après-midi vidéo, jeux de loto.

– 🔤 déjeuner, arnivée à Tanger.

excursion facultative ou journée
 ■ déjeuner libres,
 à 17 h,
 bord
 ■ appareillage,
 diner
 ■ dansante,

PRIX PAR PERSONNE MU DÉPART DE SÈTE : de 1 900 F ill 900 F selon le type de cubine chois?

Journée en pension compléte,
 soirée dansante avec animation Lido-Bar,

(pension camplèts, utu aux repos). EXCURSION : Incultative à Tanger : 150 F. CONDITIONS TARIFAIRES spécistes pour réjoindre Sete par le train.

soirée animée et dansante

JEUDI 1 - JANVIER II II

VENDRED 2 JANVIER

nuit mer.

nuit en mer.

debarquement

RENSEIGNEZ-VOUS:

– dans III. de S.N.C.F. – dans les gares du R.E.R.

dans lis gares S.N.C.F. de line
 téléphone (16) (1) 43-21-49-44.

SAMEDI 3 JANVIER 1987

DIMANCHE JANVIER 1987 Petit déjeuner,
arrivée à Sête,

MOINS 14 % EN DOUZE MOIS

L'année noire des casinos

ES casinos français broient du noir. 1985-1986, le 31 octobre, 🗎 produit brut passé F, l'an dernier, # 142 113 170 F. diminution de 14,1 %.

Selon profession, prisulurur sont im plus mauvais jamais enregistrés en francs la pondération apportée par petits casinos, encore plus puisque vingt premiers étacagnottes) IIII chuté de plus de

l'exercice 1983-1984). le Palm-Beach (Cannes a 444 première place & Divonne-les-Bains, lui-mame en recul illa 23,09 %. Autres reculs spectaculaires | man and casinos Loew's Trouville (- 22,90 %, bénéficiaire, l'an dernier, d'une grève au casino IIII Deauville-été) III IIII Niederbronn (- 20,07 %). L'augmentation des résultats de Cannes-Municipal (+ 28 %) Deauville-été (+ III V pas faire illusion puisque and deux casinos avaient sérieux cours | l'exercice pré-

Une = maison »

pour le saumon

M. François Léotard.

la culture m de la communication, m

de ministère la la du sau-

mon, qui va être réalisée Brioude

(en Haute-Loire). Cette sous-préfecture » de choisie parce que située au be 4 de l'Allier, première

La vocation de milis implimitante

blèmes du manue. Elle rampus

primire à museum de France.



Ce s'inscrit une tendance à la lama essentiellement & un nonrenouvellement 🚃 jeux 🚾 de la clientèle. Il s'explique, également, par des raisons conjoncturelles au premier rang desquelles la désaf-fection des riches clientèles américaine et du Moyen-Orient liée à la baissa du dollar et à l'effondrement des cours du pétrole ainsi

rentes variétés de poissons peupla l'Allier, dont le saumon, une exposi-

L'Association de protection du

saumon (APS) demande qu'un bio-logiste soit attaché à la Maison du

saumon et - des

échanges de scientifiques et le Québec. Un spécialiste québécois

fait apporté son concours à

l'architecte de la ville de Brioude pour la conception de la maison. Les

Québécois sont très en avance pour

L connaissance m saumon, et

tion de matériel de pêche...

gu'aux Europe. La pyramide de la clien-tèle des grands casinos s'étant de plus en plus reaserrée par le haut, il suffit de l'absence de quelques gros joueurs pour modifier totalement la physionomie d'une saison (tel est le cas, an particuller, du Paim-Beach (Cannes).

Le coup d'arrêt donné, par ail-leurs, à la progression régulière du casino d'Enghien paraît être la

LE PALMARÈS

97 152 556 71 386 108 57 342 957 55 125 513 40 049 416 36 254 987 34 615 935 27 418 668 26 376 875 22 107 275	(-23,09 %) (-50,58 %) (-15,39 %) (-2,06 %) (+1,44 %) (+28,13 %) (+1,44 %) (-22,90 %) (-2,96 %) (+7,19 %)
	71 386 108 57 342 957 55 125 513 40 049 416 36 254 967 34 615 935 27 418 668

dra : des salles de projection, des bassins où seront montrées les diffé-à la conservation des géniteurs.

BRETAGNE

Technopôles, unissez-vous

Nantes-Château-Boagon futur aéroport international? C'est du moins la la la la l'Association pour le développement industriel de l'Ouest Atlantique, selon laquelle, une fois réalisé le contournement

routier de Nantes avec le pont de Chaviré, les axes Nantes-Rennes et Nantes-Niort, près de trois millions de personnes seront à moins d'une heure un quart de l'agroport de : Nantes-Château-Bongon. Pour Charles-Henri de Saint-Julieu, délégué de Ouest Atlantique, cet objec-tif implique une série d'actions com-munes de la part des trois régions concernées (Bretagne, Pays de Loire et Poitou-Charentes) afin de « négocier avec les compagnies françaises et étrangères susceptibles d'assurer les liaisons souhattées, d'orienter le développement dez liai-

au de 1986.

En proie a des difficultés finan-

cières de plus en plus graves,

vingt mille personnes en France -

n'ont cessé, dernières

années, de pouvoirs

publics sur leur situation en récla-

mant une réforme en profondeur

de la législation des jeux. Ils vien-nent d'obtenir un d'oxy-

gêne sous la forme d'un relève-

ment de III W I W de

l'abattement appliqué sur le pro-

duit brut d'exploitation soumis au

prélèvement de l'Etat et des com-

munes (1). L'ancien teux avait impar une loi implicit juillet 1934...

de finances rectificative pour 1987. Elle vient d'être complétée,

à la grande satisfaction de la pro-fession, par le vote à l'Assemblée

nationale en première lecture, de l'eutorisation d'exploitation de machines à sous dans les casinos.

(1) En 1985-1986 los prélève-ments se sont élevés à 368 446 378 F (caviron 55 % des recettes brutes après abattement), dont 263 millions de francs en bénéfice de l'Etat et. 105 millions de francs en favour des communes.

GUY PORTE.

Cette mesure figure dans la loi

des lignes de robattement courtcourrier pour les villes qui seront à plus d'une heure par la route ».

Cet aéroport international, autout primordiel pour tout investissement étranger », favoriserait la réalisation du projet de technopole de l'Ouest en faveur duquel Ouest Atlantique suggère deux décisions :

- Adoption d'un nom générique (Atlantique) caractérisant tous les pôles technologiques du Grand-Ouest. Ainsi Rennes-Atalante deviendrait Rennes-Atalante Atlan-

- Création au niveau interrégio-nal d'une association de valorisation réciproque dont le double objet scrait de transmettre une information permanente sur les réalisations de chacun des pôles et d'assurer la promotion de l'ensemble à l'exté-

NORD-PAS-DE-CALAIS

Lille veut le TGV

Lille et sa région se mobilisent pour le TGV Nord et son passage par le capitale des Flandres. Pierre Mauroy vient d'annoucer la création d'une association «TGV gare de Lille» où devraient se retrouver, aux côtés de la ville, la région Nord-Pas-de-Calais, le département du Nord, le communauté urbaine et les chambres de commerce régionale et

L'enjeu, au moment où vont se prendre les décisions en ce qui concerne le tracé du train à grande vitesse, est d'obtenir que les lignes TGV entre Paris, Londres et Brexelles se croisent dans Lille, condition sine qua non, aux yeux de partenaires de la région, pour que cette ville dévieuse une capitale régionale à l'échelle euro-

L'ambition est de réaliser un contre international d'affaires sur une zone de plus de 50 hectares disponi-bles à proximité immédiate de la gare et du centre-ville.

Cotto pago a été réaliste par Cotto page a été réalisée par nos correspondants Ginette de MATHA, Philippe ETCHE-VERRY, Jens-Pierre FORON, Jens-René LORE, Llibert TARRAGO III Christian TUAL Coordination: Jacques-François SIMON.

C'ÉTAIT IL Y A 700 000 ANS...

La préhistoire s'expose à Amiens

ES chasseurs de la préhistoire en Picardie » : cette exposition (1) présentée Amiens a pour but, outre une sendu grand public à la préhistorique, la présen-spécialistes du produit

A VEC TOURISME S.N.C.F. MINI CROISERE DU NOUVEL AN II SETE - TANGER - SETE » IL BORD DU MARRAKECH »

Rendez-vous I Sète, d'embarquement installation

- Journée en mer en pension complète, visite organisée du

des fouilles récentes en France septentrionale. C'est dans la vallée de la Somme qu'est née, au milieu du dix-neuvième siècle, grâce aux recherches de Boucher de Perthes, l'idée de la grande ancienneté de l'homme, les gisements préfistori-ques d'Abbeville, puis de Saint-Acheul (quartier d'Amiens) ayant apporté des informations décisives sur l'existence de l'homme fossile. Ces premières observations ont contribué il la création de la préhistoire en tant que science.

Les premières traces d'occupation humaine en France du Nord proviennent de Amiens dans la la et la Elles d'environ 700 000 ans. Les gisements classiques de Saint-Acheul et d'Abbeville sont devenus des stations de référence pour le paléolithique ancien. Les préhistoriens du monde entier utilisent en effet les termes d'acheuléen ou d'abbeviillen pour dénommer les

On trouve des traces du paléciithique moyen (200 000 ans) à



achemices provennut de giuc-de Cagny-le-Garente, dans la la datant d'envirus 450 000 mes.



TINTIN

Dossier Hergé. Bibliographies. Concours : des albums à gagner.

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

Biache-Saint-Vesst, dans le Pas-de-Calais, et du paléolithique supérieur à Verberie, dans l'Oise (13 000 ans)

at Belloy-sur-Somme (10000 ans). A travers les vestiges recueillis, l'exposition organisée par la direc-tion des antiquités préhistoriques de Picardie et la Fondation Paribae, retrace l'histoire de l'homme dans la région depuis un peu plus de 500 000 ans. La présentation ne se ilmite pas seulement à l'outiliage et à l'armement, mais s'étend aux sur l'environnement, l'habitat, m mode de vie de Thomme promes

Conjointement à l'organisation de cette exposition, la direction des affaires culturelles de Picardie sera le lieu de rencontre, les 9, 10 et 11 décembre, de nombreux spécie listes venent de différents pays d'Europe (Tchécoslovaquie, Polo-gne, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Angleterre, France) pour discu-ter du paléolithique européen. Les résultats obtanus au cours des louilles récentes dans le bassin de la Somme justifient, estime-t-on, l'organisation d'un colloque dans cette région.

Rencontra au sommet

Ce colloque sere consacré à l'étude de l'homme de la période paléolithique dans les grandes plaises de l'Europe du Nord. Des spécialistes mondiaux (professeurs Gérard Bosinski, Marcel Otte, Daniel Cahen, Alain Tuffreau) interviendront sur l'écologie, l'habitat et les «industries» III l'homme préhistorique, en les opposant à ce qui est plus connu dans les régions d'Europe (habitat en abris sous-roche).

L'exposition est également le point de départ d'une opération de sensibilisation pour la mise en valeur du gisement de Saint-Acheul. La plupart des gisements de référence préhistoriques en France ou à l'étranger bénéficient d'une présentation au grand public, dans un parc aménagé, avec souvent un musée de site. Saint-Acheul, qui est incontestablement in accessible au public. Pourtant, sa situation géographique est tout à fait exceptionnelle. Au cœur de la capitale régionale de Picardie, c'est un ensemble foncier de plusieurs hecteres laissé à l'abandon.

Des études d'aménagement sont largement avancées. Les grands archéologues du moment, interrogés sur l'opportunité d'un tel projet, sont unaimement conveincus de son impresse du public. Ils atten-dent depuis très longtemps un exemple de conservation in situ dans le nord de la France afin de rétablir, mux yeux du public, un équilibra qui a trop longtemps, iffirment-its, été rompu au profit du

Les souscriptions sont reçues par la Société archéologique de Picardie (2), entité juridique dépendante de la direction régionale des affaires culturelles. Elle bénéficie donc de toutes les autorisations de déductibilités fiscales tant pour les entreprises que pour les particuliers.

MICHEL CURIE.

(1) Chapelle des Visitandines, 61, rue Saint-Fuscieu; exposition ouverte jusqu'an 28 décembre, tous les justes sanf le lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. (2) 5, rue Henry-Daussy, 80044 mions Ceder.

A Pierre Bart da O

FIRES

.... s 198 11.00 CE 1

LABOR

100 Little Approximation

CONTRACTOR

... - Y 24

34 B

in line

4 m 3 186

the state of the s

1,480,010.00

107/25/24

4.84.

Elizabeth grindright g M MICULTURE

2 millia gramman, ign

Mary Property of the Control of the

The state of the state of

in the second se

:C - 1

10 to 144 3

भ्येत्रः क्षिटाल

A Problem

Salaria Park

The same of

Section of the sectio

Comment la «Chicago Connection» fait trembler Wall Street

On les appelle « program tra-ders ». Ce sont à la fois des « arbitragistes » et des char-tistes. On les surnomme la «Chicago Connection», parce qu'ils arbitrent leurs intérêts entre les marchés de New-York et de Chicago. Ils n'existaient et de unago. Ils a existatent pas Il y a quatre ans, n'out pas d'équivalent en France, et sont tenus pour responsables de l'extrême volatilité du marché boursier depuis quelques mois. Le vendredi 18 décembre constituait en ce sens un nouveau test.

NEW-YORK correspondence

The state of the s

The state of the s

The State of the S

. ... 22.2.2.4

 $\sigma^{(i)} = \sigma^{(i)} l_{\alpha} \, M_{\alpha} \, \sigma_{\frac{1}{2} \alpha \frac{1}{2} \alpha} = 2 \, \frac{1}{\alpha} \,$

11 mg

CONTRACTOR SERVICE No. 10 18 162

The second s Second se

4.5

1111075

1.0 2:0 . 1

1164 - 1

* ## (P)

and where

La Bourse de New-York est deve-mie plus que jamais une « Casino Society ». Les nerfs à Beur de peau Society - Les neris à Heur de peau depuis quelques mois, elle connaît quatre fois par an, à la veille des troisièmes vendredis de mars, juin, septembre et décembre, au terme de l'expiration des options et des ventes à découvert de titres, une fébrilité particulière qui entraîne les cours dans un mouvement quasiment particulière qui entraîne les cours dans un mouvement quasiment incontrôlable du fait des possibilités de réaction instantanée par ordinateur. Ils ont accentué la tendance haussière de Wall Street depuis des mois. Une fois n'est pas contune, le mouvement a été largement anticapé avant l'échéance du 18 décembre. L'indice s'est certes raffermi, mais à l'issue d'une séance active et pourl'issue d'une séance active et pour-

Il est vrai que les professionnels du marché ne se méprement plus sur la signification de ces mouve-ments « techniques ». Novembre a vu, en sens inverse, des records de baues « l'Introduces » accurate de hausse. «L'important, assurent-ils, est la valeur d'une action sur deux ou trois ans, et non sa fluctuation ou trois ans, et non sa fluctuation dans les deux ou trois jours. » Eux-mêmes semblent, en effet, ne plus s'émouvoir lorsque des variations de l'indice Dow Jones (indicateur des treste principales valeurs industrielles) d'une vingraine de points interviennent, en hausse et en baisse, au cours d'une même séance. Il n'en reste pas moins que la crédibilité de l'institution boursière est en jeu. A l'heure où les procès portant sur les transactions entre initiés créent déjà

une atmosphère pénible, le public comprend mai que la «volatilité» de la Bourse ne cesse d'augmenter pour des raisons qui sont censées lui échapper. Cela est d'autant moins acceptable que les bénéfices de ces

tent pour ce faire. Les grands de la finance, comme Salomon Brothers, Kidder Peabody, Goldman Sachs, Shearson Lehman, opèrent directement pour leur compte, et des acteurs périphériques sont apparus récemment sur ce « créneau ». Tous sont professionnels, c'est dire que le public en est tenu à l'écart.

Une intervention

des autorités

Les « program traders » ne sélec

Les « program traders » ne sélec-tionnent pas les actions qu'ils achè-tent en fonction de leur valeur intrinsèque, mais simplement parce qu'elles sont une composente de leur indice de référence. Leurs disponibi-lités représentent vraisemblable-ment plus de 10 milliards de dollars, et leurs opérations portant sur envi-

En jouant – et gagnant – sur les écarts des cours grâce à des programmes de ventes et d'achats perturbateurs, les «program traders» américains deviennent les inquiétantes vedettes de Wall Street.

fluctuations vont évidemment dans les seuls comptes des opérateurs pro-

les seus comptes des operateurs pro-fessionnels alors que nombre de par-ticuliers y « perdent des plumes ». Qui sont les « program : tra-ders » ; que font-ils et combien manient-ils ? Comme le disait manient-lis? Committee récemment l'un des journalistes de Business Week, les mieux placés pour en parier : ceux qui savent ne le disent pas, et ceux qui parient n'en savent rien.

Ces nouveaux - artistes - observent l'écart (basis) entre un indice de base instantané du marché comme le Standard and Poor à New-York et les contrats de ventes de titres à terme à Chicago qui pren-nent cet indice comme reférence. quand cet indice comme reférence.
Quand cet écart augmente suffisamment (dans quelque sens que ce soit), ils achètent des actions.
Quand il se réduit, ils en vendent. Si les prix du marché à terme augmentent suffisamment, il devient intéressant pour eux de lancer un pro-gramme. Ils achètent alors un panier d'actions qui snivent rigoureusement l'indice. En même temps, ils « cou-vent » ces actions en vendant à terme les mêmes valeurs. Ils se trou-vent ainsi assurés d'une rentabilité vent ainsi assures u une remainite anns aucum risque, que le prix des actions augmente ou diminue, puis-que de toute façon à l'expiration du terme les prix des valeurs à terme et la valeur de l'indice se rejoignant.

C'est, an fond, l'une des manières les plus conservatrices qu'on puisse imaginer de gagner de l'argent. Elle permet à la direction financière d'une grande entreprise, à un fond d'investissement ou à une société de courtage d'obtenir en moyenne le terme et le marché au comptant s'est réduit à zéro buit jours avant le s'est rettuit à zero nuit jours avant le terme que les « program traders », n'attendant même pas le dernier moment pour le faire, ont vendu massivement tous leurs pro-grammes, entraînant une chute du marché quasi incontrôlable.

grammes, entramant une chute du marché quasi incontrôlable.

Actuellement la Securities exchange commission, la Commodity futures trading commission et les responsables des Bourses ellesmêmes attendent des rapports sur ce qui s'est passé lors des récentes fluctuations les plus importantes. Deux membres du Congrès, MM. John Dingell, démocrate du Michigan, et Timothy Wirth, démocrate du Colorado, menacemt de légifèrer si la réglementation échoue à rétablir le calme sur le marché. La Commission des opérations de Bourse envisage diverses mesures : augmenter les dépôts de garanties nécessaires pour procéder à des opérations à terme afin de réduire le volume et éliminer les acteurs marginaux; réduire le nombre de contrats dont un opérateur peut disposer à terme require le nombre de contrats dont un opérateur peut disposer à terme afin d'éviter les excès; établir des limites supérieures et inférieures aux fluctuations des cours des valeurs à terme comme cela existe sur le blé, le soja et plusieurs aurres matières premières. Mais qu'arrivera-t-il korsque la limite sera atteinte demandent les adversaires de telles dispositions? ment plus de 10 milliards de dollars, et, leurs opérations portant sur environ 10 à 15 % du volume de la Bourse de New-York, ils exercent de puissants effets korsqu'ils entrent et sortent en masse sur le marché. Il y a moins de quatre ans, ils n'existaient pas parce qu'il n'y avait pas de marché à terme ni d'options sur indices aux Etats-Unis. Les ordinateurs nécessaires pour calculer les différences de prix entre les marchés à la minute près et pour agir entre les marchés à la seconde n'étaient pas disponibles non plus.

Le paradoxe est que les marchés à terme out été autorisés récemment à Chicago, après des débats com-plexes, pour encourager une plus grande stabilité des marchés suriout grande stabilité des marchés surtout ceux qui sont liés aux matières promières. Mais les « Chicago boys » se prévalent aujourd'hui d'une attitude beaucoup plus offensive sur les marchés que les financiers new-yorkais. Ces derniers ont tendance à prendre plus en compte le danger réel de faire fuir les particuliers du marché financier, même si les neuf dixièmes des transactions sont maintenant le fait des institutions financières. les marchés à la seconde n'étaient pes disponibles non plus.

Certains jours, les ordinateurs eux-mêmes travaillent à plusieurs vitesses. Quand la fébrilité s'empare du marché, ils s'inscrivent en phase de « marché accélérée » (Fast Market) : les échanges sont si rapides que les prix inscrits sur les écrans ne sont annoncés que comme approximatifé. En septembre dernier, c'est parce que l'écart entre le marché à fait des institutions financières. L'effet psychologique et politique serait considérable. C'est pourquoi il y a fort à parier que si le marché s'écroule encore sans raison avant les élections de 1988 des dispositions sérieuses seront prises par les auto-

JACQUELINE GRAPIN.

Le prix du pétrole est fixé à 18 dollars le baril

(Suite de la première page.)

Pourtant, les pays producteurs ne seront pas les seuls bénéfi-ciaires de l'opération, comme l'a rappelé le président de l'OPEP en ouvrant la conférence de Genève. Le niveau de 18 dollars n'a pas été choisi au hasard; c'est, de l'avis de tous les experts, un prix qui soulagerait tant les régions productrices les plus coûteuses (mer du Nord, Alaska, Texas, etc.) que les banques, les compagnies pétrolières et les produc-teurs d'énergies concurrentes (nucléaire, charbon, etc.).

Un prix qui arrange donc tous les acteurs de la scène pétrolière, y compris les Etats-Unis. Un prix d'équilibre susceptible à moyen terme d'assurer un développement harmonieux des ressources énergétiques mondiales sans relancer la consommation et d'éviter à court terme les effets déstabilisateurs du contre-choc pétro-

A la condition, bien entendu, que l'OPEP parvienne à tenir ses promesses. La démonstration d'unité faite à Genève ne résout pas pour autant les problèmes posés par chacun des pays mem-bre, poussés à l'indiscipline par la chute de leurs revenus. Les Emirats arabes unis respecteront-ils leur nouveau quota, alors qu'ils ne cessaient depuis six mois de dépasser le précédent? Les producteurs latino-américains assurent déjà qu'ils ne pourront pas imposer les prix de vente théoriques qui viennent de leur être fixés. D'une façon générale, l'organisation parviendra-t-elle à apurer suffisamment le marché, encore largement déséquilibré, pour imposer aux compagnies de nouvelles conditions de vente alors que la référence au cours au jour le jour était devenue la

Le poids de la guerre du Golfe

Les treize pays ne sont pas par-venus à régler le problème de fond posé par le conflit Iran-Irak. La guerre du Golfe n'a jamais pesé aussi lourd dans les négociations, manquant à plusieurs reprises de faire capoter l'accord.

mois de l'accord, s'est vu attribuer

un nouveau quota précis de pro-duction (1,4 million de barils par jour). Mais Bagdad a refusé ce quota et maintient jusqu'à nouvel ordre son rythme d'extraction (1,6 million de barils par jour). Il a été convenu de facto de constituer un cas particulier au sein de

Le problème posé par cette indiscipline risque de devenir cru-cial si l'Irak parvient, comme il est prévu, à accroître de 700 000 barils par jour ses capa-cités d'exportation d'ici quelques mois. Si l'OPEP ne réduit pas de pouveau sa production, le marché s'effondrera. Mais comment l'organisation parviendra-t-elle à s'accommoder de ce nouveau dépassement alors qu'elle n'est pas arrivée à faire piace à l'Irak dans les limites de ce plafond? A moins bien entendu que l'Arabie saoudite, par où transite un bon tiers des exportations irakiennes, et qui finance largement Bagdad, ne se charge autoritairement de jouer les gendarmes, ou que le gouvernement irakien lui-même, qui a encore un délai de grâce de un mois pour ratifier l'accord de Genève, ne se résigne finalement à rentrer dans le rang.

L'Irak isolé

Cette conférence a, en effet, mis en lumière la dégradation récente des rapports entre les deux pays pays du Golfe, jusqu'ici alliés. Bagdad a pris le risque d'infliger un affront au roi Fahd d'Arabie saoudite en refusant la solution de compromis qu'il lui n personnellement offerte. Il a fallu. pour sauver l'accord, que le roi fasse appel aux gouvernements libyen et algérien pour finalement convaincre l'autre partie, c'est-àdire l'Iran, de céder. Pour l'Irak, c'était sans doute une manière de manifester sa mauvaise humeur face au rapprochement observé depuis l'été entre l'Arabic saoudite, les Etats-Unis et l'Iran. Mais c'est une offense qui risque de lui coûter cher. L'Irak est de plus en plus isolé, par rapport non scule-ment à l'OPEP, mais aussi à ses riches alliés du Golfe. De ce point de vue, l'Iran a réussi à Genève à engranger une nouvelle victoire politique.

AFFAIRES

M. Pierre Barberis quitte la direction du Crédit du Nord

Le groupe d'assurances AXA, au troisième rang en France, va recruter M. Pierre Barbéris, qui sera conseiller du président Claude Bébéar. M. Barberis, comme M. Bébéar, est polytechnicien. Agé de quarante quaire ans, il a passé deux ans à la direction financière de la Caisse des dépôts, puis dix ans au Crédit lyomais, ayant de procéder au redressement de Trigano SA pour le compte de la banque.

En 1983, M. Dautressue, PDG du Crédit du Nord depais 1982, le fait venir comme directeur général adjoint, puis directeur général, pour réorganiser l'établissement et metire

Le groupe d'assurances AXA, au troisité une informatique très performante. La personnainté irès accusée de M. Barberis le fait entrer rapidement en conflit avec M. Bruno de Manlde, le nouveau PDG qui a succédé en janvier 1986 à M. Dautresme, parti à la Banque Lazard comme associé-gérant et cathala, chef du service trésorerie et changes. Le Crédit du Nord, filiale de Paribas, a amoncé, en octobre dermier, une perte de 400 millions de francs en 1986, destinée à apurer totalement le bilan après réorganisation.

McDonnell Douglas l'emporte sur Airbus

Airbus, qui était habitué à se col-leter avec Boeing, vient de perdre des points contre l'autre constructeur acronautique américain, gistré en deux semaines la cominde de trente-deux exe de son futur triréacteur MD11. dérivé du DC10. Tour à tour, British retenn l'avion de Douglas plutôt que le futur quadriréacteur A-340 d'Airbus-Industrie.

Ces deux avions n'existent encore que sur le papier. Tous deux sont destinés à battre en brêche le quasimonopole du 747 de Boeing dans le domaine des long-courriers. Leurs constructeurs savent que le marché ne permet pas d'absorber un nombre enfisent d'assorber au nombre enfisent d'assorber au nombre unités environ, pour rentabiliser leurs deux chaînes de fabrication, mais Douglas comme Airbus doivent élargir leur gamme d'appareils pour rester crédibles.

Ni Douglas ni Airbus n'ont encore

gramme. Après avoir vainement essayé de se mettre d'accord sur un partage des tâches ou du marché, ils attendent d'avoir suffisamment de commandes pour donner le feu vert à leurs projets respectifs, dont plus personne ne doute qu'ils seront menés à leur terme, déficit compris.

Airbus a pris un sérieux retard su son concurrent, car la difficulté de trouver des compagnies de lancement se double pour lui de plusieurs problèmes : le partenaire britannique British Acrospace attend tou-jours 750 millions de livres du gonyours 750 millions de livres en gou-vernement de Sa Majesté pour pouvoir développer l'aile de l'A-340, et l'un des deux types de moteurs prévus pour équiper l'avion n'est toujours pas parvenn à atteindre la

Il ne reste plus à espérer, pour le consortium européen, que Douglas ne parvienne pas à séduire de compagnie aérienne américaine, car l'avionneur en a fait une condition sine qua non pour lancer officielle-ment son MD 11...

treize pays membres de l'OPEP, de prix fixes du pétrole. Les tarifs officiels seront désormals cai-

L'accord approuvé, le samedi 20 décembre, par douze des 1. - De plafonner la produc-

tion de treize pays à 15,8 mil-lions de berils per jour au cours des six prochains mois, soit 7,6 % et 7,1 % de moins que la demande prévue su cours des deux premiers trimestres de 1987. Le plafond de l'Organisation s'élevait, jusqu'en décem-bre, à 15 millions de barils par jour sans l'Irak, soit une produc-tion totale de 16,6 millions de barils per jour ;

2. - De distribuer de nouveaux quotas de production, pays par pays, su prorata des quotes existants, à tous les membres de l'Organisation y compris l'Irak. Ca dernier pays ayant toutefois refusé d'approuver l'accord, il ne devrait pas, contrairement aux autres pays, diminuer sa production (1,6 milfion de barils par jour). Au total, le plafond de l'OPEP devrait donc avoisiner 16 millions de barils par jour au cours des prochains

L'accord signé par les pays producteurs 3. - De revenir, à compter du 1= janvier 1987, à un système culés par rapport à un prix de référence de 18 dollars per baril en appliquant des différentiels de qualité pour chaque brut. L'écart maximal entre les meilleures et les plus mauvaises qualités ne dépassera pes 2,65 dollars par baril. Tous les pays ont un mois de délai pour annuler les contrats existants indexés sur les cours des productions sur le marché

> 4. - De calculer le nouveeu prix de référence sur la base d'un panier de sept bruts de différentes origines ;

5. - De créer un comité destiné à revoir périodiquement ces prix en fonction de l'état du marché et faire place éventuellement aux demandes des pays qui ne pourraient pas écouler leur production au tarif initialement fixé. Ce comité, présidé par le ministre des Emirats arabes unis comprend le Koweit, l'Algérie, le Libys, le Nigeria, le Catar et l'Arabie saoudite.

AGRICULTURE

2 milliards et après?

La distribution massive de sub-La distribution massive de sub-ventions ne fait pas une politique : telle est la tonalité générale des réactions qui sont hostiles au gouver-nement et aux mesures prises lors de la conférence annuelle agricole (le Monde du 19 décembre). Ainsi, la -CFDT constate-t-elle que rien n'est prévu pour l'emploi des salariés, qui, dans les indastries agricoles et ali-mentaires, va diminuer en parallèle dans les indastries agricoles et ali-mentaires, va diminuer en parallèle avec le recul des productions. Alors que, depuis des mois, MM. Guil-laume et Séguin tergiversent pour quelques millions qui garantinaient le renouvellement de l'accord tripartite sur l'emploi et la formation dans le secteur laitier (conclu en 1984), alors qu'ils refusent d'ouvrir une négociation dans le secteur de la viande parce que cela coûte cher, en viance parce que ceia coura ener, en deux jours, remarque la CFDT, le gouvernement trouve 2 miliards de francs pour les agriculteurs.

Même son de choche au Parti socialiste, dont le groupe parlementaire.

socialiste, dont le groupe parlemen-taire affirme que, « comme tou-jours, Jacques Chirac réalise une opération électoraliste à court terme qui ne prépare pas l'avenir ». Le PS, qui se réjouit de l'effort financier maigré tout, a trois interro-gations : ces aides scront-elles affectées en priorité aux agriculteurs qui en ont le plus besoin, « comme ce fut en out le pius besoin, « comme ce pa-le cas en 1981 lorsque le gouverne-ment Mauroy accorda 4 milliards de francs d'aides directes »? Com-ment seront résolus les problèmes de fond (excédents toujours présents, prix toujours en baisse, Erats-Unis toujours messessatis? 2 Arrès le lien toujours menacants)? Après le lieu fait par M. Chirac entre ces aides et fait par M. Chirac entre ces aides et l'accord européen, qui pourra repro-cher à nos partenaires européens de renationaliser la PAC (politique agricole commane), et qui, de la RFA ou de la France, aura le plus de moyens pour le faire? Il fant noter à cet égard que la National Farmers Union an Grande-Farmers Union, en Grande-

Bretagne, vient de réclamer à son tour à son gouvernement des mesures de protection (forte déva-hation de la livre verte, subventions pour les producteurs de lait et primes pour les éleveurs de races à viande).

Les syndicats minoritaires de gauche, la FNSP et la CNSTP; écrive qu'il ne faut pas se faire d'illusion sur l'emballage de ce joli cadeau de Noël, car M. Chirac n'avait pas d'autre choix. Mais comme le PS, ils se demandent à qui iront les sides : « Cette conférence annuelle qui devait s'attaquer aux problèmes des agriculteurs en difficulté est restée singulièrement discrète sur less mesures en leur faveur. » De son côté, le MODEF estime que M. Guillaume enfonce le clou préparé par ses prédécesseurs. Aucune décision n'a été prise sur les importations de beurre néo-zélandais ni sur les produits de substitution de circales qui permettent de fabri-quer 15 millions de tonnes de lait dans les usines à vaches du nord de l'Europe », écrit le MODEF. Aussi les exploitants familiaux n'acceptent-ils pas « d'être consi-dérés comme des fauteurs d'excé-dents », ni « d'être socrifiés au profit des multinationales de

Enfin, il ne s'agit plus cette fois de réactions mais de statistiques, et plus précisément de celles de la Communanté européenne, qui montrent que, entre 1980 et 1986, le revenu agricole a augmenté en France de 4,1 % en moyenne, dans la CEE (Portugal exchu), de 6,5 %. On peut admettre que, comme toute moyenne, celle ci est contestable, import-export .. moyenne, celle-ci est contestable, d'où sans doute la validité de la question: 2 milliards d'aides, pour qui ? Et après ?

McDonnell Douglas. Celui-ci a enre-Caledonian, la maison de leasing japonaise Mitsui, la compagnie scandinave SAS et Swissair ont

suffisant d'exemplaires, quatre cents

lancé officiellement leur pro-

A TRAVERS LES ENTREPRISES

M. Bernard Tapie guigne Moulinex

Le tribunal de grande instance d'Annecy a accordé, le mercredi 19 décembre, à l'entreprise Terraillon, du groupe Tapie, la reprise de Vivalp, en dépôt de bilan, pour 26 millions de francs. Parallèlement, Tournus, filiale de Vivalp, a été également accordée au groupe Tapie par le tribunal de Mâcon pour 1 F. Avec Vivalp (150 millions de chiffre d'affaires), spécialisé dans le four à raciette et la cuisson à vapeur, et Tourrus (135 millions de chiffre d'affaires), spécialisé dans les poèles antiadhésives et les autocuiseurs, M. Tapie entend se développer dans les produits

Au-delà, M. Bernard Tapie vise Moulinex. Il a affirmé vendredi au Au-cera, M. Bernard Tapte vise Mourrex. Il a arimae verticale de cours d'une conférence de presse, avoir déjà pris des contacts avec le groupe américain Scovill, détenteur de 20 % des actions de Moulinex. Le propriétaire et actionnaire principal de Moulinex est M. Mantelet, âgé de quatre-vingt-quatre ans.

10 000 salariés d'IBM

en préretraite Plus de 10 000 salariés améri-

cains d'IBM profiteront des mesures les incitant à partir en retraite anticipée que leur avait proposées la cipes que seur avait proposées la direction. Ils quitteront l'entreprise le 30 juin 1987 au plus tard. Les salariés avaient jusqu'au 15 décembre pour faire connaître leur décision. Le groupe va introduire des plans analorses clare les seus les se plans analogues dans les autres pays où il est implanté (Canada, France, Royaume-Uni et Pays-Bas notamment). Ces plans, a précisé la direction, visent « à améliorer la compétitivité de la société en réduisant ses coûts et en rééquilibrant les ressources ».

27 400 emplois supprimés chez ATT

American Telephone and Telegraph (ATT) a annoncé la suppression de 27 400 emplois pour amé liorer sa productivité, ce qui ramènera à 290 000 l'effectif total du groupe à la fin 1987. Depuis l'éclatement du monopole du Bell System le 1º janvier 1984, le nombre d'emplois supprimés s'élèvers ainsi à 84 000. Par ailleurs, ATT a annoncé la constitution d'une provision pour perte de 3,2 milliards de dollars, notamment en raison des suppressions d'emplois et de diverses écritures comptables.

FAITS ET CHIFFRES

 Rhône-Poulenc rachète le pharmacie brésilienne d'Upjohn. - Le groupe pharmaceutique américain Upjohn se retire du Brésil et revend tous ses intérêts au groupe français Rhône-Poulenc. Upjohn do Brasil a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de 26 millions de dollars (172 millions de francs), dont 4 millions (26 millions de francs) dans la santé animale. Le prix de cession n'a pas été révélé. C'est la sixième acquisition faite cette année par Rhône-Poulenc Santé qui, au total, aura consacré 1,5 milliard de francs environ à sa croissance externe.

• Hausse des prix de 0,3 % aux Etats-Unis. - Les prix de détail ont progressé de 0,3 % en novembre contre 0,2 % en octobre. Cette très légère accélération recouvre une hausse des prix des produits alimen-

taires (0,5 %) et des automobiles (0,9 %) trop forte pour avoir pu être compensée par la baisse des prix de l'essence et du fuel domestique. Sur onze mois, l'inflation américaine s'inecrit désormais à 0,9 % contre 3,8 % durant la période correspondante de 1985. Une fois l'effet bénécante de 1986. Une fois l'effet béné-fique de la chute des cours pétroliers passé, les économistes prévolent une remontée de l'inflation, qui pourrait tourner autour de 3,6 à 4 % en 1987, soit pratiquement le niveau qui prévalait avant l'effondrement des print de l'au soit des prix de l'or noir.

 Revalorisation des garanties de ressources. - Le conseil d'admi-nistration de l'Association pour la structure financière a décidé de relever de 1,2 % au 1° janvier 1987 les allocations de garantie de ressources : le minimum garanti sera porté à 126,52 F par jour.

Revue des valeurs

Up Ji in USO

BOURSE DE PARIS

N purge», criuit cette semaine un commis déambalant dans les travées. De fait, après avoir pulvérisé ses records, le 15 décembre le hissant à la cote 414,3 de l'indice CAC, la Bourse de Paris s'est mise en devoir de digérer son dernier repas de hausse. Rue Vivienne, cela s'appelle le facteur technique. En d'autres termes, les investisseurs allegent technique. En d'antres termes, les investisseurs allègent leurs positions en vendant du «papier» pour empocher une partie de leurs gains. Le phénomène est classique. Il s'est tout naturellement reproduit. Après son dernier comp d'échat lundi, le marché s'est mis à la diète. En conséquence de quoi, le lendemain, l'indicateur instantané fondait de 0,67%, et encore de 0,8% mercredi. Mais une petite faim temillait la Bourse. Jeudi, sur de nouvelles prises de bénéfices, un glissement de 0,56% était encore enregistré à l'ouverture. Mais peu à peu le terrain perdu était regagné et, à la clôture, le thermomètre de la corbeille était repassé au-dessus de zéro (+0,05%). A la veille du weck-end, redevenues plus guillerettes, les valeurs françaises reprenaient un peu d'altitude (+0,41%) après un décollage à 1%. Bref, d'un vendredi à l'autre, les divers indices n'out pas dérapé de plus de 0,5%. Une prouesse? N'enzagérous rien, mais un très bon résultat, c'ent sûr, qui appelle des commentaires.

Le danger d'une baisse plus prononcée n'était pas

Le danger d'une haisse plus prononcée n'était pas mince. En effet, la fin d'année arrive. La liquidation gené-rale, la dernière de 1986, aura lieu lundi prochain 22 décembre. Pour la dencième fois de suite, elle sera 22 décembre. Pour la denxième fois de suite, elle sera gagaante, Médiocre en novembre, la progression, sanf imprévu, sera importante (+9,5% environ), se situant même au-dessus de la moyenne annuelle (environ 5 %). Elle ponctue un parcours de douze mois (de la liquidation de décembre 1985 à celle de décembre 1986), qui se solde par tune hausse très voisine de 60 %. La cuvée est exceptionnelle. C'est la meilleure de tout l'après-guerre. Elle est même, en qualité, comparable à celle de 1920 (+ 85 %), millésime du siècle. Un déluge de ventes bénéficiaires n'aprait, dans ces conditions, sarroris nersonne. Force est millésime du siècle. Un déluge de ventes bénéficiaires n'aurait, dans ces conditions, surpris personne. Force est de constater que le phénomène n'a pas revêta, et de loin, l'ampleur qu'en d'autres circonstances il aurait pu preadre. Pourquoi, après quatre années de hausse (+ 320 % depuis janvier 1983), les investisseurs n'ont-ils pas été tentés de remplir leurs tirelires? Bonne question. A dire vrai, les mentalités out radicalement changé. Dans le numéro de décembre de Science et Vie Economie, Jean-Marie Albertini l'explique très bien. La peur des mésaventures de papa et de grand-papa, étrillés l'un avec une rente de 3 % fondante, l'autre avec des emprunts russes emportés dans la

Banques, assurances sociétés d'investissement

Bancaire (Ckc) | I 145
Cetelem | 1 325
Chargeurs SA | 1 673
CFF | 1 241
CFI | 568
Eurafrance | 3 320
Héoin (La) (1) | 749
Imm. Pl-Mencem | 1 002
Locafrance | 798
Locindus | 1 665
Midi | 1 705
Midland Bank | 442

Prétabail 1 635 Schneider 632

Matériel électrique

services publics

Alsthom-Atlantique . CIT-Alcatel

Crouzet Générale des Eaux . .

Moteurs Leroy-So

Moulinex
PM Labinal

Bail Équipement ... Bancaire (Cie) ...

521 [145

632 549

2 918 -965 -77,20 -875 +

875 -1 051 -219,59 -761 -2 457 + 641 -3 298 -1 604 -

19-12-86 Diff. 332,90

(1) Compte team d'un coupon de 14 F.

Après la hausse, la pause...

tourmente révolutionnaire de 1918, s'est évanouie. « Les Français out appris à mieux gérer leur argent. Avec moins de sous, ils en gagnent plus. Le ralentissement, sinon l'arrêt, de l'inflation les oblige d'ailleurs à un peu plus de perspicacité. » La Bourse est la grande bénéficiaire de cette mutation. La preuve? J.-M. Albertini jette quelques chiffres très instructifs. En 1974, les valeurs mobilières cette mutation. La preuve? J.-M. Albertini jette quelques chiffres très instructifs. En 1974, les valeurs mobilières représentaieut 6,3 % de l'épargne financière des ménages et les liquidités, 63,3 %. En 1985, les pourcentages se sont intersés: 28,4 % pour les valeurs mobilières, 3,6 % pour l'argent liquide. Quant aux comptes à vue, ils n'entrent pins dans cette épargne que pour 13,4 % (contre 26,8 % en 1974). Avec leurs avantages fiscaux, les SICAV-Monory, les CEA (comptes d'épargne en actions) et autres FCP (fonds communs de placement) out vaincu les dernières réticences. «Si on ajoute que les assurances (21,4 % de l'épargne l'an dernier, coutre 9,9 %) placent désormais une bonne partie de leurs réserves en valeurs mobilières, c'est pratiquement 50 % de l'épargne financière des ménages qui alimentent in Bourse», précise l'auteur.

La démonstration est éclatante. Mais elle n'explique pas tout. Le moteur de l'économie mondiale a des ratés et l'expansion après laquelle les places financières, Paris en l'expansion après laquelle les places financières, Paris en tête, ont encore couru cette année tarde à se déclarer. La France n'échappe pas au phésomène. Sans doute l'espoir est-il tenace et la raison de l'engouement dout la Bourse est l'objet est aussi à rechercher du côté des liquidités. Les capitaux en quête de placement sont aboudants. Ce n'est rieu de le dire. Ils vont même devenir pléthoriques en janvier avec la manne procurée par les emprunts et les titres indemnitaires (au moins 50 milliards de francs). Qui plus est : les grands établissements financiers vont devoir habiller leurs bilans de fin d'année pour les rendre le plus somptners, possible. Alors les achais se poursoivent. L'activité toujours très forte en témoigne. Pas une seule fols cette toujours très forte en témoigne. Pas une seule fois cette semaine les volumes de transactions journaliers ne sont tombés en-dessous de 1,4 milliard de franca. Ces achats ont, il est vrai, été suscités par deux bonnes nouvelles : le contrat de prestige remporté par Michelin aux Etats-Unis, qui va équiper en puens radiaux les nouveaux chasseaus-bombardiers F 15-E de l'US Air Force; le retour dans

Semaine du 15 au 19 décembre

Père des bénéfices, pour la première fois depuis six ans, de Citroën, avec un résultat plus proche, paraît-il, de 560 mil-lions de francs que de zêro. Bibendum d'un côté, Peugeot de l'autre, en tant que maison-mère du « chevrem », se sont senti pousser des ailes et out donné une forte impuision au marché. C'est l'effet d'entraînement hien comm.

marché. C'est l'effet d'entraînement hien comm.

Reste que la minceur des ventes bénéficiaires étoune tout de même. Un professionnel disait avoir la cié du mystère. Après une telle poussée de fièvre sur les cours, les plus-values potentielles sont considérables. Alors, tapi dans l'oughre, le fisc attend sa proie. Mais les opérateurs ne sont pas fous. Plutôt que d'encaisser leurs profits d'un comp et d'avoir à payer beaucoup d'impôts à la cié, ils out préféré retarder leurs dégagements jusqu'en 1987, afin de répartir sur deux exercices leur fardeau fiscal. Mais c'est bien sûr ! Cette astuce risque toutefois de poser quelques problèmes à la Bourse en début d'année. Car si jasvier s'annouxe brillant, les prévisions en revenche sont plus mancées sur la suite des événements.

« Il y a autant de place pour la hausse que nour la

mancées sur la suite des événements.

« Il y a autant de place pour la hausse que pour la baisse », nous disait un spécialiste. A ses yeax, le franc ne pourra pas être dévainé en 1987. Pourquoi ? Parce que le comp d'envoi à la campagne présidentielle sern donné et que la majorité peut difficilement fourair des armes à l'adversaire. Pour défendre notre mounaie, la Benque de France maniera donc l'arme des taux. Et un enchérissement du loyer de l'argest n'est pas bou pour la Bonrse. C'est une opinion. Il fant compter aussi avec le facteur prix. A force de mouter, Paris n'est plus aussi bou marché qu'il y a encore quelques semaines. D'après le DR (délai de recouvrement), instrument de mesure mis au point par M. Rainsy Sam et dont se sert Palnel Marmont, New-York et Milan sont désormais les deux places le meilleur marché du moude, avec des coefficients respectivement de 12 et 12.4. Paris est passé à la troisième place (13,3), juste devant Tokyo (13,4). Londres (14) et Francfort (14,3) suivent à faible distance.

Suivent à taine distance.

Un sérieux argament milite quand même en faveur de la Bourse. Le calendrier des privatisations, vitrine de la majorité, est déjà chargé pour le premier semestre : Paribas, TF 1, Flavas, le CCF, la Banque du bâtiment et des travaux publics, la BIMP (Banque industrielle et immobilière privée). Gageons que tout sera fait pour mettre le marché en condition afin d'accueillir dignement ces nouvelles recrues. L'exemple de Saint-Gobain est bles là pour en téanolymer.

ANDRÉ DESSOT.

19-12-86 Diff.

909 - 11 1 652 + 3 861 - 24 101,10 - 2,40 4 223 + 53 2 025 + 115 124 - 3,50 1 526 - 46

909 1 852

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

18 Peckin 15 Gal Lefayetis 12,5 Luchuire 9,9 Sampious 9,8 Crédit national

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Le Monde

VOTRE

PORTEFEUILLE

PERSONNEI

Suivez l'évolution de vos actions

grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPEZ **LEMONDE**

(*) Du 13 su 18 dioembre inches.

Or fin (Icilo en berrei — (Icilo en lingus) Hèce française (20 fr.) Hèce française (10 fr.) Hèce intine (20 fr.) D'Alce y unicione (20 fr.)

Nbre de Val. en titres cap. (F)

Cours Cours 12 dec. 19 déc

290 217 477 064 117 4 236 502 284 917 936 717 418 228 018 061

Produits chimiques

BASF

Norsk Hydro Roussel-Uciaf

Crouzet ALSPI

Alimentation

Métallurgie

Alspi
Avions Dassault-B.
Chiers-Châtillon
De Dietrich (1)
FACOM
FACOM

Fives Li Marine Wendel Penhoët Pengeot SA

construction mécanique

Mines, coouici	louc,	Auntentation				
outre-mer				19-12-86	Γ	
Géophysique	19-12-86 29-4,90 85 78,50 2 610 48,60 62 1,11	+++	5,99 2 0,50 9 3,86 8,88 0,05	Sephin-Say 574	+11 ++++1	
Filatures, texti	19-12-86 239,20 1 598 552	=	29,26 39	Nestle	-	

	1	19-12-86	Dur.
•	André Roudière Agache Willet BHV CFAO Damart-Serviposte Darty DMC Gaieries Lafayette Le Redoute Nouvelles Galeries Printemps SCOA	239,20 1 598 551 2 159 2 500 476 610 1 049 2 485 614 578	+ 29,20 - 39 - 19 - 29 + 113 - 5 + 1 - 151 - 53 + 26

Valeurs	diverses
----------------	----------

	19-12-86	Diff.
Accor	498	- 12
Agence Havas	2 145	50
Arjomari	2 190	+ 36
Bic	735	- 3
Bis	1 732	- 12 50 + 36 - 3 + 2 + 24
	1 295	+ 24
Club Méditerranée .	726	- 1 - 200
Essilor	3 695	- 200
Europe 1	879	- 40
Hachette	2 910	- 186
L'Air Liquide		- 24
L'Oréal		- 24 - 18
Navigation Mixte		
Nord-Est	198.80	4 5.86
Press. Cité	1 118 198,80 2 900	+ 152
Sanofi	782	+ 31
Skis Rossignol		- 6
SES KDENEROL	1 207	

La SOGENAL bientôt en Bourse

de banque (SOGENAL), filiale à 52,6% de la Société générale et à 47,4% de l'Etat, va être introduite an Bourse dans les pro-chains mois. Ce seront les titres marché, « de préférence en Alsace », a indiqué son président, M. François Geronimus, qui se déclare « pleinement » satisfait par cette privatisation, la première dans le domaine des banques de dépôts. Avant la nationalisation de la SOGENAL, en 1982, cette banque moyenne (1700 salariés, 131 guichets, 55 milliards de francs de bilan) comptait 12500 actionnaires, pour la plupart des petits porteurs concentrés en Alsace, que le rachat obligatoire de leurs titres n'avait pas réjouis, pas plus que les actionnaires du Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine, du groupe du CIC, égale-

Par ailleurs, la Société générale, maison mère de la SOGE-NAL, a annonce qu'elle allait effectuer des restructurations de ses actifs en regroupant ses participations au sein de quatre sociétés-pivots : participations industrielles (1 à 1,5 milliard), cette société étant destinée à être cotée en Bourse; finance-

tiards de frança) rassemblant le Crédit général industrial, le CREG, la CALIF, la BIP, la BAREP, les vingt-sept sociétés de leasing ; la gestion immobilière; les autres achats bancaires. Au total, 8 milliards de francs, auxquels s'ajouteraient 8 milliards de francs de plusvalues comptables (sans compter les plus-values latentes), da quoi porter les fonds propres de la Société générale de 12 à 20 milliards de francs, étape vers les 25 milliards, considérés comme normaux. De quoi mieux satisfaire les agences de cotation (rating) internationales, avec, à l'horizon, la privatisation.

Quant aux résultats de 1986. ils devraient progresser de 15 % à 20 % pour la société mère (770 à 800 millions de francs) et de 70 % pour la part consolidée du groupe, à 2,2 milliards de francs environ, en tenant compte, il est vrai, de circonstances exceptionnelles (cessions de titres avec plus-values). A noter un raientissement de la croissance de la marge brute bancaire au second semestre, en raison d'un « pincement » de marges sur les crédits commerciaux, en volume et en taux.

Valeurs à revenu fixe

	19-12-86	Dill.	OH MICONS			
n-Say	574 2 649	+ 29 - 60		19-12-86	Γ	Dif
ain	4 596	- 89	4.5 1053	1.000		_
GDanone			41/2% 1973	1 535	-	2
four	3 680	inch.	7 % 1973	3 679	+	- 2
D	2 585	+ 15	10.30 % 1975	101,70		
narché	2 986	+ 29	PME 10.6 % 1976	102,90	_	
me et Gasc	749	+ 22	8.80 % 1977	122,60	_	
ur	1 389	+ 7	10 % 1978	162,30		
d	1 765	- 53	9,80 % 1978	182,20		- (
Hennessy	2 615	- 65	9 % 1979	100,10	_	(
	38 450	+140	10.80 % 1979	105.80		
entale (Gle)	1 082	- 5	13,80 % 1980	104,24		. (
Caby	164,50	- 4.86	16,75 % 1981	105,62		
d-Ricard	1 092	- 28	16,20 % 1982	119,38		- 1
uis-Bouchon	758	- 1	16 % 1982	120,85	_	•
saupiquet	770	- 7 5	15,75 % 1982	116,40	-	
e Perrier	796	- 23	CNE 3 %	4 325	_	24
Clicquot	4 850	-188	CNB bg. 5 000 F	101,60	-	
			CNB Paribes 5 000 F	182	1	
	·		CNB Seez 5 000 P .	101.85		
es d'or, di	amants		CNI 5 000 F	191,70		-
					_	_

19-12-86 Diff.

19-12-86	Diff.			
95,80 466	- 8,70 + 4 + 8,59	Bâtiment, trav	aux pa	blics
122,30 49,70	- 0.68		19-12-86	Diff.
78,25	- 0.98	Auxil d'entrepr Bouygues	1 519 1 280	Inck.
66,50	+ 2	Ciments Français	778	- 16
83,90	+ 15 + 1,29	GTM	528	- 16
257	+ 1	Lafarge .	1 405	- 33

BONS DU TRÉSOR	,
BONS DO TRESON	
Séance du 19 décembre 191	36

			_				
Alspi Avions Dassault-B. Thiers-Châtillon	412 1 330 67,40	+ 36,1 + 11 + 45				TRÉS	
De Dietrich (1)	1 850	+ 45	Cacino			-	
ACOM	1 650	- 5					
ives Li	187,50	+ 12	i	124	16-m	Counts	Variation
Marine Weadel	435	- 4	Echémen	1100		compos-	(jour/realis)
enhoët	1 480	+ 22	1 1	-		Cours compos- setion	CB pts
eugent SA	1 241	+ 44	-				
oclain	36	- 8,	19 Mars	92,55	92,52	92,52	- 0,02
agem		+ 138					0.04
trafor	569	- 12	Juin	92,73	92,08	92,68	- 8,04
aléo	538	- 6	Curt	92 73	01 68	92,68	0,86
allouree	86	- 0,	-			_	- 6,00
(1) Compte term d	en droit de	95 F.	Déc	92,74	92,71	92,71	- 0,06

Poliet et Chausson SCREG SGE-SB

LE VOLUI	ME DES T	RANSAC	TIONS (en	milliers d	e france
	15 déc.	16 déc.	17 déc.	18 déc.	19 déc.
RM	1 666 624	1 536 606	1 479 769	1 435 323	-
R. et obl.	8 567 159	8315057	8 423 087	8318290	-
Actions	466 395	416 468	497 528	398 533	
Total	10 700 178	10 268 131	10 400 384	10152146	_
INDICE	SQUOTED	IENS (INSI	EE base 100,	31 décembr	e 1985)
Françaises	156,6	155,6	154,7	154,1	156,2
Etrangères	114,3	115,2	115,7	114,9	114,7
	COMPAGN	TE DES A	GENTS DE	CHANGE	

(base 100, 31 décembre 1985) Tendance | 164,7 | 163 | 162,6 | 162,7 | (base 100, 31 décembre 1981)

Indice gen. | 414,3 | 413,4 | 410 | 408,5 | 412,5

MATIF

Nationnel 10 %. -- Cotation en pourcentage du 19 décembre

COURS	ECHEANCES								
COURS	Déc. 86	Janv. 87	Mars 87	Juin 87	Sept. 87				
Premier	107	-	107,05	106,95	107				
+ hast	107,15		107,10	106,95	107				
+ bus	106,80	-	106,70	106,55	106,60				
Derzier	106,80		106,75	106,60	106,65				
Compensation	106,80	-	106,75	106,60	106,65				

ÉTRANGÈRES NEW-YORK

BOURSES

La tendance est demeurée extrême-ment volatile la semaine passée à Wall Street dans un marché actif, en raison des incertitudes relatives à l'expiration d'une sant d'options reliées aux indices boursiers.

boursiers.

L'indice des valeurs industrielles a terminé avec des gains de 16,59 points par rapport à la chôure de vendredi dernier – à 1 928,85 – grâce à la bonne progression enregistrée à la fin de la

Ne sachent pas dans quel seus les opérations des grandes institutions financières affecteraient le marché — elles disposent d'énormes liquidités mais

financières afrecteraint le marche elles disposent d'énormes liquidités mais leurs opérations se sont récemment concentrées sur les valeurs vedettes, le grand public s'est dans l'ensemble abstenu dans la crainte qu'elles n'entrafuent des finotnations errafiques accompagnées de fortes baisses.

En fait, elles se sont découlées sams perturbation, et le soulagement des investisseurs s'est alors traduit vendredi per la plus fotte progression de l'indice depuis le 2 décembre.

Les milieux hoursiers n'ont pas prêté trop d'attention à une remonnée des taux d'intérêt obligataires basée sur la progression de 0,6% de la production industrielle en novembre et sur l'augmentation de 1,1% des dépenses des consommateurs américains après trois mois consécutifs de baisse. Its ont également ignoré la révision de la croissance du produit national brut au troisième trimestre (+ 2,8% contre une projection de 2,9%).

Child And The Party of the Part		
	Cours 12 dec.	Cour 19 de
Alcon.	32 7/8 26 3/4	33 7/ 25 3/
Booing Chase Man. Bank	51 1/4 36 7/8	53 1/ 37 5/
Da Pout de Nemoura Ensuran Kodak Exxon	86 1/2 68 1/8 71 1/2	68 1/ 73
Ford General Electric	56 1/8 84 1/4	55 1/ 55 1/
General Motors Goodyear	42 3/4	66 1/ 41 3/
IBM IIT Mobil Oil	126 1/2 53 3/4 40	袋/
Pfizer Schlumberger	61 33 3/8	34
UAL fac.	34 1/2 54 22 1/2	357/ 583/ 511/
Union Carbide US Steel Westinghouse	21 1/8 59 5/8	21.7/
Keros Coro	68 7/8	62

LONDRES Effritement

L'activité s'est ralentie cette semaine au Stock Exchange à l'approche des sètes de fin d'amée et sous effet des incertitudes concernant la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEF) à Genève.

blement affectée par un rapport pensimiste sur l'économie britannique publié par l'OCDE, de même que par une recradescence du scandale des initiés à

Indices = F.T. = dn 10 octobre : indus-trielles, 1:265.4 contre 1234); mines d'or, 319.3 (contre 328.6); fonds d'Etst, 83.68 (contre 32.75).

		Cours 12 déc.	Cours 19 déc.
-	Bowater	415 332	431 335
	Brit Petroleum	288	699 274
- 1	Courtsuide De Beers (*) Free State Gedald (*)	-308 778 13 11/16	309 763
	Glazo	955 14 1/2	1848
	imp. Chemical Shell	943	10 47/6 969
7	Unilever Vickers War Loan	21,9 387 35 13/12	21 21/6 382 34 1/2
•			

(") Ex dollars. FRANCFORT Moresité

Le grand calme a régné la rassée à Franctort, où les a taient rares. Aucun élément n'est venu apporter misme an marché.

19 décembre : 2038,	Cours 12 déc.	Cours 19 déc
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoecits Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen	341,80 276,80 317 311 822,50 268 466 179,50 749,90	335,76 274,16 318,26 306,56 824 268,66 477,26 173 743 436

. de hansse

général: 1 569,07 (contre 1 567,51).		
	Cours 12 déc.	Cours 19 déc
Alear Bridgestone Canon Puji Bank Honda Motors Matsushita Blectric Missubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	388 - 737 1 050 1 700 1 290 2 060 454 3 550	388 743 1 090 1 810 1 450 1 660 430 3 610



· Territor 1. 1. 1.14 1 797

120

THE THE

1.00 1 1 mg

a distant . 16 DE ್ ಕೃತ್ಯಕ್ಕ

in and a

- TOR 11-5.

MONETAIRE

₹# -

....

4.76

1754 - August

-

TOKYO Huitième semaine Crédits, changes, grands marchés

Une scule euro-émission à tanx fixe libellée en dollars américains a qu'on ne puisse même pas la consi-dérer comme un véritable eru 1986 : elle ne sera, en effet, libérable que le 22 janvier prochain. D'un montant de 150 millions de dollars et d'une durée de cinq ans, elle à été offerte par la norvégienne Elesportfinans à un prix de 101,50 avec un coupon annuel de 7,25 %. Ces conditions, qui, au moment du lancement, équivalaient à un rendement supérieur de 56 points de base à celui des emprunts à cinq ans du Trésor américain, out part trop tirées. Aussi l'accueil a-t-il manqué de chaleur, bien que la réputation du débiteur soit excellente et que le syndicat bancaire qui, sons la houlette de la Long Term Credit Bank of Japan, dirige l'opération soit musclé. En fin de semaine, l'émission se traitait à la limite de la commission bancaire globale de 1,875 %. globale de 1,875 %.

Bien qu'elle ait été calme, la semaine n'a pas été sans surprise. A la stupéfaction générale, la Republic National Benk of New-York, au tra-vers de sa holding Republic New York Corporation, a lancé, mardi, une curo-émission perpétuelle à tanx variable de 150 millions de dollars. Alors que ce secteur est encore lois d'être remis de la crise qui, il y a deux semaines, l'a forante su plus profond de ses fondements, la sortie d'un euroemprunt sans durée déterminée a foaubi tout un chacun. Les conditions proposées par la banque améri-caine sont moins irréalistes que celles qui, dans le passé, ont présidé sux autres transactions du même type et qui, en fin de compte, ont mené à l'effondrement suquel on a pu assister au début de ce mois. Les euro-obligations de la Republic New York Corp seront émises an pair et porteront un intérêt semes triel qui sera l'addition d'une marge tera largement l'équivalent de de 0,25 % an taux du Libor à six 30 milliards de dollars. Malgré son mois. En outre, l'opération est assor-tie d'une commission bancaire rela-tivement élevée paisqu'elle totalise 1 %. Tost ceci s'est malheureusement averé insufficant.

Bien qu'elle ne soit pes nouvelle, de l'industrie bencaire est toujournement sechnique soulève deux quescette technique soulève deux questions. Le nombre d'actions disponibles sera-t-il suffisant? Qu'adviendra-t-il si le cours de la Republic New-York Corp, avait abandonné l'espoir d'assembler un véritable syndicat d'établissements co-chefs de file. La firme a dit accompon, n'est déjà guère encourageant. Si, en plus, une masse d'actions vient à être revendue en jauvier 2012, on peut supposer que cela n'améliorera pas la tenne du titre en Bourse. C'est le genre de propos qu'il ne ferait pas bon d'évoquer alors que l'avenir de l'ensemble sur la sellette.

Après deux jours d'efforts, Mornill Lynch, qui dirige l'euro-emprunt de la Republic New-York Corp, avait abandonné l'espoir d'assembler un véritable syndicat d'érablissements co-chefs de file. La firme a dit econtrolle sur le response de la Republic New-York Corp, avait abandonné l'espoir d'assembler un véritable syndicat d'érablissements co-chefs de file. La firme a dit econtrolle sur le response de la Republic New-York Corp, avait abandonné l'espoir d'assembler un véritable syndicat d'érablissements co-chefs de file. La firme a dit econtrolle s'est, pour chacune, limitée à 15 millions de dollars. Leur présence doit s'expliquer davantage par leur relations de dollars. Leur présence de s'expliquer davantage par leur relations de dollars. Leur présence de s'expliquer davantage par leur relations de dollars. Leur présence de la Republic New-York Corp, avait abandonné l'espoir d'assembler un véritable syndicat d'érablissements co-chefs de file. La firme a dit eventure de controlle syndicat d'érablissement extra de la Republic New-York Corp, avait abandonné l'espoir de la Republic New-York C cette technique soulève deux ques-tions. Le nombre d'actions disponi-

L'année qui va biennit s'achever aura, jusqu'à son terme, été celle des actions internationales. L'explosion de ce marché a pour corollaire la diminution en pourcentage de l'importance de Wall Street dans le monde sinsi que celle du volume d'actions libellées en dollars. Entre 1975 et la fin du mois de septembre 1986, la part de New-York par rapport à la capitalisation boursière de l'ensemble des places financières mondiales est tombée de 61,2 % à 41,3 %. Selon des statistiques com-41,5 % Seion des mansaques com-pilées par Salomon Brothers, la grande bauque d'inventissement américaine, la capitalisation bour-sière mondiale, qui représentait en 1975 l'équivalent de 1,15 trillion américain ou billion européen (1) de dollars, soit 1 150 milliards de le même temps, la part en 100. St, durant le même temps, la part émise en dol-lars est passée de 704 milliards de dollars à plus de 2 200 milliards (2,2 trillions), la partie émise en yens a été multipliée par 12,5, pas-ant de l'équivalent de 142 milliards de dollars à 1 783 milliards (1,78 trillion). Les portions de mar-chés libellés en sterling, deutsche-marks et francs français ont également progressé mais dans des proportions bien moindres : respectiment 4.46 % 4.25 % et 3.65 %

La part non américaine du mar-ché boursier mondral ne peut que croître encore davantage su cours des aumées à venir. Le grand élan international qui pousse tous les gou-vernements du monde vers la privapublic va s'accélérer.

Dans co concert, la France et le franc tricolore vont jouer le rôle le plus important après les Japonais, puisque la privatisation de soixantequatre entreprises d'Etat durant les quatre prochaînes années représenempleur, l'augmentation de la capi-talisation boursière en francs francais ne devrait pas poser de pro-blème. Cette capitalisation ne

Actions internationales : poursuite de l'expansion en 1987 duit intérieur brut de la France à la fin du traisième trimestre de cette année, alors qu'elle atteignait 77 % en Suisse, 70 % an Royaume-Uni, 60 % an Japon et 51 % pour la partie libellée en dollars des Etats-Unis.

Paribas, qui va ouvrir le programme de privatisation pour la France en 1987, devrait donner le jour à un montant d'actions qui devrait se situer entre 2,5 et 3 milliards de dollars. A cet égard, l'avertissement donné aux spéculateurs se ruant sur les certificats d'investissement privilégiés (CIP), émis par Paribas plus tôt dans l'amée à un prix unitaire de 625 francs, devrait être salutaire. Ceux qui, après avoir été échaudés par la parcimonie des attributions Saint-Gobain, veulent s'assurer d'obtenir des actions de la banque de la rue d'Antin au travers des CIP, et qui ont poussé le cours de ces derniers jusqu'à 950 francs, ferzient sans doute bien de s'en défaire au plus vite s'ils ne voulent pas risquer de perdre une bonne centaine de france par certificat.

Ils auraient mieux fait, dans

l'immédiat, de s'intéresser à l'opéra-tion internationale lancée cette semaine, sous la direction de Paribes, par Thomson CSF. Elle consiste en l'émission de 1 050 000 « unités » dont 343 743 sont destinées à être placées à l'étranger, ausant en France, le solde étant conservé par l'émetteur. Chaque « unité » est composée d'une action ordinaire et d'un warrant permet-tant d'acquérir, jusqu'au 31 décembre 1989, une autre action ordinaire Thomson. L'unité a été offerte a un prix de 1 810 france français. Au moment du lancement, le cours de l'action ordinaire était de 1 680 francs. La part internationale a été rapidement sursouscrite. En papier disponible pour les étrangers, et, sur le marché gris, l'unité se trai-tait à 1 830-1 880 francs, l'action à I 600- I 620 francs, et le warrant à 240-250 francs. Un bean succès.

(1) Un trillion sméricain ou un bil-lion européen = mille milliards (10 puissance 12).

CHRISTOPHER HUGHES.

représentait encore que 13 % du pro-

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

En roue libre

Comme le marché des changes, le marché obligataire s'est mis «en rone libre», observant hui ansai la trêve des confiseurs, et attendant le début de janvier, dans l'espoir de jours meilleurs, c'est-à-dire d'un abaissement des taux. Selon toute apparence, on n'en prend pas le chemin, comme l'a laissé entendre le président de la Banque fédérale d'Allemagne, M. Karl-Otto Poehl.

Les rendements des emprunts entre d'Eles se cont maintenut entre

1.00

.....

u Aliemagne, M. Kari-Otto Poehl.

Les rendements des emprants
d'Etat se sont maintenus entre
8,60% et 8,70%, cent du secteur
public dépassant 9,60%. Quant an
MATIF, les cours des échéances
décembre et mars, après surés échéances décembre et mars, après avoir fai-blement oscillé durant toute la semaine, out terminé au plus bas de semaine, out terminé au plus bas de la période, cotant respectivement 106,80 et 106,75. Le plus frappant a été la meigreur des transactions, la vente de cinq mille titres seulement provoquant un décalage des comments. provoquant un décalage des cours, ce qui est été impensable il y a encore quelques semaines.

Tout le monde attend, mainte-nant, le début du mois de janvier, période pendant laquelle compons et remboursements vont tomber par milliards de francs. Mais les inquiémilliards de francs. Mais les inquie-tudes demearent en ce qui concerne l'évolution des tanx d'intérêt, notam-ment à court terme. Certes, la ten-sion provoquée, à partir du 3 décem-bre, par le bref accès de faiblesse du franc, est-elle retombée. Lundi, la Banque de France annonçait qu'elle ramenait de 3,50 % à 7 3/4 % le taux de ses pensions à sept jours, mais le lendemain faisait comaître qu'elle relevait de 7 % à 7 1/4 % le taux de ses adjudications sur effets de première catégorie. Ce faisant, elle rétablissait le « chemal » d'évolution du loyer de l'argent au jour le repris, à petite vapeur. Le Crédit

Les autorités monétaires n'hésitecont sans doute pas à manier l'arme des taux pour défendre le franc, étant bien entendu que ce manie-ment ne peut être utilisé de manière permanente, car il aurait pour consé-quence une remontée générale des tanx d'intérêt en France, peu com-patible avec une politique gouverno-mentale de soutien à l'économie et aux contractions. mentale de soutien à l'économie et aux entrepsises. A cet égard, on notera que la déréglementation et, surtout, la levée quasi totale du contrôle des changes ne permettent plus à la Banque de France de défendre la nonmaie en faisant monter vertigineusement les taux de l'eurofranc (francs extérieurs des non-tésidents). Aujourd'hui, il y a trop d'échappatoures. L'Institut d'émission ne peut plus agir que sur un marché unique, celui des taux intérieurs, qui devieunent, en même temps, extérieurs.

C'est pourquoi les bons esprits estiment que la défense du franc par les taux ne tauxait devenir permanente. Cela signifie que des mesures

foncier de France lance le pren emprunt «défiscalisé», c'est-à-dire sans crédit d'impôt, après la sup-pression de la retenae à la source. Cet emprunt, de 2 milliards de france, est naturellement émis à taux variable avec indexation sur le TME, (taux moyen des emprunts d'Erat), règlement au 5 janvier 1987. Il se place lentement, avec prudence. Autre émission prévue, celle d'une nouvelle tranche de la Caisse de refinancement hypothé-

En Allemagne, point de mire du marché français, la Banque centrale, par la voix de son président, a clairepar in voix de son president, a cante-ment fait connaître qu'elle ne pou-vait envisager un abaissement de son taux directeur, avant ou après les flections législatives. Fixant ses nou-veaux objectifs pour la croissance de la masse monétaire « Banque ceu-trale » en 1987 (3 % à 6 % ser une base annuelle contre 3,5 % à 5,5 % en 1986), elle va s'efforcer de faire rentrer dans son lit cette même masse monétaire, qui augmente actuellement à un rythme de près de 9 %. Certains opérateurs estiment malgré tout que la Bundesbank «fera un effort» dans les premiers mois de 1987. Ce n'est pas sir du tout; il n'est même pes impossible que les taux montent un peu outre-Rhin. En ce cas, les taux à long terme, qui sont supérieurs d'un point aux Etats-Unis par rapport sux tanx allemands, deviendraient identiques pour les deux pays, ce qui provoquerait un nouvel afflux de capitaux dans la zone mark, et une nouvelle

Trêve des confiseurs

Un très grand calme s'est instauré sur les marchés des changes à l'approche des fêtes de Noël et du Jour de l'an. Par ailleurs, dans le monde entier, tout le monde prépare la clôture des exercices et des bilans et procède aux opérations classiques d'abbillage à des bilans en question (window dressing). Il n'est donc pas question de prendre des initiatives hardles : on verra au début de l'année prochaine,

En conséquence, les cours des principales devises ont évolné dans des couloirs très étroits, avec des variations sens grande signification et des volumes en très nette dimim-tion. Aînsi, le dollar a-t-il oscillé entre 2 et 2,02 DM, 163 et 164 yens, 6,58 et 6,62 F. On a relevé, sur la devise américaire, des achais commerciant assez importants, toujours en prévision des agustements de fin d'amée. La tenue du «billet vert» n'a été influencée par aucune des nouvelles en provenance de l'écono-mie des Etats-Units, que ce soit la beiere des miers en cherrier de locabaisse des mises en chantier de loge-ments ou les résultats, bien imprécis, de la rénuion de l'OPEP. Elle n'a pas été influencée non plus, du moins dans l'immédiat, par les prévisions relativement pessimistes de M. Henry Kaufman dans l'étude prospective annuelle de la firme de courtage Salomon Brothers pour 1987.

La croissance de l'économie a ricaine sera limitée à 2 % (1 % à 1 1/2 %, en taux annuel, au premier semestre et 2 1/2 % à 3 % au second emestre), cela en raison d'une augmentation des exportations et d'une consommation plus active. En consé-quence, la politique de la Réserve fédérale sera accommodante, avec des réductions supplémentaires de

mière pourrait intervenir dès le pre-mier trimestre, mais après une dimi-nution préalable au Japon et surtout en Allemagne (ce qui semble per probable; voir ci-dessous en rubrique marché monétaire et obliga-

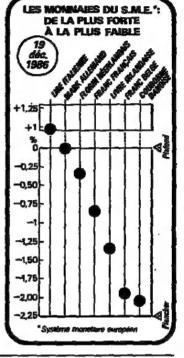
En conséquence, toujours suivant

Tétude de Salomon Brothers, les taux à long terme américains reviendraient à 6,5 % à la fin du premier semestre, contre 7,3 % à 7,5 % actuellement, mais s'orienteraient à la hausse au second semestre, atteignant 7 3/4 %, en liaison avec une légère reprise de l'inflation et avec la faiblesse du dollar. Ce dernier pourrait fléchir aux alentours de 1,75 DM et 150 yens, ce qui le ferait tomber au-dessous de 6 F à Paris.

En Europa, un calme relatif a régné au sein du SME. Après avoir reculé jusqu'à 3,2730 F sous l'effet des rapatriements de devises pour les opérateurs français pour la fin d'amée, le cours du mark s'est raf-fermi, pour dépasser 3,28 F à la veille du week-end. A un mois des élections législatives allemandes, les speculations vont bon train sur un réaménagement du SME au prin-temps prochain. Dans son dernier rapport sur l'économie mondiale, l'Institut de Kiel, l'un des cinq grands «instituts» d'outre-Rhin, prévoit précisément un tel réaménagement, - en raison des écarts d'inflation entre pays de la CEE », avec une réévaluation « limitée » du mark, de façon à ne pas trop muire aux exportations allemandes. De leur côté, les autres participants du SME ne seraient pas partisans d'une forte dévaluation de leurs moanaies, afin d'éviter une inflation « Impor-

Maleré ce calme relatif, évoqué plus haut, de nombreux opérateurs redoutent les premières semaines de janvier, à l'approche des élections allemandes. Une reprise de la spécu-lation sur une réévaluation du mark pourrait provoquer, à nouveau, de fortes tensions au sein du système monétaire européen. A Paris, or n'exclut pas un relèvement brutal des taux d'intérêt en cas de baisse du franc, après l'accalmie sur le front des taux euregistrée cette

FRANÇOIS RENARD.



LES MATIÈRES PREMIÈRES

Coup dur pour les fournisseurs de sucre

Les Etats-Unis limitent leurs importations

 Construire sur le sucre vaut-il mieux que construire sur le sable? », s'interrogeait Jean-Paul Sartre, de passage à La Havane en 1960. La question reste plus que jamais d'actualité après la décision des Etats-Unis de ramener à 1 mil-lion de tonnes (- 41 %) leurs importations de sucre pour 1987, soit le niveau le plus bas depuis 1888. Le représentant spécial de la Maison Blanche pour le commerce, M. Clayton Yeutter, n'a pas caché que cette mesure aurait « un effet dévastateur » sur les fournisseurs sucriers de Washington, à savoir les Etats producteurs latino-américains, la République dominicaine et les pines. Austi certains d'entre cux (trente au total) recevront-ils en compensation une aide alimentaire qui doit, selon le secrétaire de l'agriculture, M. Lyng, être prélevée dans

PRODUITS	COURS DU 19-12
Caire h. g. (Lonius)	953 (+ 1)
Trois mois	Livres/tonne
Aleminion (Lories)	884 (- 6,5)
Trois mois	Livres/tours
Nicket (Lunius)	2 545 (+ 15)
Trais main	Livres/tonne
Secre (Pais)	1 150 (- 65)
Mars	Francs/tonns
Culli (Lades)	1 902 (- 63)
Janvier	Livres/tonne
Cacao (New York)	1 879 (17)
Mans	Dollars/tonns
Illé (Chings)	261,75 (~ 18)
Décembre	Conts/bolssons
Male (Chicago)	151,25 (- 3,25)
Décembre	Cants/boisecas
Soje (Chicaya)	142,88 (- 2,98)
Décembre	Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la ration d'une somme sur l'autre.

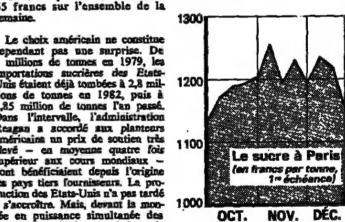
les stocks céréaliers fédéraux de la sa qualité est médiocre. Sur le mar-Commodity Credit Corporation.

clôturaient le 19 décembre à 1 150 francs par tonne, en déclin de

cependant pas une surprise. De 5 millions de tounes en 1979, les importations sucrières des États-Unis étaient déjà tombées à 2,8 millions de tonnes en 1982, puis à 1,85 million de tonnes l'an passé. Dans l'intervalle, l'administration Reagan a accordé aux planteurs américains un prix de soutien très élevé – en moyenne quatre fois supérieur aux cours mondiaux – dont bénéficialent depuis l'origine les pays tiers fournisseurs. La pro-duction des États-Unis n'a pas tardé à s'accroître. Mais, devant la montée en puissance simultanée des substituts et édulcorants à base de mais - dont la part dans la consom-mation totale de produits sucrants a dépassé 50 % en 1985, - le gouvercoûteux de laisser en l'état le quots d'importations alloué aux États sucriers en voie de développement, dès lors que les besoins intérieurs diminuaient. Si Washington continue d'importer au prix fort, cette concession porte désormais sur des quantités négligeables.

Pour la République dominicaine, les Philippines et quelques autres pays, la réduction du débouché amé-ricain est un nouveau coup dur. Le gouvernement de M. Aquino a certes reça l'an passé une partie du quota sud-africain, après les sanotions américaines contre le régime de l'apartheid. Mais le sucre initialement destiné aux Etats-Unis risque

ché libre, où les prix sont déjà fort déprimés, la concurrence est vive. Aussitôt connue, la nouvelle a accentué le repli des cours du sucre à New-York, comme à Paris, où ils clôturaient le 19 décembre à court les Etats concernés.



Le seul salut pour ce sucre sans, destinalaire pourrait venir de Cuba, dont la récolte 1986-1987 devrait être inférieure de 1 million de tonnes (au minimum) aux objectifs, pour s'établir entre 7 et 7,5 millions de tonnes. La Havane sera peut-être intéressée par une marchandise bon marché et proche des côtes cubaines, afin d'honorer ses engagements de livraison aux pays de l'Est (essentiellement l'URSS). Rien ne garantit néanmoins que la «solida-rité latino-américaine», appelée de ses vœux par M. Manuel Buez, président dominicain du Conseil d'Etat du sucre, se manifestera. En 1985, Cuba était resté sourd à l'appel pressant de ses voisins, préférant comsant de ses voisins, préférant com-penser les insuffisances de sa récolte par des achats discrets sur le marché de New-York, alors au plus bas de ces quinze dernières ann

ÉRIC FOTTORINO.

vision 1987 en 1500 dates

pour tous les décideurs, un instrument unique de travail :

un semainier de dates prévisionnelles. EXCLUSIF:

un téléphone avec chaque information,
 une mise à jour mensuelle automatique.

Pour recevoir une fiche-spécimen, envoyez votre corte de visite à :
Nicole-Jeunet, Bref, 4 rue Borbette, 75003 Paris.

les Antilles Concorde pour 98 élus

C'est le nombre de places pour ce vol supersonique exceptionnel avec Air France. Noël ou jour de l'An et 9 jours passés à l'hôtel Méridien de Guadeloupe (*** NN) à partir de 18950 francs. Aircom, 93, rue de Monceau, 75008 Paris. TBL: (1) 45-22-86-46 - Télex: 643 780 F

16 Dimanche 21-Lundi 22 décembre 1986 »

Le Monde

ETRANGER

- 3 Etats-Unis : d'armes à l'Iran et l'aide au
- 4 URSS : le retour à Moscou de
- M. Andrei Sakharov.

POLITIQUE

- 5-6 Le débat sur l'aménegement du temos de travail.
- 6 Las critiques de M. Raymond Barre contre la cohabitation.
- ~ La visite de M. Mitterrand à

- & Pollution du Rhin : la Suisse remboursere à la France les dégâts « incontes
- Le Syndicat de la magistrature s'inquiète, dans une lettre ouverte, de « pressions
- d'ordre politique ». Education: I'UNEF-ID deux millions d'étudiants.

9-10 Une vélection des meilleurs

- 7 L'AFP à la recherche d'un PDG après la démission de M. Henri Pigeat.
- La CNCL grand position sur Γ∉ affaire Polac ».

ÉCONOMIE

- 13 Etata-Unis : comment la ∢ Chicago Connection » fait trem-bler Wall Street.
- Les réactions après la confé rence annuelle agricole.
- 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes et grands

SERVICES Météorologie 10

LIBAN: combats à Tripoli

Un défi pour Damas

BEYROUTH de notre correspondant

Le Liban craque de pertout au moment où la perspective d'un apai-sement s'esquissait timidement, avec la possibilité d'une rencontre au sommet entre les présidents syrien et libanais, MM. Assad et

Dans les camps, entre les Palesti-nieus et la milice chiite Amal, la pause instaurée le 14 décembre pante instauree le 14 décembre n'aura duré que quelques jours et n'a jamais été totale. Une guerre d'usure a vite pris le relais dès jeudi, et son rythme va crescendo. La médiation iranienne est bloquée par les conditions contradictoires posées par les protagonistes, ce qui n'empê-che pas Téhéran d'avoir marqué des points décisifs en faisant figure de conciliateur au sein du camp islamique alors que la Syrie est traitée en partie prenante du conflit

Il était illusoire de vouloir arrêter la «guerre des camps» en ignorant le principal belligérant palestimen, M. Yasser Arafat, qui exige la levée du siège de tous les camps palesti-niens par Amal en échange de l'éva-cuation par ses hommes de la localité de Magdouché, conquise au

Au contraire, c'est lui qui fait monter les enchères puisque « paci-fiée » – c'est-à-dire reprise en main fiée » — CESTA-OUTE reprise ou mani-— il y a plus d'un an par les Syriens, Tripoli s'est enflammée. Les inté-gristes musulmans de cette ville, alliés de vieille date de M. Arafat, ont attaqué certains postes syriens le vendredi 19 décembre. La bataille, vendrein 19 décembre. La catalle, qui a dégénéré et gagné plusieurs quartiers, a fait douze morts et treate-cinq blessés parmi les com-battants intégristes et la population libanaise, sans compter les victimes dans les rangs de l'armée syrieane.

Evident, le lien entre la flambée de Tripoli et la guerre des camps a aussitôt été établi dans les milieux politiques an Liban.

Autre conséquence de la guerre des camps, l'insécurité augmente à Beyrouth-Ouest (secteur musulman de la capitale). Rapts - notamment de chrétiens, - liquidations - sur-tout de Palestiniens, - attentats tout de Palestiniens, - attentats contre les gens d'Amal, vois, se succèdent à un rythme hallucinant. Au cours de la scule journée de ven-dredi, deux motocyclistes ont été déchiquetés par la bombe qu'ils transportaient en vue d'un attentat, un lieutenant de l'armée libanaise fraction druze - a été assassiné, un commerçant chrétien a été enlevé,

une roquette a été tirée sur le siège de la présidence du Conseil, et des éléments armés unt intercepté et volé la voiture... d'une patrouille des forces de sécurité intérieure. La veille, avec notamment l'assassinat d'une Palestinienne chrétienne fonctionnaire des Nations unies, les manifestations du complet délabre-ment de la situation à Beyrouth-Onest avaient été tout aussi

Deux autres foyers d'explosion potentielle sont à surveiller, deux localités chrétiennes incrustées en territoire musulman : Jezzine et Zahlé. Des craintes sont surtou exprimées en secteur chrétien concernant Zahlé, où s'est installé M. Elie Hobeika, qui est utilisé par Damas pour contenir l'expansion du Hezbollah dans la Beksa. Le Hez-bollah exige maintenant son retrait dans un hôpital transformé en caserne en bordure de Zahlé.

Empêtrée dans ses contradiction la Syrie n'a jamais été aussi faible sur la scène libanaise depuis son retour en force à l'automne 1983 et pendant l'hiver 1984. C'est pourquoi le président Assad pourrait être inté-

LUCIEN GEORGE.

Réforme majeure dans le fonctionnement de l'ONU

Le budget des Nations unies sera désormais adopté par consensus

En même temps, l'Assemblée a

adopté les recommandations du

- comité des dix-huit », rendues

publiques en août dernier. Ceiles-ci

exigent une « simplification des

diminution de certaines activités

jugées inutiles, notamment du nom-bre des conférences internationales

et du volume de la documentation

écrite, une réduction de 15% en

trois ans du personnel permanent (25 % aux échelons supérieurs), une

politique plus stricte en matière de

recrutement et d'avantages sociaux,

et une coordination plus efficace

entre les différentes agences du sys-

La résolution rejette, en revanche, la proposition occidentale en faveur

de la création d'un « conseil exécu-

tif . qui, à l'instar de l'UNESCO.

aurait eu la haute main à la fois sur

les activités de l'organisation et sur

structures, actuallement d'une complexité excessive », une sensible

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

L'Assemblée générale a adopté sans vote, le vendredi 19 décembre, ane résolution sur la réforme du fonctionnement administratif et budgétaire de l'ONU. Souhaité par l'Occident et par une partie du tiersmonde, préparé depuis plusieurs mois, le texte était présenté par dixneuf Etats, dont les cinq membres (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne).

La résolution supprime l'obligation de recourir au vote lors de l'adoption de décisions en matière budgétaire et autorise la pratique du consensus. Cette disposition est valable immédiatement et sera appliquée dès l'année prochaine, lors de l'élaboration du budget biennal

INDOCHINE

ment entériner la formation d'un

nouveau gouvernement, de nom-

breux ministres n'ayant pas été

réclus au nouveau comité central du

parti, signe d'une sanction qui

devrait logiquement s'accompagner

Enfin, un haut fonctionnaire mili-

taire a indiqué à l'AFP que les

deux reprises, juste avant et durant

le sixième congrès du parti, à la frontière sino-vietnamienne dans la

région de Vi Xuyen (nord-ouest du

Vietnam). Le responsable a cepen-

dant précisé que ces attaques, les 14

et 16 décembre, ont fait » peu de

d'une éviction du gouvernement.

PAKISTAN

Le nouveau chef Démission du régime vietnamien du gouvernement rencontre ses collègues

Le gouvernement pakistansis a remis, samedi 20 décembre, sa laotien et cambodgien démission collective au premier ministre Mohammed Khan Junejo, Hanoī (AFP). - Le nouveau chei du régime vietnamien, M. Nguyen Van Linh, a eu le vendredi afin de lui permettre - de reconsti tuer son cabinet en vue d'affronter les problèmes auxquels le pays doit 19 décembre sa première rencontre avec les dirigeants des deux autres pays indochinois, MM. Kaysone Phomyibare (Law) faire face .. a-t-on annonce officielent. Cette démission résulte des Phomvihane (Laos) et Heng Sam-rin (Cambodge), tous deux à Hanoi à l'occasion du sixième congrès du graves troubles intercommunautaires que connaît, depuis le 14 décembre, la plus grande ville Parti communiste vietnamien, qui vient de s'achever. Les trois hommes du Pakistan, Karachi. Vendredi 19 décembre, un policier a été lyn-ché et quatre autres grièvement ont constaté, selon la presae officielle vietnamienne, que les relations des trois pays étaient devenues - une plessés par des émeutiers. Les affrontements entre Myhajirs loi conditionnant la vie et le développement (de leurs) révolutions

(«émigrés » d'origine indienne et de confession musulmane) et Pathans ont fait près de deux cents morts au et - une force que rien ne peut bri-ser -. Ils ont décidé de tenir un somcours de la semaine écoulée. En met formel des pays indochinois en dépit du couvre-feu instauré dans plus de la moitié de la ville, des inci-Par ailleurs, la réunion de dents se sont produits quotidienn l'Assemblée nationale, qui doit dési-gner un nouveau président du conseil d'Etat (chef de l'Etat) et un nouveau premier ministre, devait en principe débuter mercredi et pour e INDE : procès de sikhs en rait se clore le 29 décembre, Outre Grande-Bretagne. - Deux sikhs, MM. Jamai Ranuana et Sukhvinder, les successeurs de MM. Truong Chinh et Pham Van Dong, démis-sionnaires, l'Assemblée doit égale-

qui résident tous deux en Grandertagne, ont été reconnus coupables, le vendredi 19 décembre, par un tribunal de Birmingham, de complot visant à assassiner le premie ministre indien, M. Rajiv Gandhi, Iors d'une visita de ce dernier à Londres en octobre 1985. Un traisième inculpé, également d'origine sikh, a été acquitté. Les trois hommes avaient été arrêtés trois jours avant l'arrivée de M. Gandhi. Ils avaien commandité deux individus qu'ils crovaient être des militants de l'Ira (Armée républicaine irlandaise) pour assassiner M. Gandhi. Il s'agissait, en fait, de deux informateurs de la police britannique. Le juge davait prononcer samedi la ser

leur financement. La structure actuelle, bicéphale, est maintenne : le comité de programme et de coor-dination reste chargé de la concep-tion des activités, alors que le comité consultatif pour les questions admi-nistratives et budgétaires, demeure responsable de leur budgétisation.

Des limites au pouvoir des « 77 »

Les principes contenus dans la tenus et réaffirmés avec force par la résolution, de même que les respon sabilités prééminentes du secrétaire général Coci n'est pas un hasard exprimant après l'adoption du texte, le représentant du Zimbabwe - dont le pays préside actuellement le mouvement des non-alignés -, a vigoureusement insisté sur l'obliga-tion pour tous les États de « respecter les principes démocratiques qui régissent l'organisation ».

Il s'agissait manifestement d'une mise en garde à l'adresse de ceux qui seraient tentés d'interpréter le principe du consensus comme une négation de la loi du plus grand nombre. Car, tel est l'essentiel de la réforme : en supprimant le vote majoritaire, l'ONU diminue le pouvoir du groupe des «77», c'est-à-dire de cette « majorité automatique - qui se formait souvent abusivement et avec une rapidité excessive autour d'idées que l'Occi-dent considérait comme hostiles à ses intérêts. Le principe du consensus étant celui d'un compromis, son application rend impos sible l'adoption d'une décision en cas d'opposition formelle de la part d'un petit groupe d'États, on même d'un seul gouvernement.

Ce principe, cher aux Américains, doit permettre d'éviter, dans l'esprit de Washington, que l'Occident, qui fournit 75 % des ressources de l'ONU, soit « réduit à payer et à abstenir au moment du vote ...

Le représentant américain M. Vernen Walters, s'est déclaré satisfait : « Nous avons obtenu la majeure partie de ce que nous sou-haitions. C'est un grand jour pour l'humanité. - La résolution procla-mant illégales les retenues et les diminutions budgétaires pratiquées unilatéralement par certains États. Washington devra, dans l'immédiat rapidement verser les 110 millions de dollars qu'il a supprimés de sa contribution pour l'année 1986. Selon M. Walters, la décision de l'Assemblée générale donne à son gouvernement un argument efficace pour convaincre le Congrès d'asssouplir sa position.

CHARLES LESCAUT.

OFFEEZ à votre personnel le bien-être et la détente que procure une séance de yoga et de relaxation qu'il vous rendra en bonne humeur et en efficacité SARAH WAIA

Tél.: 46-34-06-91

de lycées à Athènes

Grèves et occupations

de notre correspondant

Un mouvement de grève et d'occu pation se répand dans les lycée d'Athènes après la manifestation massive qui a eu lieu au début de certe semaine dans le centre de la ville. Les lycéens protestent notam-ment contre la réduction des crédits de l'éducation nationale et du nombre d'étudiants qui seront admis l'année prochaîne, dans l'enseigne-ment supérieur. Ils demandent ainsi l'augmentation des salles de classe, la nomination de professeurs aux postes vacants (4 500 selon certaines affirmations), l'amélioration de l'équipement technique des établissements (dans un quartier d'Athènes, il existe un seul labo-raoire de chimie pour huit lycées), des manuels scolaires ot des néthodes pédagogiques.

Ce mouvement de revendication s'est exprimé indépendamment des organisations de jeunesse des grands partis, qui se sont cependant empressés de prendre le train en marche. Il est souteau par tous les partis politiques, du PC orthodoxe i la nouvelle démocratie, excepté k PASOK. On note cependant que la jeunesse du PC orthodoxe est très réticente devant les actions d'occupation des écoles. Le mouvement a

la sympathie — sinon la coopération
— de très nombreux enseignants.

Le ministre de l'éducation nationale, M. Adonis Tritsis, qui a initialement refusé de recevoir les délégations lycéennes, affirme que les dépenses de l'éducation nationale seront maint

EN BREF

6 CHINE : manifestation d'étudiants. — Trois mille étudiant ont manifesté, le vendradi 19 décem bre, dans les rues de Shanghai pour réclamer plus de démocratie et des réformes de l'enseignement, comme dans plusieurs autres villes chinoises. La police n'est pas intervenue, et la festation s'est déroulée sans municipeux. Des manifestations éce lement pacifiques ont été signale Hefei (Est), Wuhan (Centre), Kunming (Sud) et Shenzhen, près de Hongkong. - (AFP.)

• AFGHANISTAN : un village paldistanais bombardé. — Quetre avions des forces de Kaboul ont bombardé, le jeudi 18 décembre, un village frontalier pekisteneis, y feisant dix morte et quinza blessés, selon des responsables palcistanais qui ent accueé le régime afghan d'avoir commis au moins six cents violations de l'espace aérien pakista neis cette année. Le ministère des affaires étrangères n'aveit pas, ancore, samedi, confirmé ca nouvel

 L'entraîneur hippique Lester Piggott arrêté pour fraude fiscale. - Lester Piggott, cinquante-huit ans. e célèbre jockey britannique deveni entraîneur, a été arrêté vendredi 19 décembre, pour fraude fiscale, à rket en Angleterre.

Il est accusé d'avoir menti sur le contenu de son compte en benque en ayant remis au percepteur un faux locument. Les avocats de la perception ont affirmé qu'il possédait 2 mil-lions de livres (19 millions de france français) de revenus étrangers et ont demandé leur rapatriement en Grande-Bretagne. Le tribunal a técidé d'examinor cette requête de

 Manèges gratuits aux Tuile-ries. — Las artisans foraine offrent une entrée gratuite à deux mille enfants lundi 22 décembre, à 10 heures, à la fête des Tuileries, en avant-première de Noël. A partir de midi, avec le Secours populaire francais et ses pères Noël verts, ils remettront des cadeaux sux enfants.

Le Monde. ser minitel

METEO

Météo régionale, météo du monde entier, météo marine.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Grèves-désordre des agents de conduite SNCF

d'exploiter les grèves sauvages décleachées la veille à la base par des agents de conduite, en dépit de l'impopularité de mouvements socianx lancés sans préavis et, de surcroît, en période de départs en

Partis d'une grève tout à fait offi-cielle des agents de la banliene de Paris-Nord, le mouvement s'est étendu spontanément dans la jour-née de vendredi à la banlieue sudest, puis à certaines grandes lignes.

Samedi matin, le désordre régnait sur le réseau ferrovisire, et il était difficile de pronostiquer une reprise du travail tout comme une extension du mouvement. Pour les grandes lignes, le trafic était normal au départ des gares parisiennes de Saint-Lazare, de Montparnasse et d'Austerlitz en direction de Toulouse ; en revanche, la moitié seule-ment du trafic était saurée vers Bordeaux, un train sur quatre an départ des gares du Nord et de l'Est. Le trafic TGV était normal, mais les rapides et les express du réseau Sud-Est ne circulaient qu'à 40 %.

Sur le réseau de banlieue, la même pagaille prévalait. Normal à Montparnasse et sur la ligne C du RER, le trafic était légèrement per-

La CFDT et les autonomes de la turbé au départ de Saint-Lazare. Un FGAAC s'efforçaient, le samedi train sur quatre circulait au départ des gares de Lyon et de l'Est. Le tratrain sur quatre circulait au départ des gares de Lyon et de l'Est. Le tra-fic était inexistant à la gare du

- - - - W

· - 2.42 1

11 mg - 14 mg

TO A PROPERTY AND

a last.

y Water

racai S

and the said

a in the profit

The state of the s

Electrical Contract of

Martin Street of the State of

TRANSPORTER OF THE PROPERTY per training of the second

A war a see . I supply AND DESCRIPTION OF THE PERSON BOTH ATTACK THE THE NAME OF

ly 1 -- a Arabe

the roll is a service and design

Material Contract Committee

TORREST TO THE PERSON

Minter the Aries profession

陈文文章 5、 一一一个一种的一种的一个**的一种**

File Courts in the same in the same

್ರ್ ೬ ಕ್ಷಮ್ ಕ್ಷಿಮ್ ಕ್ಷಮ್ ಕ್ಷಿಮ್ ಕ್ಷಿಮ್

Detroits in the single

Diego - 1 - 1 to the Miles

2 (Low 2 to) | Care |

The Filtrates & S. S. C. S.

francis to come a man

FARTER HOUSE AND

THE PERSON NAMED IN COLUMN

THE PARTY OF THE PARTY OF

till ar and the time to be

The same of the same of the

Marie & was to Chieve their

THE PROPERTY OF THEM

to the same of the F. States of the same of

HE AL PLAN & ME SH

AT 1 (200 17 11 14 24

THE R. LEWIS CO. L. P. WHITE

STATE SALES OF THE PARTY

Section of the sectio

20 20 713

the state of the state state

AND DESCRIPTION OF THE PERSON NAMED IN

To the same the supplement

-

A 150 1 24 128

In the same of the same

State of the Party of the State of the State

lations care to an inches

Bertales Gu & Santon & Maria

Branch Strange of Land

Particular of the second

Spring Com Ser Fill with the

We fairly the same and the same

Property of the property of th

Maria Company

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Wing Co to The Property of

A STATE OF THE PARTY OF THE

Mary Control of the C

the same of the same

THE VEHICLE AS THE PARTY OF THE

M., ...

6: See the factor of the

traction of the same

Auto - - - - - -

1 2 2 2 2 2 2 2 2

(学者をなる) さいかくひょ

SHOPL SE FOR TO

market 100

4.5.1

4000

20 8 TH 1801 B

21

er of the said

1904 13 17 18

a Constitution of the

EET. W.

6.786

SECTION OF THE PERSON

785" W 344"

3 - 7 1000

A PROPERTY.

Les appels se sont multipliés pour persuader les agents de conduite de renoncer à perturber le trafic en cette période. C'est tout d'abord la direction de la SNCF qui a lancé « un appai solennel à tous les cheminots pour leur demander de pen-ser d'abord à nos clients qui compser à aport à nos cuents qui comp-tent sur la SNCF pour assurer dans de bonnes conditions leurs déplace-ments de fin d'année , d'autant plus que rendez-vous a été pris, pour le 7 janvier, afin de discuter avec les syndicats de la grille des rémunés tions et des conditions de travail.

M. Jacques Douffisques, ministre délegné chargé des transports, a déclaré que ce n'était pas « en prenant en otage les usagers, les enfants et les fanalles qui partent en vacances, que les grévistes vont arranger leurs affaires ».

Quant à la CFDT, elle critique l'attitude des « technocrates aveu-gles » qui bloquent les barèmes des salaires, mais elle en dénonce « swec autant de vigueur les mouves inopinés et irresponsables en train de paralyser le pays (...) qui décon-sidèrent le vrai syndicalisme ».

L'affaire du Carrefour du développement

M. Philippe Julien, qui avait accueilli M. Yves Chalier au Brésil vient d'être appréhendé par la police de Rio-de-Janeiro

La police fédérale brésilienne a arrêté vendrodi 19 décembre dans la arrêté vendredi 19 décembre usus matinée, à Rio-de-Janeiro, pour contrebande de composants électroniques M. Philippe Julien, un ressortissant français qui aveit accueilli au Brésil M. Yves Chalier, le principal

M. Challer était entré an Breall de manière régulière, sous sa véritade manière régulière, sous sa vérita-ble identité, avec un visa de touriste, mais en est reparti clandestineanent, a précisé le porte-parole de la police fédérale, M. Paulo Maurra, après avoir confirmé la nouvelle de l'arres-tation de M. Philippe Julien. Celui-ci, de son vrai nom Jules Philippe Filippeddu, pourrait être expulsé du Brésil au terme de l'enquête sur estre affaire de contrebande : il ne possède pas encore de visa de séjour possède pas encore de visa de séjour

permanent dans ce pays.

M. Philippe Julien, qui est d'origine corse et qui est propriétaire
d'un hôtel à Bonifacio, est considéré
comme le chef de la mafia du vidéopoker dans tont le Brésil. Il n'a pes été en mesure d'expliquer ses rela-tions avec M. Chalier aux enquêteurs qui l'out interrogé. Il a seule-ment déclaré à la police qu'il avait d'abord hébergé M. Chalier chez lui, à Rio-de-Janeiro, mais l'avait finalement éconduit parce qu'il refusait de lui rendre de l'argent prêté à son arrivée au Brésil.

A Paris, M. Daniel Roniat. l'imprimeur de Beaurepaire (Isère) inculpé de « faux en écriture privée, usage de faux et recel d'abus de confiance», a été une nouvelle fois entendu vendredi, pendant près de deux heures, per M. Jean-Pierre Michau, le magistrat chargé de

Prét a emporter

12. rue de la Chaise - Mº Bac LUDQUEUX SIÈGES CLUR CHESTERFIELDS CRIN Canapée-lits, bibliothèques **- 25 %** Sur collection PARINGER 1996

Bouquins - Dossiers par milliers

Rayonnages Bibliothèques au prix de fabrique

du kit au sur mesure LEROY FABRICANT

áquipe votre appertement bureaux, magesine, etc.
25 armées d'expérience
Une visite s'impose
208, avenue du Meine, Paris (14*)
45-40-57-40 - Nº Alésie l'affaire du Carrefour du développe-

M. Roniat aurait confirmé ce qu'il avait déjà affirmé durant sa première audition à propos de qua-tre factures l'itigiouses établics lors de la campagne législative de M. Christian Nucci. L'imprimeur a ainsi précisé que deux factures, d'un montant de 330 894 francs, avaient été libellées au nom de l'OFRES et que deux antres, d'un montant de 99 060 francs, l'étaient à l'ordre de l'association La promotion fran-

D'autre part, le juge d'instruction a interrogé pendant plus de trois heures M. Yves Challer, assisté de Me Grégoire Triet, sur les comptes, de l'association Carrefour du déseloppement.

Le navigateur Jacques de Roux disparaît en mer

Le gouvernement australien a décidé, samedi 20 décembre. d'abandonner les recherches pourretrouver le navigateur français Jan-ques de Roux, estimant qu'il était: « peu probable » de pouvoir: le retrouver vivant. Toutefois, les organisateurs de la Course du monde en solitaire ont indiqué qu'ils continueraient leurs propres recherches.

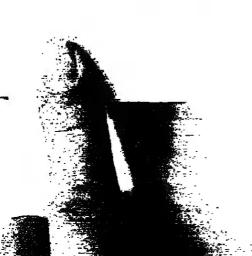
Le voilier de Jacques de Rour, Skotern IV, avait été localisé, vendredi, dérivant au sud-est de l'île de Gabo, à 482 kilomètres au sud-de-Sydney. Des marins australiens sont montés à bord et out confirmé qu'il n'y avait aucune trace du naviga-

Agé de quarante-neuf ans, ancien :commandant sous marinier, Jacques de Roux s'était classé sixième de la première étape de la course en sont taire. Il y a quatre ans, dans la troi-sième étape de la course, Jacques de sième étape de la course, Jacques de nière étape de la Course en soli-Roux avait chaviré et avait pu être récupéré par un concurrent anglais.

Où trouver le Glenturret? Pure single Highland Malt 12 years old scotch whisky Jusqu'ici on ne pouvait se le procurer qu'à la distillerie (la plus ancienne d'Ecosse, fondée en 1775). Aujourd'hui on peut le découvrir chez quelques rares spécialistes, passionnés de vieux whiskies, par exemple Le Potager des Halles, 15, rue du Cygne, Paris 1er

Le munéro da « Monde » daté 20 décembre 1986 a été tiré à 496 482 exemplaires ...

ABCDEFG



victimes -